

INSTITUT EUROPÉEN DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

COLLECTION EURYOPA

VOL. 80-2013

L'euro comme facteur d'identification au projet européen

Mémoire présenté pour l'obtention du
Master en études européennes
par Camille Comte Geiser

Rédigé sous la direction de René Schwok
Juré : Blaise Fontanellaz
Genève, août 2012

Remerciements

À l'Institut Européen de l'Université de Genève pour la possibilité de rédiger ce mémoire de fin d'études, ainsi qu'à M. Schwok pour ses conseils et son attention et M. Roissard de Bellet pour ses précieuses recommandations.

À mon mari, pour sa patience et ses encouragements dans mes études.

À mes parents qui m'ont toujours soutenue dans mes études et dans la rédaction de ce mémoire, et particulièrement à ma mère pour sa relecture attentive.

À ma sœur, pour les longues heures passées à travailler ensemble.

À mes amis de Suisse, de France et d'Espagne, rencontrés pendant l'aventure du Master.

À tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réussite de ce mémoire.

Tragédie Euroïque

« C'est Eonia qui déclame:
Euro, l'unique objet de mon pressentiment !
Euro, à qui l'Europe confie son ralliement !
Est-ce donc à ce sort qu'à présent nous destine
Ce nouveau Dieu ? Déjà quelque guerre intestine
Entre ces pays commence à faire rage
Et demande aux sujets bien plus de courage
Qu'ardemment dépensé en ces milles années.
Gestation difficile, sera-t-il mort-né ?
Ou clone de l'ECU renaissant de ses cendres,
Monstre contre nature que pour nous engendrent,
Nos rois et nos ministres tous en cœur ralliés,
Afin de nous conduire vers notre destinée ?
Ou bien est-ce un miracle, un Messie attendu,
Qui embaume les cœurs et de son arc tendu,
Lancera sans faiblir une flèche d'espérance,
Qui guérira les maux et même l'abcès qui lance
Torture dans nos plaies ouvertes du chômage,
Fantômes qui projettent leur affreuse image,
Paysages nécrosés, puanteur de mort,
Balayant ces démons, il sauvera notre sort !
Inexorable avancée vers une terre promise,
L'euro nous le clamons, devient notre devise ! »

Marie-Anne Kraft¹

¹ Olivier BARTHALON (et al.), *L'euro dix ans après, Un premier bilan à l'heure de la crise financière*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 21.

Table des matières

Remerciements	2
Sommaire	4
1. Introduction	5
2. Construction des symboles comme vecteurs d'identification	
2.1. Le symbole	7
2.2. La création des symboles de l'Union européenne	9
2.3. L'euro	12
3. Cadre théorique	
3.1. Le constructivisme	19
3.2. Identité européenne et identification	21
3.3. L'euro comme vecteur. Hypothèses de travail	25
4. La France et l'Espagne face à l'Union européenne	
4.1. La France	29
4.2. L'Espagne	36
4.3. Ce que les médias prévoient suite à la crise. Des révoltes, des révolutions dans ces pays ?	43
5. Étude empirique de nos cas d'étude. Test de l'hypothèse	
5.1. La France	48
5.2. L'Espagne	62
5.3. Conclusion générale de l'étude. L'euro est-il un facteur d'identification ?	76
6. Conclusion	79
Bibliographie	81
Table des matières	87

1. Introduction

Depuis le déclenchement de la crise économique et financière de 2008, la monnaie européenne est au cœur de tous les débats. On s'est en effet demandé ce qui allait arriver à l'euro. Aurait-il toujours une place dans le cœur des Européens ou au contraire allait-il être rejeté, devenant le bouc émissaire de la crise ? Récemment, Jacques Sapir invoquait la mort imminente de la monnaie unique : « de la Grèce à l'Italie, en passant par l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, la zone euro est désormais en feu. [...] L'euro aujourd'hui se meurt »².

La question ici n'est pas d'étudier les causes de la crise de l'euro ni ce qu'il faudrait ou aurait fallu faire pour y remédier. Nous cherchons plutôt à étudier la symbolique de la monnaie européenne comme facteur d'identification à l'Union européenne, en comparant l'avant et l'après crise de la zone euro. Nous placerons la naissance de l'euro en 2002, date de sa mise en circulation, et le déclenchement de la crise économique européenne en 2008 qui marque le début de la crise économique gravissime de la Grèce, avec son changement de gouvernement et le début de sa politique d'austérité.

Mais l'euro n'a pas seulement une valeur économique et cette crise n'atteint pas que le domaine financier. En effet, cette crise de l'euro est liée bien évidemment à une remise en question du projet européen dans son ensemble. Voilà ce qu'écrivait Anne Blanpain sur le site de la Radio Télévision Belge Francophone : « Il faudra que les Européens se préoccupent d'une autre crise, la crise de confiance dans l'Union. [...] Mais crise de confiance aussi entre les États membres. [...] Les Grecs dénoncent des Allemands autoritaires qui, eux, n'en finissent pas de se moquer de ces Grecs jugés feignants. Les Italiens traquent les Roumains et les accusent de tous les maux, la France s'y est essayée aussi. [...] Il n'y a pas à dire, il règne pour le moment dans l'Union européenne une drôle d'ambiance qui poussera peut être un jour l'Union à changer de nom, elle pourrait alors s'appeler « association de pays » ou « grand marché commercial » ou « alliance d'intérêts européens », ça finira par lui aller beaucoup mieux que "Union européenne" »³. La crise économique de l'euro est donc consubstantielle à une crise identitaire européenne. Une crise par rapport à l'Union elle-même mais aussi entre les Européens. Au mois de décembre 2012, l'agence de presse Xinhua continue ainsi : « Ce qu'on appelle la « crise de l'euro » est en train de générer une réelle crise sociale. L'idéal européen semble atteindre ses limites à mesure que la confiance dont l'Union européenne jouissait auprès de ses citoyens s'effrite. [...] En effet, les mouvements de contestation émergent maintenant un peu partout en Europe. En Espagne, en Grèce, en France et en Belgique, le sentiment d'injustice, d'indignation, l'impression que cette société ne fonctionne plus gagne l'esprit de beaucoup. [...] Depuis 2008, la crise est venue d'une certaine façon cristalliser ces craintes »⁴. Ainsi, il semble pertinent de se pencher sur le rôle de l'euro dans la construction européenne. Il semble y jouer un rôle très important de catalyseur de l'attachement et de la confiance au projet européen. On pourrait ainsi parler de symbole. En effet, l'euro peut être vu comme un symbole car le symbole est un facteur d'identification, ce que l'on étudiera plus en détail par la suite.

Notre étude et notre réflexion partent en fait de deux hypothèses. La première admet que la monnaie européenne, l'euro, a un effet positif sur l'identification au projet européen. La deuxième prétend que la récente crise de la zone euro a eu un effet négatif sur cette identification au projet européen. En effet, il semble exister un consensus autour de l'introduction de l'euro comme facteur d'identification et moyen de reconnaissance pour les Européens. Très peu de gens seraient tentés de dire que l'euro est négatif quant à sa symbolique de ralliement européen. D'autre part, il semble vraiment que la confiance dans l'Union européenne soit maintenant liée au succès de l'euro, et donc de l'économie européenne. On peut donc s'attendre à une diminution du sentiment d'appartenance à l'Europe si l'euro connaît des difficultés. C'est ce que nous serons amenés à vérifier. Nous allons donc évaluer l'attachement réel des Européens à leur

² Jacques SAPIR, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Paris, Éditions du Seuil, 2012, p. 9.

³ http://www.rtf.be/info/chroniques/chronique_union-Europeenne-l-autre-crise-anne-blanpain?id=7581843 consulté le 02 mai 2012.

⁴ http://french.china.org.cn/news/txt/2011-12/10/content_24120543.htm consulté le 02 mai 2012.

monnaie unique. Devant cette crise économique de la zone euro, les Européens ont-ils rejeté l'euro, comme beaucoup le prétendent ? Ont-ils au contraire renforcé leur attachement à la monnaie en croyant en son potentiel à gérer la crise et à rassembler les Européens dans les temps difficiles ?

Notre étude prendra la forme suivante : nous étudierons tout d'abord la notion de symbole comme vecteur d'identification en général puis au sein de l'Union européenne et plus particulièrement le cas de l'euro. Ensuite nous nous pencherons sur le cadre théorique qui permettra de diriger notre étude dans une dimension constructiviste avec un accent certain sur les notions d'identité européenne et d'identification et la présentation plus détaillée de nos hypothèses de recherche. Notre troisième partie s'intéressera alors à nos deux cas d'étude, la France et l'Espagne, deux pays touchés différemment par l'intégration européenne. Nous pourrons comparer leur niveau d'attachement au projet européen, ainsi que les rapports entretenus par la population face à cette identité européenne. Dans notre quatrième et dernière partie, nous serons donc en mesure de tester empiriquement nos hypothèses de départ et d'en tirer des conclusions. Nous pourrons donc infirmer ou confirmer nos hypothèses et serons peut-être surpris par les résultats.

Il n'existe en effet pas encore une telle recherche sur l'euro comme symbole d'appartenance couplée à une ou plusieurs études de cas sur les périodes d'avant et après la crise. Cette recherche est donc pertinente puisqu'elle permettra de mettre en relief certaines notions ainsi que de tester des hypothèses qui sont parfois énoncées par certains mais jamais vraiment vérifiées. L'idée est de pouvoir mettre un terme aux rumeurs non fondées quant à l'attachement ou au rejet supposé des Européens envers leur monnaie unique en temps de crise économique importante.

2. Construction des symboles comme vecteurs d'identification

2.1. Le symbole

2.1.1. Une définition

Pourquoi parler de « symbole » lorsqu'on s'intéresse à la monnaie européenne ? En effet, au-delà de la simple dimension économique de l'euro, il est indéniable que cette monnaie renferme une forte dimension symbolique au sein du projet européen. Il est donc intéressant de savoir ce qu'est véritablement un symbole, ce qu'est son rôle et pourquoi il est important dans le processus de construction d'une identité ou d'un attachement à une entité politique.

Intéressons-nous d'abord à la définition du mot symbole, et sa signification. Le mot symbole vient du grec « symbolon », mot qui désignait un objet coupé en deux « constituant un signe de reconnaissance quand les porteurs pouvaient assembler les deux morceaux »⁵. Cet objet coupé en deux était parfois donné aux descendants ce qui permettait de reconnaître le lien familial dans le temps.

Selon Carole Lager, « le symbole est un moyen d'identification, un signe de reconnaissance et de ralliement entre des personnes séparées ou entre les membres d'un groupe. Il évoque une communauté. D'où l'idée de relation et de lien privilégié »⁶. Carole Lager nous explique qu'il existe différents types de symboles : les symboles actifs (marches, cérémonies), les symboles verbaux (hymnes), les symboles concrets (lieux) et les symboles plastiques (dessins)⁷. Le symbole peut donc prendre différentes formes et être interprété de différentes manières.

Jean-Louis Le Moigne s'interroge sur ce qu'est véritablement un symbole : « Est-il chose, objet, jeton ? Ou est-il verbe, action, acteur ? Ne sont-ils pas l'un et l'autre enchevêtrés ? Enchevêtrement pourtant intelligible nous dit l'étymologie: le *symbolon* est cette forme assurant une fonction conjointe de relation et de reconnaissance.[...] Le symbole est à la fois le système de codage et le système de transmission: il est communication, à la fois action de communiquer et produit de cette communication »⁸. Il continue ainsi : « Artefact universel, indispensable médiateur entre l'acte et l'intention de l'acteur, transformant pour chacun la nature en culture, et par là, construisant la nature, medium de toute communication et de toute culture qui, par lui, se construit en travaillant sur elle-même, artifice de la Nature qui fait du *symbole*, concept complexe par excellence, concept que n'épuise aucune définition, à la fois le producteur et le produit de toute connaissance et de toute reconnaissance; et donc de tout transfert de connaissance »⁹.

Ainsi, le symbole renferme deux fonctions, celle de produire et celle de transmettre la connaissance, tout en étant lui-même un produit. C'est-à-dire qu'il est formé dans une certaine optique pour servir à cette optique même.

Il arrive que l'on se fasse parfois une mauvaise idée du symbole, en l'associant à un concept désuet ou inutile, mais voici ce que dit Luc Benoist¹⁰ : « d'après l'idée que l'on s'en fait communément, la notion de symbole se trouverait reléguée dans un solennel empyrée où viendraient rarement la visiter quelques curieux d'art médiéval ou de poésie mallarméenne. Il y a là une singulière méprise. Car tout homme utilise journalièrement le symbolisme sans le savoir, à la façon dont M. Jourdain parlait en prose ». En effet, le symbole est présent partout autour de nous et nous avons l'habitude de l'utiliser et de l'interpréter.

⁵ *Le Petit Robert, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, Dictionnaires le Robert, 2004.

⁶ Carole LAGER, *L'Europe en quête de ses symboles*, Berne, Euroclio, Études et documents, 1995, p. 29.

⁷ *Ibid.*, p. 32.

⁸ Jean-Louis LE MOIGNE, *Le constructivisme, Tome 2: Épistémologie de l'interdisciplinarité*, Paris, ESF Éditeur, 1994, p. 290.

⁹ *Ibid.*, pp. 290-291.

¹⁰ Carole LAGER, *L'Europe en quête de ses symboles, op. cit.*, p. 21.

2.1.2. Le rôle du symbole

Nous avons déjà remarqué que le symbole présente différentes dimensions qui sont inscrites dans sa nature même. Il est donc intéressant de se pencher à présent d'un peu plus près sur son rôle dans la vie des individus.

Pour Carole Lager¹¹ le symbole correspond à une *valeur*, dans le sens où il concrétise un idéal, il est aussi *vertical*, car il « donne du relief à la vie humaine », il est *social* car il permet la communication entre les hommes, il est *culturel* puisqu'il exprime un « héritage collectif » qui peut être philosophique, politique, économique, religieux, artistique, moral ou scientifique et enfin il est *humain*, car l'homme lui donne une dimension sensible et idéale. Pour Carole Lager donc, « le symbole a une fonction socialisante très poussée » ainsi qu'une « fonction collective »¹². En effet il permet la communication, mais aussi la représentation d'une collectivité, ainsi que son maintien et son affirmation. Il est unificateur, et permet donc la participation de tous.

L'enseignement à en tirer est donc que le symbole n'est pas pour rien dans la construction de nos relations sociales et dans les représentations que l'on s'en fait. Le symbole est un vrai médiateur entre le réel et l'idéal.

La dimension qui nous intéresse particulièrement dans cette étude est la fonction « collective » jouée par le symbole. Ce dernier permet en effet de rassembler et d'unir un groupe autour d'un projet, ou d'une idée, qu'il représente. Prenons par exemple l'image du totem. En tant que sculpture sacrée, il permet de rassembler une tribu autour de mêmes valeurs, puisqu'il représente parfois la religion, l'héritage collectif ou les fondements de la tribu. C'est un objet qui revêt une dimension sociale et sensible, permettant le dépassement d'une simple utilisation matérielle pour atteindre une dimension idéale.

2.1.3. Son importance

Nous avons donc vu quelles dimensions comporte le symbole. Il est social et sensible, objet de reconnaissance mais aussi d'attachement. Carole Lager nous en parle en ces termes : « le symbole est un moyen d'identification, un *signe de reconnaissance* et de ralliement entre les membres d'une même communauté. Transmis aux générations par le folklore, les contes, les mythes, les légendes, il fait partie d'un héritage collectif et culturel. Les symboles sont indispensables à la construction de toute identité durable, qu'elle soit individuelle ou collective. En s'identifiant à des symboles, l'individu ou le groupe acquiert une personnalité qui lui permet de s'insérer dans l'ordre social: le symbolisme met fin à la crise d'identité et au flottement d'opinion. [...] L'utilité des symboles pour le pouvoir politique est indéniable. Le symbole est médiateur et unificateur. Représentant concrètement la collectivité, il affirme, maintient et renforce l'appartenance et l'adhésion à un système commun de valeurs et d'actions; il mobilise et rassemble les individus, et facilite ainsi le consensus. D'autre part, le symbole suscite le respect des normes et des modèles sociaux, et favorise le maintien de l'ordre et de la solidarité. [...] Le symbole présente le grand avantage d'être imprécis et subjectif, mais sans être arbitraire; il répond *toujours* à une nécessité sociale et politique »¹³.

Nous comprenons donc à présent un peu mieux la raison d'être du symbole, et surtout l'importance « indéniable » de son utilisation. En effet, le symbole joue un rôle non négligeable dans la formation de l'identité et il est toujours utilisé pour rattacher l'individu à une certaine identité. En effet, il rassemble, et maintient la cohésion d'un groupe.

Toute entité politique cherche à créer un sentiment d'appartenance, que ce soit un État, un parti politique, une organisation, chacun a ses symboles. La France a son drapeau bleu-blanc-rouge et sa Marseillaise, le parti communiste sa faucille et son marteau, et l'ONU son drapeau bleu et son planisphère. Pourquoi une telle récurrence ? C'est que le symbole est d'une importance capitale. Il permet de rallier tous les Français, ou tous les communistes, ou tous les partisans de l'ONU autour d'un symbole qui représente leurs valeurs

¹¹ *Ibid.*, pp. 29-30.

¹² *Ibid.*, p. 31.

¹³ Carole LAGER, « L'euro, symbole d'identité européenne ? » *Études internationales*, 2005, Vol. 36, No.1, pp. 68-69.

communes. Tout comme une alliance symbolise la fidélité conjugale, un objet (qui peut prendre différentes formes) permet de représenter un lien social entre différents individus d'un même groupe.

2.2. La création des symboles de l'Union européenne

2.2.1. Pourquoi des symboles pour l'Union européenne ?

Mais pourquoi donc parler des symboles ? Quel rôle jouent-ils au sein de l'Union européenne ? Sont-ils importants ? Quel lien peut-on établir entre euro et symbole ?

L'Union européenne est une entité politique qui a besoin d'une légitimité auprès des citoyens qu'elle inclut : « C'est dans ce processus de légitimation que les symboles ont une part considérable »¹⁴. Parlons un peu de l'Europe d'abord.

Les deux Guerres mondiales du XX^{ème} siècle ont divisé le monde en deux groupes, l'Est et l'Ouest. Les tensions engendrées par cette guerre froide sont sûrement pour quelque chose dans la stimulation de l'unification européenne du côté de l'Europe occidentale. D'autre part, les économies brisées des pays touchés par la guerre avaient fortement besoin d'être relancées. La libéralisation du commerce, prônée entre autres par le Royaume-Uni et les pays scandinaves n'était pas suffisante aux yeux de beaucoup de politiciens européens. Ces derniers voulaient « essayer une méthode combinant la libéralisation commerciale avec l'intégration économique »¹⁵. Six États européens se lancent donc dans cette aventure un peu folle : l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Belgique. Ils signent en 1951 le traité CECA qui prévoyait de mettre en commun les ressources essentielles à la guerre, le charbon et l'acier, sur une idée de Jean Monnet, relayée par Robert Schuman le fameux 9 mai 1950. Voici ce que déclare Schuman : « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble. Elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait »¹⁶. Suite au succès de l'entreprise, les pays signent en 1957 le Traité de Rome établissant la Communauté Économique Européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA). Au fil des années, la puissance économique de cette communauté européenne s'intensifie, ce qui accroît parallèlement le poids politique de la zone au niveau mondial. Conscient de cette évolution, le Royaume-Uni demande l'adhésion à la communauté. Rejetée une première fois en 1963 sous pression du Général de Gaulle, il adhérera en 1972 accompagné de l'Irlande et du Danemark. L'élargissement suivant prend place en 1981 avec l'entrée de la Grèce, puis en 1986 avec celles du Portugal et de l'Espagne. L'année 1987 est une année phare dans la construction européenne puisqu'elle marque la ratification de l'Acte Unique européen, qui se donne pour objectif d'achever le marché intérieur en cinq ans. 1992 est aussi une année à ne pas oublier. La signature du Traité de Maastricht rajoute à l'union économique et monétaire un volet de politique intérieure et judiciaire, ainsi qu'un volet de politique extérieure et de sécurité commune. Les liens de la communauté se font donc de plus en plus forts et celle-ci est donc renommée « Union européenne ». L'Europe des douze est devenue celle des quinze en 1995 avec l'entrée de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède. Mais c'est après la chute du régime soviétique que l'on observe le plus grand « boom d'adhésion ». En effet, en 2004, ce sont dix pays qui adhèrent à l'Union : Chypre, Malte, Lituanie, Lettonie, Estonie, Slovaquie, République Tchèque, Hongrie, Pologne. En 2007, c'est finalement la Bulgarie et la Roumanie qui rejoignent la troupe. Et cet agrandissement n'est pour l'instant pas prêt de se terminer. La Croatie devrait bientôt rejoindre l'Union européenne.

Ce récit est un peu fastidieux et bien connu mais il nous permet de comprendre l'ampleur qu'a prise le projet européen. D'une union économique, il est passé à l'État d'entité politique faisant des lois, appliquant des sanctions, créant une citoyenneté et définissant des frontières. En prenant une telle place dans la vie des Européens à tous les niveaux, l'Union européenne s'expose à plusieurs difficultés. Elle doit en effet faire reconnaître sa légitimité à intervenir ainsi, au-delà des États nationaux. D'autre part, elle doit s'efforcer de maintenir une image de « protecteur » et de « meilleur moyen d'action » par rapport à d'autres

¹⁴ Carole LAGER, *L'Europe en quête de ses symboles*, op. cit., p. 22.

¹⁵ Nicolas MOUSSIS, *Accès à l'Union européenne, droit, économie, politique* (13^{ème} édition révisée), Rixensart, European study service, 2008, p. 14.

¹⁶ *Ibid.*, p. 15.

entités politiques, là aussi notamment l'État national. Voici où l'on peut faire le lien avec la notion de symbole. Rappelons que le symbole a une fonction d'identification et d'appartenance à une entité. Il permet aussi de la légitimer en lui donnant une visibilité importante. En effet, si les symboles sont acceptés par les individus, cela signifie que ceux-ci se sentent véritablement citoyens dans la communauté.

L'Union européenne n'échappe pas à ce phénomène d'identification par le symbole. C'est ce que rappelle Carole Lager : « une communauté d'États comme l'Union européenne a elle aussi besoin de tels symboles, car ils sont appelés à jouer un rôle important dans le processus de légitimation »¹⁷. Elle continue ainsi : « un sentiment croissant d'appartenance à un espace commun est nécessaire. C'est pour ainsi dire un processus en boucle: il faut une conscience commune pour que les structures soient acceptées et que cette conscience se renforce à son tour. L'impulsion se fait donc à la fois par le haut et par le bas, c'est-à-dire par une volonté politique et par un sentiment d'appartenance commune de la part des citoyens »¹⁸.

En parlant des différents problèmes présents dans la construction européenne et en rapportant les critiques les plus courantes, comme le déficit démocratique, la transcendance morale et matérielle du projet européen, et le « brouillage symbolique », Justine Lacroix et Paul Magnette relèvent un problème fondamental, rapporté par Gauchet en 2005 : la peur des citoyens européens face à l'Europe qui ne « protège pas », « non pas au sens technique de la défense, mais au sens de la circonscription d'une entité cohérente apportant à la vulnérabilité des personnes l'abri de la compacité d'un collectif ». L'Europe ne conférerait pas d'identité, ne donnerait pas de quoi se situer dans le temps et dans l'espace et priverait en conséquence les individus d'un sentiment positif de leur place dans le monde qui les mette en mesure de se représenter leur être individuel et collectif. Car si l'élite européenne peut se réjouir de ce que l'objet européen échappe aux définitions, pour le citoyen ordinaire, en revanche, il est une source d'insécurité »¹⁹.

Face à ce genre de difficulté, l'Union européenne a effectivement besoin de développer des symboles, des marques d'appartenance à la communauté, pour ne pas rester un projet technocratique ou idéal. L'Union a compris cet enjeu identitaire depuis longtemps puisqu'elle a mis en place différents symboles dès les premières années de son existence. Carole Lager nous rapporte qu'en 1985, lors d'une résolution, le Parlement européen « estime que les symboles constituent un moyen important pour l'Europe proche des citoyens »²⁰.

C'est ce qu'affirme Claude Reichler, rapporté par Carole Lager : « À chaque fois que la communauté doit donner un sens à sa situation, légitimer son action, dessiner son avenir, elle recherche la caution de sa réserve symbolique »²¹.

Cependant, créer des symboles n'est pas toujours facile. Les symboles de l'Union européenne ont parfois été difficiles à choisir ou à mettre en place. Pour Carole Lager, cette difficulté « pose finalement la question de l'existence d'une identité européenne. La notion de communauté implique à la fois une idée de similitude et de différence, d'association et d'opposition : « le semblable s'unit au semblable, puis se sépare du dissemblable ». D'où le lien étroit avec la notion d'identité »²².

C'est ce lien entre symbole et identité, ou sentiment d'appartenance, que nous étudierons plus en amont. Penchons-nous d'abord sur les différents symboles européens.

2.2.2. Les différents symboles

Nous allons à présent nous pencher assez succinctement sur différents symboles de l'Union européenne, qui sont aujourd'hui reconnus par les Européens comme des emblèmes de l'intégration européenne, et peut-être d'une « identité européenne ».

¹⁷ Carole LAGER, « L'euro, symbole d'identité européenne ? » *op. cit.*, p. 71.

¹⁸ *Ibid.*, p. 82.

¹⁹ Justine LACROIX, Paul MAGNETTE, « Théorie politique », in BELOT, Céline, MAGNETTE, Paul, SAURUGGER, Sabine, *Science politique de l'Union européenne*, Paris, Economica, 2008, p. 15.

²⁰ Carole LAGER, *L'Europe en quête de ses symboles*, *op. cit.*, p. 55.

²¹ *Ibid.*, p. 73.

²² *Ibid.*, p. 104.

Le symbole le plus connu et le plus ancien est bien évidemment le drapeau. Selon Carole Lager, « le drapeau est un symbole essentiellement visuel : il peut être utilisé et vu par beaucoup de personnes à la fois²³ et il exprime l'unité et l'identité d'un groupe ; il réunit des personnes de religions, de positions sociales et d'âges différents, mais qui partagent les mêmes idéaux, les mêmes sentiments, les mêmes aspirations ; il rend possible la solidarité sans consensus »²⁴. Carole Lager nous décrit d'ailleurs le drapeau européen comme l'« objet d'un véritable culte »²⁵. En effet, ce symbole du drapeau représente généralement diverses valeurs fondamentales : l'obéissance, le dévouement, la participation, le souvenir ou encore le prestige. Pour Paul Guth, les drapeaux sont de véritables « cartes d'identité flottantes »²⁶, ce qui prouve bien leur importance.

En 1950, c'est le Conseil de l'Europe qui décide de l'adoption d'un drapeau unique dans une idée de « rendre directement sensible à l'opinion publique la réalité de l'Union européenne »²⁷. Cette initiative démontre la prise de conscience des élites que les symboles sont importants pour concrétiser l'union des États dans l'Europe. Après de multiples débats sur la forme que doit prendre ce drapeau, le Conseil de l'Europe statue sur des critères de sélection : le drapeau doit être symbolique, simple, d'interprétation facile, reconnaissable, harmonieux, original, et de confection facile²⁸. La couleur choisie sera donc le bleu puisque c'est une couleur commune à beaucoup de pays européens, et l'on utilisera douze étoiles couleur or disposées en cercle pour symboliser la perfection, la plénitude et l'unité, voire l'infini. Officiellement, ces étoiles représentent les peuples européens.

Pour ce qui est de l'Union européenne, ou plus précisément de la CECA, CEE et Euratom, l'adoption d'un drapeau unique se révèle aussi difficile. Mais en 1982, l'idée d'un drapeau commun entre la Communauté européenne et le Conseil de l'Europe se précise. La proposition de reprendre le même drapeau est finalement adoptée. En 1984, voilà ce qu'énonce le Conseil européen : « il estime qu'il est indispensable que la Communauté réponde à l'attente des peuples européens en adoptant les mesures propres à renforcer et à promouvoir son identité et son image auprès des citoyens et dans le monde »²⁹.

L'Europe, ou l'Union européenne, possède cependant plus qu'un drapeau dans ses symboles. Elle a par exemple un hymne. Celui-ci est l'Ode à la Joie de Beethoven, et avait été proposé par le Comte de Coudenhove-Kalergi en 1929 déjà. Posséder un hymne européen paraissait une évidence dans les années qui suivirent la deuxième guerre mondiale, car les relations entre les pays européens et les célébrations communes se multipliaient. C'est en 1972 que l'Ode à la Joie fut adoptée par le Conseil de l'Europe pour être utilisée « lors de manifestations à caractère européen, et éventuellement en parallèle avec l'hymne national »³⁰. Puis, cet hymne sera reconnu par l'Union européenne et retentira notamment à la cérémonie d'adoption du drapeau européen.

Un autre symbole de l'Union européenne est le passeport européen. Selon Carole Lager, « le passeport uniforme, outre son utilité pratique comme n'importe quel autre passeport national, est également perçu par la CEE comme devant avoir un effet psychologique, celui d'accentuer le sentiment d'appartenance des ressortissants à la Communauté, et d'affirmer l'existence de cette dernière vis-à-vis de l'extérieur »³¹. La Commission européenne va même jusqu'à dire en 1987 que « le passeport européen est le symbole par excellence de l'appartenance à cette Communauté »³².

²³ *Ibid.*, p. 36.

²⁴ *Ibid.*, p. 36.

²⁵ *Ibid.*, p. 37.

²⁶ *Ibid.*, p. 37.

²⁷ *Ibid.*, p. 40.

²⁸ *Ibid.*, p. 43.

²⁹ *Ibid.*, p. 53.

³⁰ *Ibid.*, p. 92.

³¹ *Ibid.*, p. 93.

³² *Ibid.*, p. 93.

Nous devons bien évidemment évoquer la notion de citoyenneté européenne lorsque nous parlons des symboles européens. Le traité instituant la Communauté européenne de Maastricht en 1992 crée la citoyenneté européenne en ces termes³³ :

Article 17 CE

1. Il est institué une citoyenneté de l'Union. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre. La citoyenneté de l'Union complète la citoyenneté nationale et ne la remplace pas.
2. Les citoyens de l'Union jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par le traité.

La création de la citoyenneté européenne ne laisse pas de doute quant à son but : elle permet de pallier au manque de soutien citoyen de l'Union. C'est ce que nous confirme l'ouvrage de Françoise Parisot : « l'attribution de ces droits (politiques dans le Traité de Maastricht) signifie un pas important en relation avec la légitimité démocratique de l'Union et de sa proximité avec les citoyens »³⁴. Les auteurs Jana Marasova et Maria Horehajova indiquent même que la création de la citoyenneté européenne ne date pas réellement du Traité de Maastricht, mais que sa conception est apparue dès 1975 « avec pour objectif de faire évoluer une conscience européenne et de créer une Europe des citoyens »³⁵. La citoyenneté européenne, bien qu'elle confère des droits réels, comme la libre circulation, le libre établissement, le droit de vote et d'éligibilité, la protection diplomatique et consulaire, le droit de pétition et l'accès au médiateur, est aussi un symbole clamé et revendiqué par l'Union pour construire une appartenance, voire une identité à cette dernière. Cependant, pour Catherine Wihtol de Wenden citée par Gilles Rouet, la citoyenneté européenne est un « statut intermédiaire » car « la citoyenneté européenne existe, [...] mais elle est orpheline, donc elle reste virtuelle, inutile car l'identité européenne qui devrait lui permettre d'être intégrée par les personnes n'est pas ressentie suffisamment »³⁶. En effet, cette citoyenneté n'a pas vraiment de base populaire pour se développer. Cependant, ce n'est évidemment pas le seul symbole utilisé pour développer l'esprit « citoyen » européen. L'euro se révèle bien plus efficace, et c'est ce que nous allons développer maintenant.

2.3. L'euro

2.3.1. La monnaie comme symbole

Toutes ces réflexions sur le symbole en général et les symboles de l'Union européenne comme moyen de légitimation et d'appartenance nous conduisent bien évidemment à étudier le cas de la monnaie européenne, l'euro. Rappelons que notre sujet essaie de définir dans quelle mesure l'euro peut être un facteur d'identification au projet européen.

Mais avant de nous pencher sur l'euro même, nous allons d'abord étudier comment la monnaie, au sens général, est en elle-même un symbole très puissant : « Pour Michel Pastoureau, historien des symboles, la monnaie est le signe d'une cohésion entre ceux qui se servent de ces mêmes objets. De plus, non seulement ces utilisateurs voient les symboles, mais ils les touchent : toucher le portrait du Roi ou sa devise était, selon lui, « un acte symbolique, pas neutre ». La monnaie est avant tout une des formes de la relation sociale, caractérisée par l'acceptation d'un objet spécifique comme moyen d'échange de biens, de services ou de possessions immatérielles »³⁷. Ainsi, la monnaie est un véritable lien social.

Voilà d'ailleurs ce que nous expliquent Monique Alleron, Philippe Bon et Jean-Jacques Bonnaud : « Une monnaie ne peut pas être en effet considérée uniquement comme un intermédiaire aux échanges, pour

³³ Isabelle PINGEL (dir) *Commentaire article par article des traités UE et CE, de Rome à Lisbonne (deuxième édition)*, Bâle, Helbing, 2010, p. 329.

³⁴ Françoise PARISOT (coord), *Citoyennetés nationales et citoyenneté européenne*, Paris, Hachette Éducation, 1998, p. 112.

³⁵ Jana MARASOVA, Maria HOREHAJOVA, « Européens ou nationalistes », in MARON, Fabienne, POZARLIK Grzegorz, *Identités, citoyennetés et démocratie : 20 ans après*, Bruxelles, Bruylant, 2011, p. 162.

³⁶ Gilles ROUET, « Identités et citoyennetés en Europe : articulations et enjeux », in MARON, Fabienne, POZARLIK Grzegorz, *Identités, citoyennetés et démocratie : 20 ans après*, Bruxelles, Bruylant, 2011, p. 39.

³⁷ Carole LAGER, « L'euro, symbole d'identité européenne ? », *op. cit.*, p. 70.

payer, pour compter, ou pour conserver des valeurs économiques. Utilisée dans chaque État membre, parfois depuis des siècles, elle est aussi un élément essentiel d'identité, elle matérialise un sentiment d'appartenance à un même ensemble économique, social et culturel. La monnaie produit et exprime les valeurs individuelles et collectives d'une société. Le lien monétaire est intime et individuel lorsqu'une personne pense consciemment ou inconsciemment ses relations d'existence en termes monétaires. La monnaie est aussi une expression bilatérale entre l'État et le citoyen qui assure le sentiment d'appartenance à une communauté. La monnaie nationale est le véhicule de la contribution aux charges de la collectivité (impôts ou taxes) et de la solidarité sociale (transferts sociaux). Ainsi, la légitimité de la monnaie est liée à celle de l'État et réciproquement »³⁸. Ceci nous explique donc la dimension intrinsèque de la monnaie. Loin d'être un seul moyen d'échange, elle est aussi un lien « intime » et un élément d'identité.

C'est aussi ce que nous confirme Jean-Claude Trichet : « En tant qu'instrument de paiement, la monnaie constitue un bien que son propriétaire doit gérer et protéger. Elle produit et active un « lien social ». L'efficacité symbolique de la monnaie est due à ce que les citoyens -agents économiques- sont quotidiennement au contact du signe monétaire, et ainsi au contact avec leur groupe d'attachement qui utilise le même signe. Même s'il y a une tendance à sa dématérialisation, la monnaie reste chargée de ce pouvoir d'identification. Les choix iconographiques pour les pièces et billets en euro reposent sur des symboles qui exploitent ces phénomènes d'identification. Pour les billets, ils reposent sur deux principes: l'émergence de symboles de la civilisation européenne, le développement d'une symbolique de l'ouverture - fenêtres et portails au recto- ponts au verso. Ces billets doivent être réinterprétés comme un miroir de la culture européenne avec ses styles successifs : roman, gothique, renaissance, baroque, rococo, classique »³⁹. La monnaie transmet autre chose qu'une simple valeur financière. Elle transmet une appartenance, une unité, une culture.

La monnaie est donc un véritable symbole puisqu'elle permet la reconnaissance sociale. Comme le dit Carole Lager, « le fait d'appartenir à une communauté de paiements dans laquelle les moyens de s'acquitter sont établis, fait que la monnaie est un signe de reconnaissance sociale. Or, comme le symbole est lui-même un signe de reconnaissance sociale, la monnaie est donc un symbole. Elle est symbole par sa nature d'instrument, et par son iconographie. Elle est à la fois une des manifestations et un des instruments d'un processus fort d'identification symbolique et affectif, constitutif du groupe »⁴⁰.

La monnaie européenne a néanmoins des difficultés à affronter. Elle doit justement ne pas rester au rang de simple moyen monétaire facilitant les échanges. Elle doit au contraire acquérir cette dimension charnelle, intime et émotionnelle pour gagner ce rôle de facteur d'identification : « En 2002, les principales monnaies européennes auront disparu. Sept siècles après la première frappe du franc d'or par le roi Jean le Bon, le franc n'existera plus. Or, la monnaie n'est pas seulement une unité de compte, un instrument de réserve de valeur et un intermédiaire des échanges. La monnaie représente un signe d'appartenance à une communauté. Elle exprime la confiance réciproque des membres de cette communauté. Elle participe de l'identité de chacun, transmet une histoire. C'est également un symbole politique lié à la souveraineté des États qui fonde souvent une citoyenneté. De ce fait, la mise en commun de la monnaie revient à dépasser de manière particulièrement visible, concrète et générale, le stade de l'État national comme cadre exclusif de l'organisation politique des peuples. C'est pourquoi, la monnaie unique ne peut pas être considérée comme une fin en soi ni comme un aboutissement. Elle est certes destinée à mieux répondre aux intérêts des particuliers et des entreprises; il est clair que l'Union économique et monétaire ne pourra pas fonctionner convenablement et durablement si elle ne s'appuie pas sur une forme d'union politique dont le cadre institutionnel, qui doit concilier les autonomies nationales et l'efficacité d'un pouvoir fédéral, reste à élaborer »⁴¹.

Pour que cette monnaie passe au stade du symbole, il s'agit de lui donner du sens et de l'importance dans la vie de ceux qui l'utilisent : « Nous parlons couramment du « pouvoir des idées. Une idée n'a en réalité du pouvoir sur quelqu'un que si elle le pousse à penser ou à agir d'une certaine façon, c'est-à-dire si elle correspond à ses besoins et à ses désirs. C'est justement le cas de l'argent. En lui-même, il perd sa

³⁸ Monique ALLERON (et al.), *Les enjeux de l'euro*, Paris, Economica, 1999, pp. 99-100.

³⁹ Jean-Claude TRICHET, « La symbolique de la monnaie », *Revue d'administration*, juillet 1999, No. 182, p. 27.

⁴⁰ Carole LAGER, « L'euro, symbole d'identité européenne ? », *op. cit.*, p. 69.

⁴¹ Monique ALLERON (et al.), *Les enjeux de l'euro*, *op. cit.*, p. 9.

neutralité. Il est un symbole de propriété, d'indépendance et de liberté : quiconque le possède peut réaliser tous ses désirs »⁴².

En comparant l'euro avec les autres symboles européens, Carole Lager explique que « comme le drapeau, il [l'argent] est un facteur d'unité, un moyen d'intégration sociale ; il entraîne un comportement orienté »⁴³.

Ainsi, nous pouvons confirmer que la monnaie au sens large est bien souvent un facteur d'identification, un symbole, au-delà de sa simple utilisation économique. Elle permet d'affirmer une identité ou un sentiment d'appartenance, par un objet utilisé quotidiennement. Ainsi, sans même sans apercevoir, le citoyen manipule tous les jours un symbole de son appartenance à une communauté en particulier, que ce soit un État, ou une communauté d'États, comme l'Union européenne.

Face à l'évidence de l'importance symbolique d'une monnaie commune, l'Union européenne a donc créé l'euro.

2.3.2. *La création de l'euro*

La création de l'euro s'est révélée pour la plupart comme une étape évidente et incontournable de la construction européenne. C'est ce que confirme Emilio Fontela: « advocates of European integration have always considered that, in the long term, a common currency is an essential part of the integration process »⁴⁴. Ce moment de l'introduction de l'euro est qualifié par Carole Lager de « grand passage »⁴⁵ et de « saut intellectuel »⁴⁶ par Hans Tietmeyer.

En effet, il fallait trouver un moyen, dans les années 1990 de faire avancer l'intégration européenne. « Il fallait avancer sur un sujet qui permette une mise en œuvre rapide, constitue une avancée durable (une union monétaire peut devenir irréversible, contrairement à des initiatives dans d'autres domaines) et soit jugé utile par les citoyens européens (la vie économique occupe une place de plus en plus importante dans nos sociétés). La monnaie unique s'est donc imposée comme le ciment d'une Europe plongée dans un monde en pleine mutation »⁴⁷. En effet, il était presque impossible que l'Union européenne continue à se développer en l'absence d'une monnaie commune. C'est ce qu'explique Stéphane Seel, à la lumière de l'histoire : « L'Histoire a toujours été marquée par l'affirmation de communautés qui donnèrent naissance aux peuples puis aux nations. Or, la création d'une communauté d'hommes passait obligatoirement par la définition d'intérêts collectifs reconnus comme tels par ses membres. Le moyen le plus immédiat menant à l'affirmation d'un sentiment collectif consistait souvent à répondre à une menace extérieure [...] Il est donc clair que la tâche que se sont fixée les pères fondateurs de l'Europe de créer *ex nihilo* une identité commune aux citoyens des pays membres de la CEE, puis de l'UE et enfin de l'UEM ne pourra que se trouver renforcée dans le cas d'une diffusion de la monnaie unique en dehors des frontières de l'« Euroland ». [...] Cette évolution de l'euro pourrait donc servir de ciment permettant de souder les citoyens des différents pays autour de valeurs communes »⁴⁸.

Mais l'euro ne s'est pas créé et installé d'un coup. Il y a eu plusieurs phases de réflexion et des changements d'appellation. « L'instauration complète et obligatoire de l'euro en 2002 a été précédée par une phase de transition d'une durée de trois ans (1999-2001) au cours de laquelle l'utilisation de l'euro n'était ni interdite, ni obligatoire. L'euro qui ne revêtait qu'une forme scripturale coexistait donc avec les monnaies nationales des pays de l'Union économique et monétaire. [Cette phase] pouvait permettre aux entreprises financières et non financières de réaliser progressivement les adaptations techniques que requérait le passage à l'euro. De plus, elle était destinée à éviter aux individus le choc psychologique

⁴² Carole LAGER, *L'Europe en quête de ses symboles*, op. cit., p. 73.

⁴³ *Ibid.*, p. 74.

⁴⁴ Emilio FONTELA, « The euro as a symbol of European nationhood », *Finance et bien commun*, Winter 2001/2002, No. 9, p. 35.

⁴⁵ Carole LAGER, « L'euro, symbole d'identité européenne ? » op. cit., p. 71.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 72.

⁴⁷ François DELCLAUX, Xavier DE BERGEYCK, *L'euro, la monnaie du troisième millénaire*, Paris, Gualino Éditeur, 1997, p. 14.

⁴⁸ Stéphane SEEL, « L'euro, monnaie internationale comme vecteur d'une identité européenne », in KOENIG, Gilbert (dir), *L'euro, vecteur d'identité européenne*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2002, p. 136.

qu'aurait engendré le basculement en une fois des monnaies nationales en euros »⁴⁹. En effet, même si au regard de l'intégration européenne la monnaie unique s'imposait, il fut difficile parfois de faire accepter l'euro aux citoyens européens. En effet, cette monnaie unique était un véritable changement psychologique : « avant la naissance de l'euro, l'association entre *une* monnaie et *une* identité nationale semblait ancrée dans les faits et dans les esprits. La construction européenne n'illustre pas du tout ce schéma de pensée. Depuis le 1^{er} janvier 1999, la correspondance traditionnelle monnaie-nation a disparu. La monnaie unique existe sans que, pour autant, elle soit adossée à une union politique »⁵⁰. Il est donc important de se rappeler que l'euro n'est pas apparu soudainement et *ex nihilo* en imposant une nouvelle manière de penser la monnaie mais que « sa mise en œuvre a été préparée par les succès du Système monétaire européen (SME) de 1979 à 1991, avant les crises de change de 1992-1993 qui trouvèrent en partie leur origine dans les difficultés de la France à faire ratifier le traité de Maastricht en septembre 1992 »⁵¹. En effet, on a voulu prendre le temps de créer une monnaie unique et qui rassemble véritablement les citoyens européens : « l'Euro rapprochera de façon concrète les Européens, [...]. La monnaie unique est une étape vitale sur le chemin de la construction d'une prospérité et, au-delà, d'une paix durable en Europe. La monnaie unique sera un élément de solidarité de fait entre les Européens. Au cours de sa session de Rome en octobre 1991, le Conseil européen a conclu qu'avec la réalisation de la phase finale de l'union monétaire, « la Communauté aura une monnaie unique – un écu (rebaptisé euro) stable et fort- expression de son identité et de son unité »⁵².

En effet, au-delà du simple avantage économique d'avoir une monnaie unique, la création de l'euro avait un double enjeu. Il s'agissait de donner aux citoyens européens et à l'Union européenne une résonance. L'euro pouvait servir à donner enfin une face concrète à la fameuse « identité européenne ». Il pouvait remplir le rôle de symbole si nécessaire à l'Union. C'est ce que dit Francis Woerhrling : « En remplaçant leurs monnaies traditionnelles par un ordre monétaire performant, les Européens ont fait plus que de se doter d'un ordre monétaire: ils ont fait un nouveau pas dans la mise en œuvre de leur identité »⁵³. Carole Lager est du même avis et explique en quoi l'euro est un tel symbole d'appartenance à l'Union européenne. « À la fois défi politique, pari économique et enjeu social, l'euro représente à lui seul une double révolution. Il implique d'abord, pour les pays de la zone euro, la disparition des plus grands symboles de souveraineté nationale, les monnaies, ainsi que le transfert des souverainetés monétaires nationales à une Banque centrale européenne. L'euro est également un grand changement pour les citoyens. Par nature, les instruments monétaires sont des liens sociaux, des symboles d'unité et de rassemblement »⁵⁴. Raymond Barre exprime aussi la même pensée : « une monnaie unique est désormais instituée dans onze pays de l'Union. Il s'agit indéniablement d'une étape historique, car une monnaie est sans aucun doute un des symboles les plus importants d'une communauté et de son fonctionnement collectif »⁵⁵.

D'ailleurs, en parlant de l'entrée de l'Italie dans la zone euro, Risse dit la chose suivante : « when Italy prepared itself for entering the Euro zone, the main slogan was « entrare l'Europa » (entering Europe!) as if Italy –one of the six founding members of the European community - had ever left it »⁵⁶. Ceci nous montre l'importance de la phase stratégique de l'introduction de l'euro pour les pays membres, qui trouvent enfin le symbole de leur unité.

⁴⁹ Gilbert KOENIG (dir), *L'euro, vecteur d'identité européenne*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2002, p. 87.

⁵⁰ Michel DEVOLUY, « La BCE comme vecteur d'identité européenne », KOENIG, Gilbert (dir), *L'euro, vecteur d'identité européenne*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2002, p. 181.

⁵¹ Christian SAINT ETIENNE, *La fin de l'euro* (2^{ème} édition), Paris, François Bourin, 2011, p. 37.

⁵² PROMEURO, *L'Euro pour l'Europe, des monnaies nationales à la monnaie européenne*, Bruxelles, De Boeck Université, 1998, p. 32.

⁵³ Francis WOERHLING, « L'euro et l'approfondissement de l'identité européenne », *Finance et bien commun*, Winter 2001/2002, No. 9, p. 32.

⁵⁴ Carole LAGER, « L'euro, symbole d'identité européenne ? », *op. cit.*, p. 61.

⁵⁵ Raymond BARRE, « L'euro et la construction politique de l'Europe », *Revue Administration*, juillet 1999, No. 182, p. 21.

⁵⁶ Antje WIENER, Thomas DIEZ, *European Integration Theory* (2^d édition), Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 154.

À présent, nous avons pu voir le rôle de la monnaie comme symbole, mais aussi les raisons de la création de l'euro au sein de l'Union européenne. Nous pouvons donc étudier plus en détail le rôle symbolique de la monnaie européenne et son but.

2.3.3. *Le but de l'euro. L'euro comme symbole*

Nous avons démontré que toute monnaie véhicule une dimension symbolique. Lorsque l'on parle d'euro, on peut donc retrouver cette dimension présente. Pour Carole Lager, « [la monnaie a] un grand pouvoir d'intégration politique et culturelle. L'euro aura ce pouvoir, car la monnaie est assurément le symbole d'une communauté d'individus »⁵⁷. Il y a donc un lien logique : « une monnaie est un facteur d'identité: l'euro devrait donc fatalement en être un »⁵⁸.

Pour beaucoup d'observateurs, l'euro est un moyen non seulement monétaire mais aussi symbolique car il promeut l'identité européenne. C'est d'ailleurs ce qu'écrit Jean-Claude Trichet en 1999 : « [...] la monnaie, comme le drapeau ou l'hymne officiel, est traditionnellement considérée comme un symbole identitaire et questionne l'Europe, construction économique et politique sans précédent, qui n'est ni un État, ni un super-État, mais une union intime d'États souverains. Le franc, par exemple, a symbolisé la souveraineté nationale à travers les siècles et les régimes politiques. Comme l'écrit F. Braudel, « la monnaie du roi fait le roi ». [...] La symbolique de la monnaie, dans le cas de l'euro, pourrait avoir deux dimensions, l'une économique, et l'autre historique. L'euro véhicule une symbolique forte: stabilité, crédibilité, continuité. [...] La monnaie unique de l'Europe plonge ses racines dans le passé. Prévue par Jean Monnet dès 1950 (« l'Euro se fera par la monnaie ou ne se fera pas »), envisagée explicitement sous la forme d'« union économique et monétaire » dès le rapport Werner au début des années 70, elle couronne une étape importante de la construction européenne. Elle illustre aussi symboliquement l'ambition politique des Européens qui gèrent désormais en commun un attribut historique de la souveraineté »⁵⁹. En effet, l'euro, au-delà de la simple dimension économique, recèle une dimension identitaire, comme toute monnaie possède un aspect symbolique. Meixing Dai explique que cette volonté de promouvoir l'identité européenne par la monnaie était présente dans l'esprit des dirigeants européens : « en introduisant l'euro, les autorités européennes veulent concrétiser l'idée selon laquelle une grande puissance économique doit avoir une monnaie forte. Il existe implicitement en Europe une volonté commune d'avoir une telle monnaie pour accompagner le développement d'une grande puissance économique mondiale. Cette volonté contribue à la construction d'une identité européenne »⁶⁰. La promotion de cette identité n'est pas forcément culturelle mais elle peut être économique. On aperçoit, par l'euro, la puissance économique de l'Europe unie. C'est aussi l'avis de Carole Lager : « l'euro est le premier grand projet européen qui implique à ce point l'ensemble des citoyens et appelle à leur participation. Avec l'euro, les citoyens européens ont le symbole concret de leur appartenance à la même communauté. La monnaie unique européenne aura certainement un pouvoir d'intégration politique et culturelle, et un impact sur la perception concrète de l'Europe par les citoyens européens »⁶¹. Dominique Strauss-Kahn, en 1999, parle de l'euro en termes de « révolution tranquille » car « l'euro est une double conquête: conquête d'identité européenne (la même monnaie circulant de Lisbonne à Helsinki, quel symbole !) et conquête de souveraineté en nous rendant des marges de manœuvre économique »⁶². Si une partie seulement des observateurs reconnaissent les avantages économiques potentiels d'une monnaie commune, presque tous sont d'accord de dire qu'elle apportera néanmoins un symbole : « mais pour que l'euro soit durablement reconnu par les Européens comme leur monnaie, il ne doit pas seulement s'imposer comme une innovation financière comportant des avantages économiques. Il doit aussi être accepté, comme un symbole d'identité assurant un langage commun et un lien social entre les citoyens »⁶³. Cette dimension symbolique est d'ailleurs primordiale. Pour Francis Woerhling, « l'euro est un facteur d'approfondissement de l'identité européenne » parce qu'il

⁵⁷ Carole LAGER, « L'euro, symbole d'identité européenne ? », *op. cit.*, p. 71.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 72.

⁵⁹ Jean-Claude TRICHET, « La symbolique de la monnaie », *op. cit.*, p. 25.

⁶⁰ Meixing DAI, « L'euro fort et l'identité européenne », in KOENIG, Gilbert (dir), *L'euro, vecteur d'identité européenne*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2002, p. 114.

⁶¹ Carole LAGER, « L'euro, symbole d'identité européenne ? », *op. cit.*, p. 82.

⁶² Dominique STRAUSS-KAHN, « Préface », *Revue Administration*, juillet 1999. No. 182, p. 17.

⁶³ KOENIG, Gilbert (dir), *L'euro, vecteur d'identité européenne*, *op. cit.*, p. 101.

émane de la mise en commun des idées européennes⁶⁴. Carole Lager explique que dans le discours officiel de l'Union européenne, « l'euro est supposé renforcer « l'unité de l'Union européenne », et « le sentiment d'identité européenne », et devenir « un symbole de l'identité européenne » »⁶⁵. Jean-Claude Trichet confirme aussi que l'introduction de l'euro, qui vient comme une évidence apporte cette identité : « La monnaie unique est une illustration emblématique des progrès considérables de la construction européenne. À son tour elle favorise l'émergence d'une identité européenne renforcée, en libérant des facteurs d'identification et de différenciation »⁶⁶.

L'euro est donc un facteur d'identité indéniable. En 1995, Carole Lager exprime l'idée suivante : « le drapeau de l'Europe, du moins l'emblème qui le compose, est, à notre sens, le seul symbole européen existant à l'heure actuelle (l'écu sera peut-être le prochain ...) »⁶⁷. Mais en 2005, dans un article elle affirme ceci : « Mais c'est l'euro qui est le dernier et vrai grand symbole européen »⁶⁸. Son changement d'avis est révélateur. La monnaie unique est bien passée au rang de symbole européen. Voici comment elle continue son raisonnement : « Une monnaie européenne aura non seulement un impact sur la perception concrète de l'Europe par le reste du monde, mais aussi sur cette même perception par les citoyens européens. Une identité se définissant toujours par rapport à l'extérieur, le succès international de l'euro contribuera probablement à créer un réel sentiment d'appartenance européenne. L'Union européenne a besoin de symboles. L'euro en est un. Ce n'est pas seulement un projet technique »⁶⁹. Francis Woehrling a la même analyse quant au symbolisme de l'euro : « L'opinion a cependant eu raison d'estimer que le remplacement d'une multiplicité de petites monnaies « régionales » par une monnaie « continentale », potentiellement mondiale, à l'instar du dollar, fait date. La circulation de l'euro dans la vie quotidienne met en place un symbole, d'autant plus efficace, que nous le touchons tous les jours de nos mains et qu'il pénètre nos esprits et nos vies puisque nous l'utilisons pour évaluer les objets de nos plaisirs et les sacrifices auxquels nous devons consentir pour acquérir ce qui nous séduit. Grâce à l'euro il est devenu plus aisé de comparer les prix et de régler toutes les transactions à travers toute l'Europe. L'euro représente ainsi, en principe et dans la vie pratique, un signe puissant du « nous » [...] Grâce à l'euro nous allons donc pouvoir mesurer ou plutôt ressentir dans notre vie de tous les jours notre unité, notre différence et notre grandeur, et cela au bout d'un certain temps, de manière diffuse et globale »⁷⁰.

Avant même que l'euro ne soit créé, on réfléchissait déjà à une monnaie fédératrice au sein de l'UEM. « Il paraît donc clair que la création de l'euro peut avoir une influence sur la naissance et le développement d'un sentiment identitaire commun aux citoyens de l'UEM.[...] La présence d'une seule voix parlant pour tous les citoyens de l'UEM et défendant certaines valeurs communes (le modèle social par exemple) permettrait une forme de cohésion et ferait office de *légitimation* des institutions communautaires. [...] Cela aidera vraisemblablement à la construction d'une identité européenne et poussera peut-être vers une remise à niveau du pouvoir politique européen en activant le processus d'unification politique »⁷¹. Tous les observateurs étaient d'accord sur ce point : une monnaie unique pourrait symboliser l'union et favoriser l'intégration politique de l'Union européenne.

L'euro, au-delà de l'unité interne qu'il promet, peut aussi montrer au « monde extérieur » que l'Europe est enfin unie. Il transcende les identités régionales ou nationales pour unir les Européens sous son égide. « Le prestige international de l'euro dans le monde rejaillira sur les citoyens des pays membres qui auront dès lors des moyens accrus pour affirmer leurs identités nationale et régionale dans le monde. Au début, un Danois, ou un Portugais, se sentira moins « chez soi » dans son propre pays avec des euros plutôt qu'avec ses couronnes ou ses escudos. De même, le Bavarois, le Savoyard ou l'Écossais, par exemple, s'est senti spolié d'une part de son identité lorsque la monnaie nationale a remplacé sa monnaie locale. Aujourd'hui, il ne se pose plus la question. Et bientôt, quand il circulera à l'étranger, il se sentira même

⁶⁴ Francis WOEHLING, « L'euro et l'approfondissement de l'identité européenne », *op. cit.*, p. 30.

⁶⁵ Carole LAGER, « L'euro, symbole d'identité européenne ? » *op. cit.*, p. 62.

⁶⁶ Jean-Claude TRICHET, « La symbolique de la monnaie », *op. cit.*, p. 26.

⁶⁷ Carole LAGER, *L'Europe en quête de ses symboles*, *op. cit.*, p. 101.

⁶⁸ Carole LAGER, « L'euro, symbole d'identité européenne ? », *op. cit.*, p. 71.

⁶⁹ *Ibid.*, pp. 80-81.

⁷⁰ Francis WOEHLING, « L'euro et l'approfondissement de l'identité européenne », *op. cit.*, p. 29.

⁷¹ Stéphane SEEL, « L'euro, monnaie internationale comme vecteur d'une identité européenne », *op. cit.*, p. 175.

plus « chez lui » avec l'euro qu'avec le dollar qu'il utilise aujourd'hui »⁷². C'est d'ailleurs dans ce sens là que devrait se développer l'euro. « L'unification de l'Europe se fait pas à pas, marquée par des périodes d'avancées mais aussi de stagnation. L'euro contribue à développer le sentiment d'une identité collective sans laquelle une communauté ne peut se bâtir. [...] La monnaie unique est un facteur important du développement de l'Union européenne et de la paix en Europe et elle doit favoriser l'émergence de solutions communes. Avec l'actuelle crise, l'euro a gagné en attractivité. C'est un atout appréciable que nous, Européens, devons savoir utiliser pour aller plus loin. En dix ans, l'euro a démontré son potentiel de stabilité et de protection « ad intra », pour les économies et les habitants de la zone euro. La prochaine étape est « ad extra » : que l'euro soit un atout décisif de l'Europe pour peser fortement sur la reconstruction d'un nouvel ordre économique et financier mondial »⁷³. L'euro doit peser au niveau mondial. De manière économique certes, mais aussi symbolique.

Terminons cette partie sur l'euro comme symbole en citant le préambule du projet de Constitution européenne en 2005 qui fait transparaître l'idée des dirigeants européens quant au symbole de la monnaie : « il apparaît donc que l'euro est un instrument formidable et irremplaçable pour construire ce modèle européen faisant de l'Europe " un espace privilégié de l'espérance humaine " »⁷⁴.

⁷² PROMEURO, *L'Euro pour l'Europe, des monnaies nationales à la monnaie européenne*, op. cit, pp. 33-34.

⁷³ Olivier BARTHALON (et al.), *L'euro dix ans après, Un premier bilan à l'heure de la crise financière*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 12.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 22.

3. Cadre théorique

3.1. Le constructivisme

3.1.1. Pourquoi utiliser le constructivisme ?

Notre étude s'insère dans une approche constructiviste, dont le postulat selon René Schwok, est que « les intérêts et les identités des acteurs politiques ne sont pas des données mais qu'ils sont au contraire construits dans des situations d'interactions sociales »⁷⁵. Cette approche, qui est aussi une théorie de l'intégration européenne, permet en effet, par son côté sociologique, de s'intéresser aux opinions, aux théories, aux conceptions des acteurs, ainsi qu'aux discours, identités, ou convictions. Elle tente « de dépasser l'opposition entre agents et structures et, plus spécifiquement, la prémisse de l'acteur rationnel »⁷⁶.

Nous nous placerons plutôt dans l'idée de « reconstruction perpétuelle »⁷⁷ utilisée par certains constructivistes, qui postule que rien n'est fixe, ni identité, ni action. Tout change et se renouvelle selon le contexte et les données. Cela permet de s'intéresser au comportement des acteurs politiques, ainsi qu'au contexte historique et politique et de sortir de l'analyse strictement rationnelle et économique. En effet le constructivisme suit une logique de « construction-reconstruction »⁷⁸ contrairement aux théories déterministes ou causalistes. Il permet d'appréhender les phénomènes dans leur contexte social changeant et se renouvelant toujours. Plutôt que le résultat, le constructivisme s'intéresse d'abord au processus d'élaboration des politiques, en étudiant les discours des acteurs, les décisions, le contexte.

Le constructivisme permet de considérer les nouvelles sciences, c'est-à-dire la cybernétique, la systémique, les sciences de l'organisation et de la décision, les sciences de la cognition et de la communication comme des sciences à part entière⁷⁹. Il leur donne une « respectabilité académique »⁸⁰. En nous parlant de l'épistémologie constructiviste de Jean Piaget, Jean-Louis Le Moigne explique que celui-ci « proposa de substituer [à l'axiomatique positiviste] une axiomatique constructiviste fondant la science sur des projets de connaissance plutôt que sur des objets: la connaissance est un processus avant d'être résultat, et elle ne s'entend que par les interactions du sujet et de l'objet »⁸¹.

Le constructivisme est une théorie qui permet d'étudier des notions comme identité, attachement ou identification parce que ces termes relèvent d'une construction sociale susceptible de changer ou de se transformer. En reprenant le poème d'Antonio Machado, on peut dire que le constructivisme nous apprend « qu'il n'y a pas de chemin et que le chemin se construit en marchant »⁸². Ainsi, comme le dit Sabine Saurugger, « l'environnement social dans lequel nous nous trouvons définit (constitutes) qui nous sommes, bref notre identité en tant qu'êtres sociaux. Parallèlement toutefois, nous construisons et redéfinissons les normes et cadres sociaux *via* notre interaction permanente »⁸³.

Voilà ce que dit Steve Smith à propos du constructivisme de Jeffrey Checkel⁸⁴: « Rationalists accounts, he argues, miss an important part of the story, because they bracket identity and interest formation and because they are methodological individualist in character. Ultimately, he believes that constructivism can

⁷⁵ René SCHWOK, *Théories de l'intégration européenne*, Paris, Montchrestien, 2005, p. 110.

⁷⁶ Sabine SAURUGGER, *Théories et concepts de l'intégration européenne*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2009, p. 163.

⁷⁷ René SCHWOK, *Théories de l'intégration européenne*, *op. cit.*, p. 114.

⁷⁸ Jean-Louis LE MOIGNE, *Le constructivisme, Tome 2: Épistémologie de l'interdisciplinarité*, *op. cit.*, p. 14.

⁷⁹ Jean-Louis LE MOIGNE, *Le constructivisme, Tome 1: Des fondements*, Paris, ESF Éditeur, 1994, p. 46.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 47.

⁸¹ *Ibid.*, p. 82.

⁸² *Ibid.*, p. 20.

⁸³ Sabine SAURUGGER, *Théories et concepts de l'intégration européenne*, *op. cit.*, p. 166.

⁸⁴ Antje WIENER, Erik Jorgensen KNUD, *The social construction of Europe*, *op. cit.*, p. 192.

deal with the most interesting research questions because it operates at the intersection between structures and agents: in contrast, he claims, both rationalist and postmodern approaches « have life easy », because they ignore the messy intersections and concentrate on one side of the story. In short, constructivist accounts offer alternative ways of conceptualizing the relationship between norms, discourse, language and material capabilities, and as such can work alongside rationalist accounts to « more fully capture the range of institutional dynamics at work in contemporary Europe ». This results, he says in better explanations than those provided by rationalism ».

3.1.2. *Constructivisme et identité*

L'intérêt d'utiliser le constructivisme dans ce travail est que cette théorie de l'intégration s'intéresse à l'identité des acteurs, aspect souvent négligé dans les relations internationales. En effet, contrairement aux théories traditionnelles rationalistes, le constructivisme étudie les phénomènes en mouvement et permet de comprendre comment se forme une identité, mais aussi pourquoi, dans quel but, par quels moyens. Rien n'est fixe, tout peut être remis en cause par un changement de politique ou d'environnement social. C'est ce que confirme Khutsen : « constructivists agree that the structures of international politics are outcomes of social interactions, that states are not static subjects, but dynamic agents, that state identities are not given, but (re)constituted through complex, historical overlapping (often contradictory) practices - and therefore variable, unstable, constantly changing; that the distinction between domestic politics and international relations are tenuous »⁸⁵. Plus simplement, voilà ce que l'on peut dire sur l'importance de l'interaction sociale: « social constructivism is a truism that social reality does not fall from heaven, but that human agents construct and reproduce it through their daily practices »⁸⁶.

Tout autant que l'identité, les intérêts des acteurs sont aussi socialement construits pour les constructivistes. Ils se forment selon le contexte et les interactions. « Constructivists treat interests as socially constructed -as derivatives of processes of social interaction. They also maintain that identity are socially constructed, that actors'accounts of self and other and of their operational context are also the products of interaction »⁸⁷.

Ces intérêts et identités des acteurs sont formés entre autres, selon les constructivistes, par les normes. Ils s'intéressent aux « constitutive effects of social norms and institutions: many social norms not only regulate behaviour, they also constitute the identity of actors in the sense of defining who « we » are as members of a social community. [...]. We cannot even describe the properties of social agents without reference to the social structure in which they are embedded »⁸⁸. En effet, les constructivistes insistent sur l'inséparabilité de l'environnement social et des acteurs: « human agents do not exist independently from their social environment and its collectively shared systems of meanings (culture in a broad sense). [...] Constructivists insist on mutual constitutiveness of social structures and agents. The social environment in which we find ourselves, defines (constitutes) who we are, our identities as social beings »⁸⁹. « Constructivist treat the interests and identities of actors as endogenous to interaction »⁹⁰.

Pour en revenir à la justification de l'utilisation de la théorie constructiviste, rappelons que c'est une théorie qui permet l'étude des intérêts mais surtout de l'identité, ce qui nous intéresse particulièrement dans le cas de l'euro comme symbole de l'attachement au projet européen. C'est ce que Checkel met aussi en avant: « I argue that social construction, a growing literature in contemporary international relations (IR) can help students of integration to theorize and explore empirically these neglected questions of interest and identity »⁹¹. En effet, nous étudions la monnaie européenne, non d'un point de vue économique, d'avantage monétaire ou de stratégie financière de l'Union mais d'un point de vue social, et

⁸⁵ Ben ROSAMOND, *Theories of European integration*, London, The European union Series, General Editors: Neill Nugent, William E. Paterson, Vincent Wright, 2000, p. 172.

⁸⁶ Thomas RISSE, « Social constructivism and European integration », in WIENER, Antje, DIEZ, Thomas, *European Integration theory* (2d edition), Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 145.

⁸⁷ Ben ROSAMOND, *Theories of European integration*, *op. cit.*, p. 173.

⁸⁸ Thomas RISSE, « Social constructivism and European integration », *op. cit.*, p. 148.

⁸⁹ *Ibid.*, pp. 145-146.

⁹⁰ Ben ROSAMOND, *Theories of European integration*, *op. cit.*, p. 172.

⁹¹ Antje WIENER, Thomas DIEZ, *European Integration Theory*, *op. cit.*, p. 50.

politique en regardant l'attachement qu'il provoque, donc l'aspect identitaire. D'ailleurs Sabine Saurugger indique que l'hypothèse de départ des constructivistes quant à l'identité européenne est que « le processus d'intégration européenne mène à l'émergence d'une identité transnationale »⁹².

3.1.3. Constructivisme et intégration européenne

Le constructivisme est une théorie de l'intégration européenne. En effet, il a réussi à s'imposer au sein des relations internationales contemporaines car il représente « the connection of international theory with long standing sociological concerns with the social construction of reality »⁹³. Effectivement, c'est au niveau de la compréhension des structures politiques que les théoriciens des relations internationales se divisent. « Most constructivists working within contemporary International Relations agree that the structures of world politics are social rather than material »⁹⁴.

Le constructivisme s'est donc rapidement intéressé au phénomène de l'intégration européenne. Au lieu de se pencher sur l'explication uniquement rationnelle ou matérielle de la construction européenne, les constructivistes « would shift the research agenda of EU studies into the analysis of the role of ideas, the impact of shared beliefs, the effects of dominant discourses and the processes of communicative action »⁹⁵.

Rappelons que pour les constructivistes les institutions sont des structures sociales ayant un impact sur les agents et leur comportement⁹⁶. Ainsi, ils estiment que les institutions, «including the EU are never created from scratch, but reflect and build upon previous institutional designs and structures »⁹⁷.

Selon le principe de l'effet constitutif des normes et grâce à l'action sociale, les constructivistes peuvent étudier les changements de « statut » des États européens qui se façonnent entre eux par leur interaction. « EU membership matters in that it influences the very way in which actors see themselves and are seen by others as social beings. Germany, France, Italy or the Netherlands are no longer simply European states. They are EU states in the sense that their statehood is increasingly defined by their EU membership.[...] Thus, constructivists emphasize that EU deeply affects discursive and behavioral practices, that it has become part of the “social furniture” with which social and political actors have to deal on a daily basis »⁹⁸.

Ainsi donc, le constructivisme est tout à fait approprié et pertinent pour étudier l'intégration européenne et particulièrement notre sujet: l'euro comme symbole d'attachement. Le constructivisme insiste sur des notions comme l'identité et l'influence mutuelle par l'interaction sociale. D'autre part, le constructivisme nous permet de comprendre l'influence de l'euro sur l'identité car il voit l'intégration européenne « comme un processus de socialisation »⁹⁹.

3.2. Identité européenne et identification

Avant de s'attaquer à nos hypothèses de recherche, il semble intéressant de se pencher quelques instants sur la question plus précise de l'identité (européenne) et de l'identification. Nous pourrions en effet étudier la distinction entre les deux termes.

3.2.1. Le concept d'identité

Avant cependant de nous intéresser à la distinction, évaluons d'abord le contenu du terme « identité », particulièrement d'un point de vue constructiviste, puisque c'est la théorie choisie pour cette étude. Risse explique que la connexion entre « identité » et « culture » est souvent vue comme un chemin à sens unique. Cependant, les constructivistes ont permis de travailler sur les identités collectives, c'est-à-dire le fait de pouvoir appartenir à plusieurs collectivités – dans notre cas nationale et européenne. Pour eux,

⁹² Sabine SAURUGGER, *Théories et concepts de l'intégration européenne*, op. cit, p. 187.

⁹³ Ben ROSAMOND, *Theories of European integration*, op. cit, p. 171.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 172.

⁹⁵ *Ibid.*, p.173.

⁹⁶ Thomas RISSE, « Social constructivism and European integration », op. cit, p. 146.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 146.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 148.

⁹⁹ Sabine SAURUGGER, *Théories et concepts de l'intégration européenne*, op. cit, p. 177.

l'appartenance à l'une n'exclut pas l'appartenance à l'autre. Dans cette perspective, « the connection between cultural variables such as ethnic belongings or religious or ideological affiliations, on the one hand, and collective identities, on the other, is more historically contingent, tenuous, and subject to constructions and reconstructions »¹⁰⁰. On retrouve donc bien le postulat constructiviste de la reconstruction perpétuelle de l'identité par l'interaction sociale.

Voici ce que représente l'identité pour Alexander Wendt, l'une des figures de proue du constructivisme dans les relations internationales : « a property of intentional actors that generates motivational and behavioral dispositions. This means that identity is at base a subjective or unit-level quality, rooted in an actor's self understandings. [...] Identities are constituted by both internal and external actors »¹⁰¹. Il existe pour lui quatre types d'identités : « (1) personal or corporate, (2) type, (3) role, and (4) collective »¹⁰². Ce qui nous intéresse particulièrement dans le cas de l'Union européenne est la nature de l'identité collective, qu'il définit ainsi : « The mechanism of incorporating the Other into the Self in the form of a socially constituted « Me ». But whereas role identities do so in order that Self and Other can play different roles, collective identity does so in order to merge them into a single identity »¹⁰³. Dans sa définition de l'identité, Wendt rappelle que la théorie constructiviste traite les identités et les intérêts comme endogènes à l'interaction et donc une variable dépendante en cours de réalisation¹⁰⁴. En effet, les identités « are always in process, always contested, always an accomplishment of practice »¹⁰⁵.

Dans les propos de Carole Lager, on retrouve aussi une vision constructiviste de l'identité. En effet, pour elle « l'identité est un État, une construction qui dépend du contexte: elle n'est pas immuable, elle peut disparaître et réapparaître »¹⁰⁶. L'identité relève de trois genres de relations. La première est le rapport au passé, avec « la permanence dans le temps », la deuxième est le rapport à l'espace et au social, avec « un sentiment de propriété » et la troisième est le rapport à la culture, autrement dit l'édification de valeurs et « des traits culturels en emblèmes de l'identité »¹⁰⁷. Pour cet auteur, « l'identité exprime les valeurs d'une société donnée, et c'est en elle que les individus puisent leurs qualités propres, en tant que membres de la communauté »¹⁰⁸. Carole Lager affirme que « l'identité collective d'un peuple n'est jamais simple et spontanée ». Elle cite Bertrand Badie qui parle de « volatilité identitaire dans le sens où les individus ne sont plus seulement citoyens d'un État-nation mais appartiennent aussi à un ensemble de réseaux. Or comme ces derniers nient généralement toute logique territoriale, l'individu est doublement situé dans le monde politique contemporain : d'une part, il est situé territorialement de par sa relation citoyenne; d'autre part, il est situé socialement de par son appartenance à de multiples réseaux. L'individu modifie la hiérarchie de ses appartenances et de ses références identitaires en fonction des situations et des enjeux. Cette « volatilité » relativise fortement la notion de territoire et d'appartenance sociale »¹⁰⁹.

3.2.2. Une identité européenne ?

Devant la complexité de la notion d'identité, et face au postulat constructiviste de la reconstruction perpétuelle de celle-ci par l'interaction sociale, il est important de se pencher dans notre cas sur l'identité européenne. Rappelons que notre sujet traite de l'euro comme facteur d'identification au projet européen et que nous souhaitons donc nous intéresser à cette fameuse « identité européenne » en étudiant sa corrélation éventuelle à la monnaie unique.

Carole Lager exprime ainsi l'importance de la notion d'identité européenne : « La formation d'une identité est généralement perçue comme un véritable enjeu pour l'avenir de l'Europe. [...] Elle implique des éléments à la fois idéels et réels, émotionnels et rationnels. [...] Loin d'être figée et statique, « l'identité

¹⁰⁰ Thomas RISSE, « Social constructivism and European integration », *op. cit.*, p. 152.

¹⁰¹ Alexander WENDT, *Social theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 224.

¹⁰² *Ibid.*, p. 224.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 229.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 336.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 340.

¹⁰⁶ Carole LAGER, « L'euro, symbole d'identité européenne ? », *op. cit.*, p. 62.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 62.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 62.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 63.

européenne » apparaît comme un effort constant d'unification, d'intégration et d'harmonisation par et entre les pays européens dans différents domaines »¹¹⁰. D'autre part, Risse rappelle que « the EU not only increasingly regulates the daily lives of individuals in various respects; it also constitutes « Europe » as a political and social space in people's beliefs and collective understandings »¹¹¹, ce qui explique la préoccupation des chercheurs pour la définition et la compréhension de cette « identité européenne ». Dario Castiglione explique aussi que si l'Union européenne « is or is becoming a political community of sorts, its stability and sustainability require that its members share some sense of being part in it »¹¹². Ainsi la question de l'identité européenne est essentielle pour la suite du projet européen.

Risse explique cependant que l'identité européenne n'est pas donnée « nor does it fall from heaven : it is a specific construct in time and space whose content actually changes depending on the social and political context in which it is enacted »¹¹³. La pensée constructiviste explique que l'identité européenne se construit et qu'elle ne peut être réduite à une donnée ou un concept inné chez les Européens.

La tendance est en effet de croire que l'identité est innée et on oppose donc souvent identité nationale et identité européenne. L'une et l'autre seraient forcément incompatibles et on ne pourrait les créer ou les faire s'intégrer. Mais Michel Devoluy refuse cette idée : « les notions d'identité européenne et nationale ne doivent pas être opposées. Les deux peuvent coexister. Plus généralement, chaque être social peut se retrouver dans plusieurs identités, qu'elles soient locales, régionales, nationales, confédérales ou fédérales.[...] L'identité se forge à travers plusieurs paramètres tels que : des réponses à des défis communs, la défense d'intérêts collectifs, l'appropriation de certains symboles ou encore l'adhésion, que l'on souhaite raisonnée, à certaines valeurs. Si nous laissons de côté les délicates questions de l'histoire et de la culture communes, nous admettons que l'identité européenne se façonne de deux manières. C'est l'appropriation collective de biens publics comme la monnaie ou la défense. C'est ensuite l'adhésion à un même système de valeurs. Nous pensons notamment à la démocratie parlementaire et au fameux modèle social européen »¹¹⁴. Pour cet auteur, l'identité européenne peut tout à fait se former parallèlement aux identités nationales ou régionales.

Cependant, la difficulté de définir l'identité européenne réside aussi dans le fait que l'on prétend catégoriser une « identité » selon des critères culturels ou historiques. C'est ce qu'exprime Risse : « Euro-pessimists argue that a European polity is impossible, because there is no European people, no common European history or common myths on which collective European identity could be built »¹¹⁵. C'est essentiellement ce genre d'arguments qui est utilisé par les opposants à la construction européenne.

Carole Lager explique d'où vient cet obstacle : « La difficulté pour l'UE réside dans deux caractéristiques qui la distinguent des groupements communautaires classiques. À la différence des États-nations aux territoires bien délimités, l'Europe se définit comme un espace ouvert: on ne peut en fixer les limites définitives; c'est une communauté à grande échelle, englobant une multiplicité de populations et de traditions différentes. Par ailleurs, c'est une communauté en construction, continuellement en projet. La difficulté vient du fait que l'on procède par anticipation, au nom d'un projet à construire, tendant vers un idéal dont la réalisation est toujours reportée dans un avenir mal déterminé »¹¹⁶.

Ainsi, le manque de vision globale et future du projet européen serait pour beaucoup dans l'absence de définition de « l'identité européenne ». On essaye tout de même de lui donner un contenu, comme Risse l'explique en démontrant que le discours des élites sur l'Europe et l'Union européenne converge « on a vision of European identity that encompasses the values of modernity and enlightenment. « Unity in

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 64.

¹¹¹ Antje WIENER, Thomas DIEZ, *European Integration Theory*, *op. cit.*, p. 156.

¹¹² Jeffrey CHECKEL, Peter KATZENSTEIN (ed), *European Identity*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 33.

¹¹³ Antje WIENER, Thomas DIEZ, *European Integration Theory*, *op. cit.*, p. 156.

¹¹⁴ Michel DEVOLUY, « La BCE comme vecteur d'identité européenne », *op. cit.*, pp. 181-182.

¹¹⁵ Antje WIENER, Thomas DIEZ, *European Integration Theory*, *op. cit.*, p. 151.

¹¹⁶ Carole LAGER, « L'euro, symbole d'identité européenne ? » *op. cit.*, p. 67.

diversity » as well as democracy, human rights, the rule of law, and social market economy (as opposed to laissez-faire capitalism) are constructed as what is special about the EU »¹¹⁷.

Mais le fait de définir ainsi l'identité européenne pourrait aussi poser problème. « Social identities not only describe what it means to be member of a community, they also connote the boundaries of the group, i.e.m who is « in » and who is « out ». As a result, we can infer quite a bit about the substance of European identity, if we know more about the European« others ».For fortress Europe, the out-group is pretty clear : it is Islam as well as non-white foreigners. In contrast, modern, enlightened, and post-national Europe has « fuzzy boundaries » since the identity construction cannot rely on clear cultural and/or geographical borders »¹¹⁸.

Ainsi, face au problème latent d'exclusion que posent la création et la définition de l'identité européenne, «European institutions and European elites deliberately try to construct a post-national civic identity in the Habermasian sense, and this modern and post-national European identity seems to resonate with the mass public opinion »¹¹⁹.

3.2.3. Identité ou identification ?

La question de « l'identité européenne » est épineuse. D'un côté les européistes aimeraient pouvoir la définir pour enfin l'utiliser dans le projet de construction européenne et de l'autre, les opposants au projet européen ne cessent de refuser cette notion sous prétexte qu'il n'existe aucune base commune pour la créer. Il est donc très difficile, voire douteux, d'utiliser l'expression d'identité européenne parce qu'elle semble floue et très controversée.

D'autre part, Carole Lager, qui s'est beaucoup intéressée à la question d'identité européenne souligne que cette notion n'a pas vraiment de sens car les identités sont multiples, et en perpétuelle reconstruction. Elle préfère donc parler d'appartenance.

Sabine Saurugger explique que les constructivistes ont une conception de « l'identité multiple ». C'est particulièrement la position de Risse. « Les identités multiples d'un individu ne peuvent pas être clairement distinguées et identifiées. Il n'existe pas d'identités séparées à l'intérieur d'un individu : toutes les identités s'influencent mutuellement, se confondent et s'insèrent les unes dans les autres. Il n'est pas possible, pour cette raison, d'identifier un sens précis qui est donné à la notion d'identité européenne »¹²⁰. D'autre part, Saurugger rappelle que l'identité européenne pour les constructivistes « n'est pas un fait »¹²¹. En effet elle se construit dans le temps et l'espace, et son contenu peut varier selon l'environnement politique et social.

À notre tour donc, nous préférons parler pour notre étude « d'identification » qui est définie dans le dictionnaire comme « l'action d'identifier ; résultat de cette action », car le terme identifier, défini comme « considérer comme identique, comme assimilable à autre chose ou comme ne faisant qu'un » nous semble trop précis, et parlant d'un stade d'appartenance trop avancé. L'identité est quelque chose d'assumé, de vécu, alors que l'identification correspond plutôt à un *processus* de réflexion et d'évaluation.

Jeffrey Checkel et Peter Katzenstein rappellent que l'identité européenne a été intensément politisée durant ces dernières années¹²². Une raison de plus donc pour ne pas utiliser un terme politiquement orienté qui pourrait biaiser notre recherche. Enfin, le flou régnant autour de la notion d'identité européenne nous conforte dans l'utilisation du mot « identification » pour notre étude sur l'euro comme « facteur d'identification ».

¹¹⁷ Antje WIENER, Thomas DIEZ, *European Integration Theory*, *op. cit.*, pp. 153-154.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 155.

¹¹⁹ Thomas RISSE, « Social constructivism and European integration » *op. cit.*, pp. 153-154.

¹²⁰ Sabine SAURUGGER, *Théories et concepts de l'intégration européenne*, *op. cit.*, pp. 188-189.

¹²¹ *Ibid.*, p. 189.

¹²² Jeffrey CHECKEL, Peter KATZENSTEIN (ed), *European Identity*, *op. cit.*, p. 11.

3.3. L'euro comme vecteur. Hypothèses de travail

3.3.1. Postulat de l'étude. L'euro comme vecteur d'identification au projet européen

Le postulat de notre étude est de dire que la monnaie européenne, l'euro, est un facteur d'identification au projet européen pour ceux qui l'utilisent. Voilà ce qu'écrit Carole Lager à propos du contexte identité/appartenance par l'euro : « la monnaie n'est pas seulement un instrument au service du pouvoir, mais aussi un instrument au service des citoyens, desquels le succès de la monnaie dépend. Même s'il est encore trop tôt pour se prononcer, l'apparition de l'euro devrait améliorer le sentiment d'appartenance des citoyens à l'UE et contribuer à forger un sentiment d'identité européenne. Mais cette notion d' « identité européenne » est à notre sens inadéquate; il est fort probable que l'euro favorise plutôt un sentiment d'appartenance, un lien social entre les Européens. En ce sens, avec l'euro, nous préférons parler d'un « symbole d'appartenance » plutôt que d'un « facteur d'identité européenne » »¹²³.

Gilbert Koenig est aussi d'accord de dire que la monnaie européenne va certainement jouer un grand rôle dans la formation d'un sentiment européen : « en tant qu'instrument d'échange commun aux pays européens, l'euro délimite l'espace européen par rapport à ceux définis par d'autres monnaies, comme le dollar et le yen. Une telle délimitation intensifie le sentiment d'appartenance à l'Europe. De plus, en facilitant les échanges à l'intérieur de l'Europe, l'euro permet de faire prendre conscience à ses utilisateurs qu'ils font partie d'une même communauté »¹²⁴.

Monique Alleron porte la même analyse sur la monnaie, qui « représente un signe fort d'appartenance à un même ensemble politique, économique, social et culturel. Elle exprime la confiance réciproque des citoyens, leur lien avec la société et participe de l'identité de chacun. En ce sens, le passage à la monnaie unique ne peut pas être considéré comme une fin en soi mais comme le début d'une phase nouvelle de l'histoire européenne. Ce peut être l'occasion de mieux maîtriser collectivement l'avenir de l'Union, de bâtir un projet de société européenne, économique et sociale, répondant aux aspirations des citoyens. Cet objectif ambitieux pourrait susciter un élan de nature à faire mieux accepter les inévitables difficultés d'adaptation à un nouveau système qui brouille les repères de la vie quotidienne »¹²⁵. Giacobbi et Gronier partagent cette idée en affirmant que « ce sera la monnaie unique qui symbolisera en Europe le sentiment d'appartenance à une même communauté »¹²⁶. C'est aussi ce que confirme Jean-Claude Trichet en 1999 : « En tout État de cause partager une même monnaie crée une communauté de destin entre les pays participant à l'espace de la monnaie unique »¹²⁷.

Mais ne restons pas dans la simple argumentation sentimentale. Revenons plutôt à l'explication historique donnée par Gilbert Koenig : « Dans la plupart des expériences historiques d'union monétaire, l'émergence d'une monnaie commune à plusieurs pays a accompagné ou suivi l'apparition d'un pouvoir politique commun [...] Dans un tel processus, la monnaie nouvelle peut s'imposer d'une façon durable non seulement à cause de ses avantages économiques, mais aussi parce qu'elle constitue le vecteur d'un sentiment d'identité nationale »¹²⁸. Contrairement à l'Allemagne dans sa réunification, l'auteur explique que l'Union européenne est un cas particulier puisque qu'elle est caractérisée par « l'instauration d'une monnaie unique en l'absence d'un État européen représenté par un gouvernement ». De ce fait, on peut être tenté de penser l'intégration économique comme une fin en soi, ce qui pourrait se révéler problématique pour la construction de l'Europe : « en effet, l'intégration monétaire risque d'être mise en cause en cas de crise économique majeure si les agents considèrent qu'à un moment donné les inconvénients économiques de l'euro l'emportent sur ses avantages. Pour éviter une telle éventualité, il serait souhaitable que l'adhésion des citoyens à l'euro traduise un sentiment d'identité européenne, au lieu de se fonder uniquement sur les avantages prêtés à une innovation monétaire »¹²⁹.

¹²³ Carole LAGER, « L'euro, symbole d'identité européenne ? », *op. cit.*, p. 71.

¹²⁴ Gilbert KOENIG (dir), *L'euro, vecteur d'identité européenne*, *op. cit.*, pp. 105-106.

¹²⁵ Monique ALLERON (et al.), *Les enjeux de l'euro*, *op. cit.*, p. 125.

¹²⁶ PROMEURO, *L'Euro pour l'Europe, des monnaies nationales à la monnaie européenne*, *op. cit.*, p. 32.

¹²⁷ TRICHET, Jean-Claude, « La symbolique de la monnaie », *op. cit.*, p. 27

¹²⁸ Gilbert KOENIG (dir), *L'euro, vecteur d'identité européenne*, *op. cit.*, p. 5.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 6.

L'euro doit donc, selon cet auteur, être vu comme un moyen d'attachement à l'Union européenne pour les citoyens et non seulement comme un instrument monétaire. Il revêt donc une valeur positive pour l'intégration future de l'union. L'auteur explique pour un Européen il est bien plus simple de s'attacher à son État, qu'à l'Europe caractérisée par une « multiplicité de langues et par une diversité de pratiques juridiques et administratives. Enfin, son histoire est constituée de conflits incessants entre ses pays membres, ce qui ne favorise pas le sentiment d'identité européenne »¹³⁰. Il existe cependant certains principes qui ont été les facteurs d'un certain sentiment d'appartenance à l'Europe, car partagés par les différents pays, au niveau technique, économique et politique. L'auteur se demande donc comment l'euro pourrait lui aussi faire partie de ces facteurs : « en effet, en tant que monnaie commune, l'euro établit des liens sociaux entre les citoyens, ce qui leur permet de prendre conscience de leur appartenance à une même communauté. De plus, il forme un facteur d'intégration en façonnant une organisation économique, politique, sociale et juridique à laquelle les Européens peuvent s'identifier »¹³¹. Malgré les difficultés rencontrées par l'euro, l'auteur n'émet pas de doute quant au fait que l'euro peut réellement devenir le lien manquant à l'adhésion citoyenne. Tout au long de son ouvrage, Gilbert Koenig affirme la place de l'euro comme vecteur irremplaçable d'une appartenance à la communauté européenne : « après 2002, la pratique permanente de l'euro développera progressivement chez les Européens la perception d'une monnaie qui est non seulement une innovation monétaire, mais aussi un langage commun et un lien social »¹³², ou encore « l'euro est susceptible de renforcer le sentiment d'identité européenne non seulement en tant que monnaie nouvelle et commune mais aussi à travers l'organisation économique, sociale et politique qu'il engendre »¹³³ et enfin « le développement de l'euro permettra progressivement de renforcer le sentiment d'identité européenne grâce à ses effets économiques positifs et surtout en constituant le vecteur d'un langage commun et d'un lien social entre les Européens. Ce renforcement du sentiment identitaire permettra d'éviter dans l'avenir des crises de défiance envers l'Europe et sa monnaie. Mais, une telle évolution de pourra être complète que si elle débouche sur une union politique dont l'euro sera le symbole »¹³⁴.

Koenig n'est pas le seul à croire fermement au potentiel fédérateur de la monnaie européenne. Carole Lager explique que toute identité s'affirme par rapport à l'extérieur. « Elle est définie à la fois comme affirmation de Soi et différenciation de l'Autre. Par conséquent, l'Europe ne peut être exclusivement définie en soi, elle doit l'être aussi par rapport aux autres, voire de leur point de vue. En obligeant les États membres de l'UE à afficher une solidarité et une solidité d'ensemble sur la scène internationale, l'euro créera et renforcera chez les Européens eux-mêmes le sentiment qu'ils ont des intérêts partagés dignes d'être défendus en commun »¹³⁵. Ainsi, l'euro possède une dimension unificatrice parce qu'il est utilisé par tous les Européens, mais aussi parce qu'il permet un rayonnement international permettant de définir une « Europe ». Les différents auteurs de l'ouvrage pédagogique *L'euro pour l'Europe*, affirment eux aussi que « la monnaie unique accroîtra la position de l'Europe et de sa civilisation dans le monde. En facilitant les voyages, l'euro favorisera la découverte réciproque des régions et pays par l'ensemble des Européens. L'histoire montre que la culture se développe en parallèle avec la puissance économique. En renforçant l'économie européenne, l'euro renforcera non seulement la culture européenne, mais aussi ses composantes nationales et régionales »¹³⁶.

Face à toutes ces affirmations, et poursuivant notre réflexion personnelle, le postulat de cette étude pourrait se résumer ainsi : la monnaie européenne, l'euro, a un effet positif sur le sentiment d'appartenance, ou l'identification au projet européen. En effet, il semble ne faire aucun doute qu'une monnaie unique engendre un sentiment de communauté, mais cela peut paraître lié à la situation économique. En effet, il semble que la réussite économique soit un composant essentiel pour que la monnaie devienne un élément fédérateur.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 6.

¹³¹ *Ibid.*, p. 7.

¹³² *Ibid.*, p. 8.

¹³³ *Ibid.*, p. 10.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 10.

¹³⁵ Carole LAGER, « L'euro, symbole d'identité européenne ? », *op. cit.*, p. 79.

¹³⁶ PROMEURO, *L'euro pour l'Europe, des monnaies nationales à la monnaie européenne*, *op. cit.*, p. 34.

Cependant, il convient de faire attention dans nos considérations. Une adhésion morale ou physique à l'euro ne signifie pas forcément une appartenance ou une identité européenne. Nous n'essayerons pas de démontrer ce point-là car nous ne nous intéresserons pas aux avantages ou inconvénients économiques de l'euro mais simplement à sa dimension symbolique et fédératrice.

3.3.2 Hypothèses de travail

Penchons-nous à présent sur les hypothèses de travail de notre étude. Partant du postulat que l'euro a un effet positif sur l'identification à l'Union européenne en temps de réussite économique, voici ce que nous pouvons en conclure :

De 2002 à 2008, c'est-à-dire depuis le lancement physique de la monnaie européenne sur le marché et jusqu'au début de la crise économique européenne, l'euro a eu un effet positif sur l'identification au projet européen en ce qu'il a permis aux peuples européens de s'attacher plus fortement à l'Union européenne.

Cependant, de 2008 à 2011, c'est-à-dire pendant le laps de temps qu'a duré la crise économique et jusqu'à récemment, car la crise est loin d'être entérinée, la crise de la zone euro a eu un effet négatif sur l'identification au projet européen. Pendant cette période, donc, les Européens se seraient détachés de l'euro et du projet européen, à cause de la mauvaise conjoncture économique.

Pour résumer de manière plus mathématique nos hypothèses de recherche, schématisons-les de la manière suivante :

H1. L'euro a un effet positif sur l'identification au projet européen.

H2. La crise de la zone euro a un effet négatif sur l'identification au projet européen.

3.3.3. Quels pays pour quelle étude ?

Afin de pouvoir tester correctement nos hypothèses, il est incontestable que nous devons mener une ou plusieurs études de cas. Nous avons donc choisi de nous pencher sur deux États membres de l'Union européenne, pour étudier nos variables.

Nous avons choisi d'étudier la France et l'Espagne. Pourquoi ces deux pays en particulier ? Ces deux pays sont intéressants à mettre en parallèle car ils sont à la fois très différents sur certains points, mais présentent aussi des ressemblances. Nous pourrions donc voir si nos hypothèses se vérifient ou sont réfutées, ce qui nous permettra d'émettre une conclusion solide. Ces deux pays membres de l'Union européenne ont été touchés par la crise économique mais de manière différente. C'est ce qu'explique Christian Saint-Etienne en établissant une classification qui différencie la France de l'Espagne : « la crise économique mondiale n'affecte pas les pays membres de la zone euro de la même façon. Pour la période allant du lancement de l'euro jusqu'à la crise de 2008, trois groupes de pays doivent être distingués, comme nous l'avons indiqué précédemment. D'abord, l'Espagne et l'Irlande ont favorisé jusqu'à la crise de 2008, sous l'effet de taux réels très faibles résultant de la politique monétaire unique au sein de la zone euro, une hausse spectaculaire de l'endettement des ménages et un boom explosif de l'activité de construction. [...] Ensuite, l'Allemagne et les Pays-Bas ont favorisé une croissance tirée par les exportations, qui ont contribué positivement à la croissance de 0,8 point de PIB par an pour l'Allemagne et de 0,5 point de PIB par an pour les Pays-Bas entre 2002 et 2008. [...] Enfin, la France et l'Italie ont adopté un modèle intermédiaire avec un endettement des ménages qui reste relativement faible, un boom maîtrisé de la construction et une contribution négative des exportations nettes à la croissance, plus élevée en France qu'en Italie. [...] La crise va les affecter (les pays) de façon très différente »¹³⁷.

La France est un des membres fondateurs de l'Union européenne, alors appelée « CECA » en 1951. Son rôle fondateur avait été énoncé auparavant dans la déclaration Schuman de 1950 : « Cinq ans, presque jour pour jour, après la capitulation sans conditions de l'Allemagne, la France accomplit le premier acte décisif de la construction européenne et y associe l'Allemagne. [...] L'Europe naîtra de tout cela, une Europe

¹³⁷ Christian SAINT-ETIENNE, *La fin de l'euro*, op. cit., pp. 45-46.

solidement unie et fortement charpentée »¹³⁸. C'est aussi ce que confirme Jacques Guillaume : « la France fait partie du noyau dur de l'UE, celui des États fondateurs. Elle a participé à la création des premières communautés européennes puis a basculé dans l'UE [...]. La France a donc une mémoire et une pratique de l'Europe ayant plus d'un demi siècle d'existence »¹³⁹.

La France est donc « européanisée » politiquement depuis un demi-siècle déjà. Elle est présente depuis les premiers pas de la communauté européenne et en a suivi le développement jusqu'à aujourd'hui. Tout comme l'Espagne, elle a été touchée fortement par la crise économique de 2008-2009. Elle a connu un changement de gouvernement lors de cette année 2012 en éliminant l'UMP, le parti majoritaire de droite, et en laissant place au PS, le parti de gauche.

L'Espagne quant à elle n'est entrée que tardivement dans l'Union européenne. En effet, elle était sous le joug du franquisme jusqu'en 1975, et le processus d'adhésion à l'Union européenne qui a suivi la chute de cette dictature a été très long. Ce n'est qu'en 1986 qu'elle est devenue membre de l'Union européenne. Closa et Heywood expliquent que « General Franco's death in November 1975 opened up the prospect of re-democratization in Spain »¹⁴⁰. Les Espagnols se sont révélés très en faveur de l'Union européenne. En effet, « political isolation under the Franco regime and its particular relationship with the European community strengthened this positive perception to such a point that the « myth of Europe » has become an essential element in the reinvention of national identity in democratic Spain »¹⁴¹. Alexandre Fernandez confirme cette idée : « les Espagnols de la démocratie s'engagent résolument, collectivement (engagement des politiques) et individuellement (production culturelle), dans la voie de l'intégration européenne, dont on rappellera les étapes : 1986, 1993, 2002 »¹⁴².

Tout comme la France, l'Espagne a vécu la crise économique, mais de manière plus forte. On a aussi observé un changement de gouvernement, où dans ce cas, le PSOE (parti socialiste) a dû laisser la place au PP (parti du peuple, parti de droite).

Ces deux pays sont donc intéressants à étudier en parallèle car ils présentent une histoire européenne différente, longue pour l'un et plus récente pour l'autre, mais une similitude apparente dans le sentiment européen. Cependant la crise économique, malgré les effets asymétriques selon les pays, pourrait bien avoir provoqué un même changement d'attitude dans les deux pays en les conduisant vers un rejet progressif du projet européen. C'est ce que nous essayerons de mettre en évidence dans les parties suivantes.

¹³⁸ Gérard BOSSUAT, *L'Europe des Français 1943-1959*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996, p. 165.

¹³⁹ Jacques GUILLAUME, *La France dans l'Union européenne*, Paris, Belin memento, 2003, p. 15.

¹⁴⁰ Carlos CLOSA, Paul HEYWOOD, *Spain and the European union*, New-York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 13.

¹⁴¹ *Ibid.*, pp. 31-32.

¹⁴² Alexandre FERNANDEZ, *Les Espagnols, de la guerre civile à l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2008, p. 179.

4. La France et l'Espagne face à l'Union européenne

4.1. La France

Commençons donc par notre premier cas d'étude, la France. C'est un pays qui semble-t-il, n'a pas fini de nous étonner. Même si son intégration européenne remonte maintenant à plus de cinquante ans, tout n'a pas toujours été évident. C'est ce que nous essaierons d'étudier assez rapidement, ainsi que la place du peuple français face à cette intégration européenne.

4.1.1. Une longue histoire européenne

4.1.1.1. Les débuts européens de la France

La France est donc un des six membres fondateurs de la communauté européenne, dès 1951. En effet, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'économie française est dévastée et la population affaiblie et traumatisée par les deux guerres successives. Il s'agit donc de reconstruire le pays de manière rapide et contrôlée. L'historien Pierre Gerbet explique¹⁴³ que la construction européenne s'est faite essentiellement dans le domaine économique. En effet, après une étape de renfermement économique, la France ouvre ses portes à l'Europe et au monde et développe une économie de marché. D'autre part, la France a besoin de retrouver une place importante sur la scène mondiale pour restaurer son indépendance et son influence. Pendant la guerre, l'idée d'unir les pays européens en une entité démocratique et fédérale circulait déjà. Si tous ne savent pas vraiment comme parvenir à cette union, on s'accorde à dire qu'elle doit commencer avec la France et l'Allemagne, les éternels rivaux. Dès la fin de la guerre, les mouvements européens transnationaux prennent leur essor, et même s'ils ne sont pas forcément à l'origine des communautés européennes, ils ont énormément contribué à préparer l'opinion publique sur l'unité européenne.

En conséquence, en 1950, Robert Schuman, alors ministre des affaires étrangères en France, énonce la fameuse « déclaration du 9 mai » préparée par Jean Monnet, qui propose la création de la Communauté du Charbon et de l'Acier, sur une base de coopération franco-allemande et sous autorité supranationale. « Il ouvrit ainsi la voie à la réconciliation franco-allemande et à l'intégration européenne »¹⁴⁴. On a d'ailleurs surnommé Schuman le « pèlerin de l'Europe ». Pierre Gerbet explique que cette déclaration « constitue le point tournant dans l'histoire de la construction européenne »¹⁴⁵. Pour Gerbet, le rôle de la France a été considérable : « les Français ont joué un rôle important, non seulement dans la création, mais aussi dans le fonctionnement de la CECA »¹⁴⁶ entre autre avec les présidences de Jean Monnet et René Mayer. Suite au succès de la CECA, la France, par l'intermédiaire du chef de gouvernement français, René Pleven, lance un « plan » pour une communauté de défense. Malgré l'échec qui s'ensuivra, il est intéressant de remarquer que là aussi la France se pose à une place prédominante par l'initiative qu'elle démontre. Dans la foulée, c'est aussi le projet d'une communauté politique européenne qui est abandonné. Devant ces impasses militaires et politiques, la France choisit de s'investir dans le domaine de la coopération économique. Et c'est ainsi que s'effectuera la relance dès 1955 qui conduit « les Six » à créer deux nouvelles communautés : la communauté économique européenne et la communauté de l'énergie atomique (Euratom), ratifiées lors du Traité de Rome en 1957, qui « n'institue pas une simple zone de libre échange, mais une véritable communauté économique avec tarif douanier et politique agricole »¹⁴⁷. La participation de la France au projet européen n'a donc fait que se renforcer et se développer. C'est en effet ce que confirme Pierre Gerbet : « la France a joué un rôle parfois déterminant dans la définition et la mise en œuvre des politiques communautaires et elle a dû y adapter ses politiques nationales »¹⁴⁸.

¹⁴³ Pierre GERBET, *La France et l'intégration européenne, essai d'historiographie*, Berne, Peter Lang, 1995, p. 20.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 45.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 75.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 77.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 85.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 91.

4.1.1.2. Un parcours semé d'embûches

Cependant, l'histoire française de l'intégration européenne ne s'est pas faite de manière linéaire. On peut dire qu'il y eut « des hauts et des bas ». La vitesse de l'intégration a beaucoup dépendu des gouvernements en place, et particulièrement des différents présidents français. On se rappelle l'attitude de De Gaulle face au projet européen. « Le Général, tout en reconnaissant l'utilité des Communautés pour les intérêts français, voulait éliminer leur caractère « supranational » »¹⁴⁹. Effectivement, de Gaulle ne voulait pas une Europe supranationale mais une Europe des États. Il voulait garder la souveraineté de la France intacte. C'est d'ailleurs ce qui a mené à la crise de la chaise vide pendant les années 1965 et 1966 où de Gaulle refusa de siéger au Conseil européen, empêchant par là même les prises de décisions. Voilà ce que Guillaume Courty et Guillaume Devin expliquent : « cette crise institutionnelle est célèbre pour avoir révélé un conflit de finalités et mené les Six au bord de la rupture. Mais, ayant été surmontée, elle laisse surtout penser que l'intérêt des États membres n'était pas de rompre une entreprise mutuellement profitable »¹⁵⁰. Ces auteurs ont raison. Malgré les réticences souverainistes du Général, il est évident que la communauté européenne apportait du profit à la France. On peut quand même qualifier ces moments de « passage à vide » pour la France par rapport à l'avancement de son intégration européenne. Par la suite, Pierre Gerbet explique que le président Pompidou était sur la même ligne de pensée que de Gaulle quant aux institutions communautaires, mais qu'il « considérait (cependant) l'Europe communautaire moins comme un instrument de la puissance française que comme une nécessité économique et politique »¹⁵¹. On retrouve donc bien cette idée d'intégration par l'économie avant tout, et surpassant même les considérations politiques. L'intégration européenne de la France se poursuit cependant au fil des années, malgré les retards ou les obstacles qu'elle rencontre sur son parcours. Gerbet continue en disant que c'est le président Giscard d'Estaing qui « fit évoluer la position de la France sur les institutions communautaires »¹⁵². En effet, c'est lui qui lança le système monétaire européen (avec le chancelier allemand Schmidt), ce qui permit une reprise de la marche vers l'union économique et monétaire, sous égide franco-allemande. Juste après, c'est le président Mitterrand qui continuera l'intégration européenne en acceptant l'Acte unique et le traité de Maastricht. Gerbet explique qu'après « une période de flottement, il maintient le franc dans le SME et, d'accord avec le chancelier Kohl, fit élaborer le traité d'Union européenne comportant un plan d'Union économique et monétaire avec une monnaie unique à l'échéance de 1999 »¹⁵³. Ainsi, il permet à la France de se plonger enfin dans une union politique, attendue depuis longtemps, mais jamais vraiment réalisée. Cependant, la route européenne ne s'est pas arrêtée là. L'année 2005 marque un semblant d'arrêt de l'intégration européenne, car c'est l'année où le peuple français refuse la Constitution européenne par référendum. Nous étudierons plus en avant cette année symbolique. Malgré ce « traumatisme » du refus populaire, la France a quand même ratifié dernièrement le Traité de Lisbonne en 2009 qui reprend dans les grandes lignes les idées du projet constitutionnel européen de 2005.

4.1.1.3. Le rôle de l'opinion publique dans la France européenne

Nous avons résumé en quelques lignes le parcours européen de la France, dans ses débuts plein de succès, mais aussi dans son avancée chaotique. Avant d'étudier de plus près l'année 2005, arrêtons-nous quelques instants sur la réaction du peuple français, en particulier sur l'opinion publique de la population face à cette intégration européenne. Pierre Gerbet nous informe que « le rôle joué par l'opinion publique dans la politique européenne de la France a été relativement limité en ce qui concerne la création des institutions. Il est devenu plus important avec la mise en œuvre de l'intégration »¹⁵⁴. En effet, il n'a pas toujours été très clair de savoir ce que le peuple français pensait de la construction européenne. De plus, celui-ci n'a pas été beaucoup consulté directement quant à ces sujets européens. C'est d'ailleurs ce que confirment Courty et Devin : « En fait, pendant longtemps, l'opinion des Européens n'a pas été un enjeu de la construction européenne. [...] il faut reconnaître qu'elle est bien difficile à interpréter »¹⁵⁵. Il est vrai qu'il a aussi toujours été très difficile de connaître l'avis des Français sur la construction européenne, surtout parce que ceux-ci

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 86.

¹⁵⁰ Guillaume COURTY, Guillaume DEVIN, *La construction européenne*, troisième édition, Paris, La Découverte, 2010, p. 18.

¹⁵¹ Pierre GERBET, *La France et l'intégration européenne, essai d'historiographie*, Berne, Peter Lang, 1995, p. 87.

¹⁵² *Ibid.*, p. 87.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 92.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 48.

¹⁵⁵ Guillaume COURTY, Guillaume DEVIN, *La construction européenne, op.cit.*, p. 109.

semblent très peu informés de ce qu'elle implique. Cependant, il semble qu'il y ait eu une espèce de consentement du peuple, ou en tous cas un consensus permissif qui a permis aux élites d'avancer plus avant dans une intégration européenne de ce pays. L'attitude des Français a connu des hauts et des bas, surtout selon la conjoncture politique (au sortir de la guerre, puis pendant les Trente glorieuses, et enfin dans une retombée économique) mais ces derniers ne donnent en tous cas pas l'impression d'être opposés à la construction européenne. Pierre Gerbet met cependant en garde à propos de cet optimisme : « L'attitude favorable de la majeure partie de l'opinion française doit cependant s'interpréter avec prudence. L'étude d'Annick Percheron, basée sur des sondages de 1988 et 1989, en a montré le caractère ambigu. Ce sont surtout les élites qui sont les plus informées et les plus favorables. Les agriculteurs, ouvriers, commerçants, artisans sont réticents, en particulier quant aux conséquences du grand marché. Au total, il s'agit d'une « adhésion molle » le pourcentage des « très favorables » étant toujours très inférieur à celui des « favorables » ou « plutôt favorables ». Cette analyse s'est trouvée confirmée par le débat français sur le traité de Maastricht. Depuis le début de la construction européenne, la position de l'opinion n'avait guère varié : majorité favorable, mais souvent mal informée, petite minorité hostile, forte minorité indécise ou indifférente¹⁵⁶. De leur côté, Courty et Devin sont nettement plus pessimistes quant à la position des Français par rapport au projet européen : « les Français ne croient pas à ce que disent les traités. L'Europe des 12 n'a jamais existé pour eux, pas plus que celle des 6 ou des 27. [...] L'adhésion à la construction européenne varie avec l'élévation du niveau de diplôme, du statut socio-professionnel et également avec l'intérêt pour la politique. Le label Europe s'est imposé un peu partout dans la société française, mais il correspondait encore à « un acquiescement de façade » pour A. Percheron. Avec l'entrée en vigueur de l'euro et les transformations institutionnelles, la compréhension de l'UE repose, avec des exigences particulières, tant la question de la compétence politique des citoyens que celle de leur croyance dans une Europe qui « se conjugue encore au futur et au conditionnel »¹⁵⁷.

Nous aurons l'occasion d'étudier un peu plus précisément l'opinion publique en France par rapport à cette construction européenne dans les points qui suivront.

4.1.2. *Le tournant de 2005*

L'année 2005 en France est une étape marquante de l'intégration européenne si l'on s'intéresse particulièrement à l'opinion publique, à la réaction du peuple français devant les questions européennes.

4.1.2.1. Une constitution européenne

« Depuis le début de la construction européenne dans les années 50, la question de la Constitution européenne a donc été étroitement liée au processus d'intégration communautaire »¹⁵⁸. En effet, Sabrina Pocheron a raison. Il existe depuis les premiers pas de la communauté européenne une réflexion sur une éventuelle « constitution » européenne. Mais elle ne s'est pas concrétisée avant l'année 2005. Par ailleurs, l'élargissement de l'Union à vingt-cinq membres en 2004 impliquait une nécessité de réformer, de transformer profondément l'Union. L'idée était donc, par cette constitution, de donner à l'Union la dimension politique qui lui manquait. C'est encore ce qu'explique Sabrina Pocheron : « Une constitution permettrait à ce titre de parachever par un acte politique, et donc fondamentalement symbolique, une construction qui s'est faite autour de questions essentiellement économiques, même si depuis le Traité de Maastricht, la communauté européenne a perdu l'adjectif économique qui la qualifiait depuis ses origines »¹⁵⁹. Certains voulaient aussi, dans ce même objectif, introduire dans la Constitution un fondement pour une communauté de valeurs, avec la charte des droits fondamentaux notamment.

Le Traité établissant une constitution pour l'Europe a donc été proposé aux États membres. La France n'était pas dans l'obligation de la soumettre au référendum populaire, mais le président Jacques Chirac (alors en fonction cette année-là) décide de le faire. Simon Hug explique les « referendums hardly played any role in the early stages of the European integration process »¹⁶⁰ mais que la « France inaugurated the

¹⁵⁶ Pierre GERBET, *La France et l'intégration européenne, essai d'historiographie*, op. cit, p. 50.

¹⁵⁷ Guillaume COURTY, Guillaume DEVIN, *La construction européenne*, op. cit, p. 109.

¹⁵⁸ Sabrina POCHERON, *La constitution européenne, perspectives française et allemande*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 17.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 19.

¹⁶⁰ HUG, Simon, *Voices of Europe, Citizens, Referendums, and European integration*, Maryland, Rowman & Littlefield publishers, 2002, p. 23.

sequence of referendums on European integration »¹⁶¹ en 1972 en votant sur l'élargissement de la Communauté européenne. Il n'est donc pas forcément surprenant que ce traité ait été soumis au référendum.

Le débat national est assez houleux et médiatisé. Sabrina Pocheron confirme que « la France et l'Allemagne sont deux acteurs incontournables »¹⁶² de ces discussions car on a pu observer beaucoup de participation autour de la constitution, notamment des acteurs politiques.

4.1.2.2. Le refus populaire

Le référendum français portant sur le « traité établissant une constitution pour l'Europe » a eu lieu le 29 mai 2005. La question posée aux Français était celle-ci : « Approuvez-vous le projet de loi qui autorise la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe ? ». Le « non » a été voté par 54,68% des électeurs. Il y avait eu auparavant deux référendums en France portant sur des questions européennes, lors des années 1972 et 1992, mais celui-ci est le premier à être rejeté.

En quoi cette année 2005 et ce résultat référendaire sont-ils intéressants pour notre étude ? Ce référendum est en fait un moment capital de l'intégration européenne de la France, puisqu'il semble marquer un coup d'arrêt. Cependant, celui-ci est donné cette fois-ci non par les élites (comme précédemment De Gaulle) mais par le peuple. La question de l'identité européenne, ou plus particulièrement de l'appartenance à l'Union européenne est donc totalement pertinente ici. Sauger, Brouard et Grossman expliquent qu'à « l'échelle française, le référendum du 29 mai 2005 continue également à produire ses effets, et a contribué à la recomposition en cours du paysage politique français »¹⁶³ et qu'« au même titre que le 21 avril 2002, le 29 mai 2005, restera une date clé de l'histoire électorale française »¹⁶⁴.

Comment expliquer le non des Français au traité constitutionnel ? Pour Philippe Val, journaliste français de gauche, « ceux qui sont plutôt à gauche votent non, parce qu'il n'y a pas assez de règlements pour contraindre le libéralisme. Ceux qui sont plutôt à droite votent non pour refuser l'inflation réglementaire instituée par les « technocrates de Bruxelles ». Les deux camps les plus opposés se rejoignent, avec des arguments opposés, pour dire le même non, et le tout fait 55% »¹⁶⁵. Pour Sauger, Brouard et Grossman, « le 29 mai peut être appréhendé comme l'expression d'une nouvelle défiance vis-à-vis de l'Europe, la critique économique et sociale de l'Europe atteignant une ampleur jusqu'alors inégalée »¹⁶⁶ et que « les attitudes vis-à-vis de l'Union européenne s'ordonnent autour du clivage europhile-europhobe sur une base avant tout de nature souverainiste »¹⁶⁷. En effet, en analysant les éventuelles raisons du vote négatif, il est difficile d'être certain des motivations des électeurs français. Pour Philippe Val toujours, l'argument économique et social n'est pas valable : « j'ai tenté de démontrer que le vrai débat sur l'adoption de la Constitution n'est pas économique et social, débat légitime hier et nécessaire demain, mais pas aujourd'hui, puisque la question posée est politique. Elle concerne la mutation des nations souveraines en États membres d'une fédération »¹⁶⁸.

Cependant, même s'il est difficile de se positionner, une chose est sûre : l'Union européenne ne fait pas l'unanimité. Les sondages montrent que quelques semaines avant le référendum, 29 % des Français interrogés pensent que l'appartenance à l'Union européenne apporte de la prospérité contre 42% qui pensent que l'Union rend la France moins prospère. De même, 22 % des Français pensent que l'Union européenne permet de vivre mieux contre 41 % qui disent vivre moins bien¹⁶⁹. Ce sondage révèle bien les doutes existant chez le peuple français, qui ne rejette pas d'un bloc l'Union européenne en tant que telle, mais plutôt la façon dont elle agit au niveau national. Voilà ce qu'expliquent Sauger, Brouard et

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 27.

¹⁶² Sabrina Pocheron, *La constitution européenne, perspectives française et allemande*, op. cit., p. 21.

¹⁶³ Nicolas Sauger (et al.), *Les Français contre l'Europe ? Le sens du référendum du 29 mai 2005*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2007, p. 7.

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 15.

¹⁶⁵ Philippe Val, *Le référendum des lâches, les arguments tabous du oui et du non à l'Europe*, Paris, Le Cherche midi, 2005, p. 24.

¹⁶⁶ Nicolas Sauger (et al.), *Les Français contre l'Europe ? Le sens du référendum du 29 mai 2005*, op. cit., p. 18.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 108.

¹⁶⁸ Philippe Val, *Le référendum des lâches, les arguments tabous du oui et du non à l'Europe*, op. cit., p. 105.

¹⁶⁹ Nicolas Sauger (et al.), *Les Français contre l'Europe ? Le sens du référendum du 29 mai 2005*, op. cit., p. 18.

Grossman : « Pour une partie de l'électorat, le non signifie être contre l'Europe, l'euroscepticisme classique. Pour une autre, la réponse négative fait référence à un UE-scepticisme relatif à l'absence d'Europe sociale et à ses conséquences ainsi qu'à un élargissement problématique de l'Europe »¹⁷⁰. Ils concluent qu'on peut voir « l'importance primordiale du clivage pro/anti européen et du niveau de peurs sociales de l'Europe dans les résultats du référendum »¹⁷¹.

D'autre part ce référendum laisse entrevoir une coupure entre peuple et élites politiques. En effet, beaucoup d'entre elles avaient milité pour le oui, et personne ne s'attendait à ce que le non l'emporte. Pour la socialiste Catherine Guibourg, « un non au traité constitutionnel européen, c'est pour moi, l'arrêt de la construction européenne, la fin de mon idéal »¹⁷². Ce vote est donc assez surprenant. Il semble que le peuple français « prenne enfin la parole » et fasse le choix de décider de son destin européen. Il faudra désormais faire l'Europe en tenant compte de son avis.

4.1.2.3. Quelle conclusion pour 2005 ?

Pourquoi donc parler de cette année 2005 ? Qu'apporte-t-elle à notre étude sur l'euro comme facteur d'identification à l'Union européenne ? Rappelons qu'avant de tester nos hypothèses sur cet attachement, il nous a paru important de savoir comment le peuple français a vécu son intégration européenne depuis le début, c'est-à-dire de savoir s'il a été plutôt europhile ou europhobe, voire passif dans tout cela. L'année 2005 prouve que le peuple français a fait entendre sa voix dans la construction européenne. Ce référendum négatif marque une rupture du consensus permissif qui semblait être la règle jusque-là.

Tout d'abord on remarque que la France est un pays qui n'hésite pas à traiter de questions européennes. En effet, et même si on peut critiquer le manque d'information et de connaissances de la part des citoyens français, le Traité établissant une constitution pour l'Europe a été fortement débattu et médiatisé en France. D'autre part, on peut voir dans ce référendum une espèce de frein à l'intégration européenne, actionné cette fois, non de la part des élites mais du peuple français. Le « non » à la Constitution nous amène donc à nous poser ces questions : le peuple français a-t-il voulu montrer son mécontentement de l'Union européenne en tant que telle, a-t-il voulu faire éclore sa spécificité par rapport aux autres États membres, a-t-il voulu mettre en lumière son refus d'identité européenne ou d'appartenance à l'Union ?

Une chose est sûre : cette étape de 2005 prouve que le peuple français a réagi contre l'Union. Il a décidé de stopper l'intégration européenne, ou du moins d'en infléchir le cours, et a manifesté son désir d'en changer les perspectives. Sauger, Brouard et Grossman affirment que « le non français, parce qu'il a été également confirmé par le non néerlandais, a ainsi ouvert une période de crise pour l'Europe »¹⁷³.

En effet, suite à ce choc inattendu, il a fallu réfléchir à mettre en place une intégration qui bénéficierait du soutien populaire. D'autre part ce référendum a posé la question du degré d'appartenance des peuples à l'Union européenne, et c'est là que nous revenons à notre sujet d'étude.

4.1.3. Quelques statistiques de l'opinion publique française

Commençons par cette remarque de Courty et Devin : « Omniprésente dans de multiples références (intellectuelles et pratiques), l'Europe n'est pas pour autant acceptée avec enthousiasme et en bloc. [...] Les enquêtes Eurobaromètres confirment globalement l'existence d'un niveau stable de soutien à la construction européenne depuis 1962, mais avec des nuances qui n'ont guère retenu l'attention des décideurs [...] »¹⁷⁴. En effet, le projet européen semble être généralement accepté, mais on remarque au cours du temps des variations plus ou moins fortes.

Pour ne pas confondre cette petite partie avec le test empirique de notre hypothèse, nous nous concentrerons sur des études du sentiment européen sans lien avec la monnaie européenne, mais tout simplement autour du projet européen et de sa poursuite dans le temps. Nous étudierons dans cette partie les sondages proposés aux Français, puis plus tard, nous nous intéresserons à l'Espagne. Bien

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 116.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 112.

¹⁷² Catherine GUIBOURG, *Le OUI européen et le NON français*, Paris, La Compagnie littéraire, 2006, p. 14.

¹⁷³ Nicolas SAUGER (et al.), *Les Français contre l'Europe? Le sens du référendum du 29 mai 2005*, *op. cit.*, p. 137.

¹⁷⁴ Guillaume COURTY, Guillaume DEVIN, *La construction européenne*, *op. cit.*, p. 108.

évidemment, les sondages quant au projet européen seront plus diffus dans le temps pour la France que pour l'Espagne, à cause des dates respectives d'adhésion à la communauté européenne.

Étudions le graphique suivant.

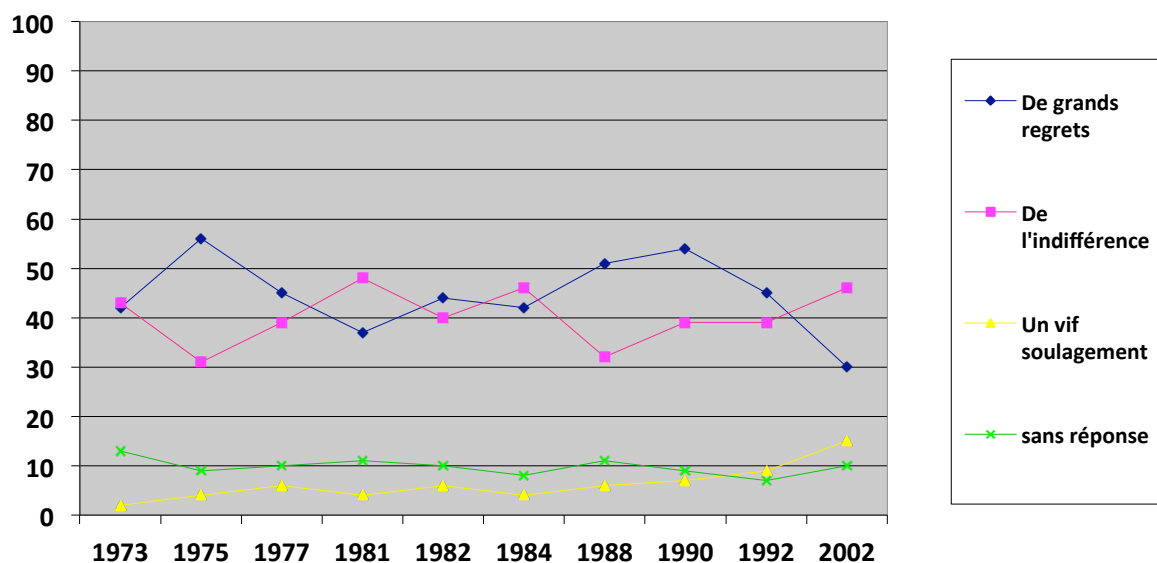


Figure 1. Attitude en cas d'abandon du marché commun/ de la Communauté européenne/ de l'Union européenne. Cas de la France. En pourcentages¹⁷⁵.

Ce graphique montre un aspect de l'attachement des Français au projet européen, ou plus précisément à la communauté européenne, et ceci depuis 1973, date du premier Eurobaromètre. On étudie en fait leur réaction à la question : « que ressentiriez-vous si on vous annonçait l'abandon du marché commun (et plus tard de la communauté européenne, puis de l'Union européenne) ou sa dissolution ? ». On remarque que la réponse « de grands regrets » a connu pas mal de turbulences. On note une remontée entre 1981 et 1990, mais à partir de là, les grands regrets s'éloignent pour laisser place à « l'indifférence ». La réponse « un vif soulagement » a de son côté connu une augmentation presque sans interruption, à tel point qu'elle se rapproche de la réponse « grands regrets ». Dans l'ensemble, on remarque quand même que la majorité des personnes interrogées ne souhaite pas un abandon ou une dissolution radicale de la communauté européenne. Mais elle ne semble pas non plus très européiste car son indifférence face à une éventuelle disparition est de plus en plus importante.

¹⁷⁵ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm, consulté le 25 juin 2012.

Penchons-nous à présent sur le deuxième graphique, toujours élaboré à partir des données de l'Eurobaromètre.

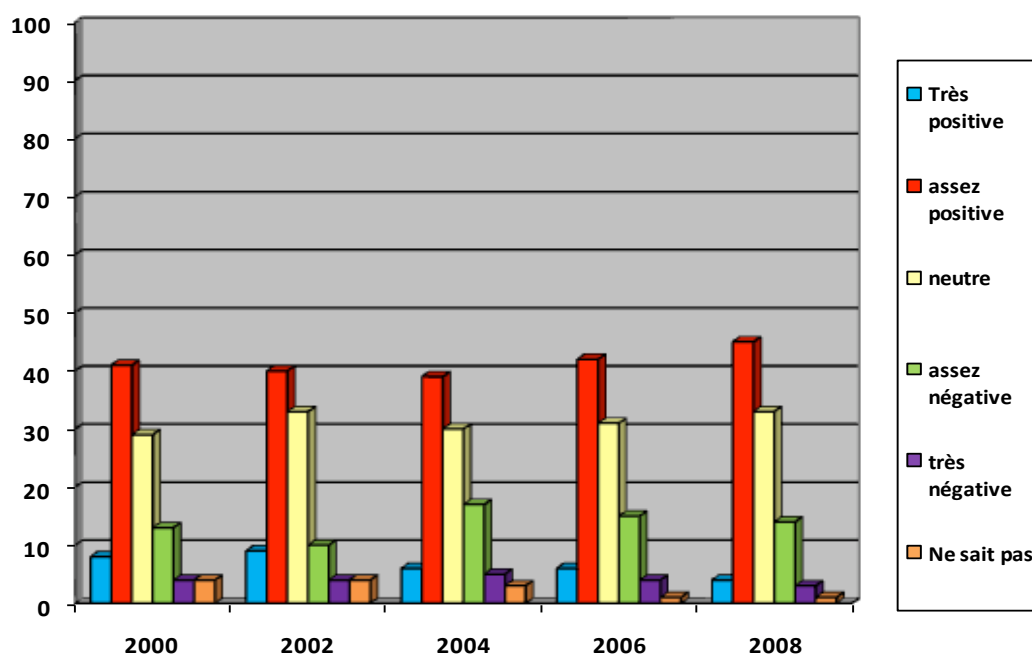


Figure 2. Image de l'Union européenne. Cas de la France. En pourcentages¹⁷⁶.

Sur ce graphique nous étudions l'image de l'Union européenne pour les citoyens européens. La question qui leur est posée lors du sondage est celle-ci : « Quelle image l'Union européenne vous rend-elle » ? Les interrogés ont ensuite le choix entre 6 réponses. On remarque que la réponse « très positive » n'est pas très importante. En tous les cas, elle n'est jamais majoritaire. La réponse qui prime clairement est « assez positive », suivie de près par la réponse « neutre ». Le pourcentage des réponses « assez négative » est tout de même significatif, tandis que les « très négative » et « ne sait pas » sont assez discrets. La conclusion que l'on peut tirer de ce graphique est que la population française interrogée n'est pas foncièrement *très* satisfaite de l'image que l'Union européenne renvoie, mais que celle-ci est tout de même assez positive. Comme sur le graphique précédent, nous pouvons en conclure que les Français ne sont pas très européistes mais qu'ils sont quand même plutôt en faveur de la construction européenne.

¹⁷⁶ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm, consulté le 25 juin 2012.

Le troisième graphique confirmera cette idée.

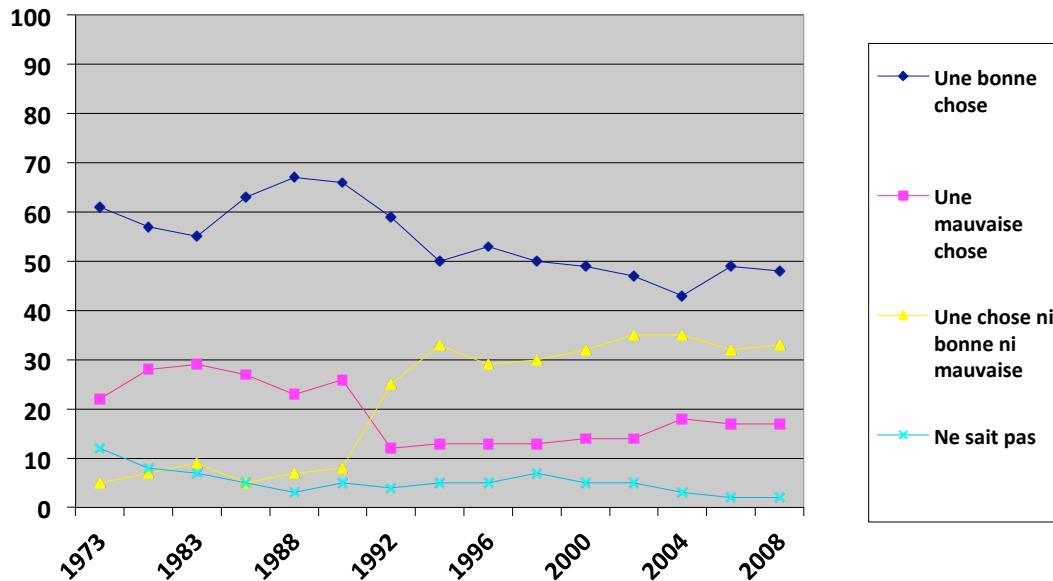


Figure 3. Appartenance de la France à la communauté européenne. En pourcentages¹⁷⁷.

Ce graphique relève les réponses données à la question : « pensez-vous que l'appartenance de votre pays à la communauté européenne est ... ? ». Par ce graphique, nous pouvons suivre l'évolution des réponses depuis 1973 et jusqu'en 2008, date du début de la crise de la zone euro. Le pourcentage de réponses « une bonne chose » a visiblement diminué entre ces deux dates, bien qu'il ait connu une augmentation entre 1983 et 1988. Celui des réponses « une mauvaise chose » a aussi diminué, surtout entre 1990 et 1992. Puis il s'est à peu près stabilisé. Le pourcentage des réponses répondant « une chose ni bonne ni mauvaise » a cependant nettement augmenté depuis 1973. Il a connu un bond en 1990 puis s'est stabilisé à un bon niveau. Ce graphique confirme donc notre analyse précédente. Les Français sont majoritairement favorables au projet européen, sans toutefois être très enthousiastes pour celui-ci. Ils restent positifs quant à l'Union européenne, mais en faisant part de leurs doutes.

4.2. L'Espagne

Après avoir étudié la France et vu comment elle s'est lancée dans l'aventure européenne et comment la population a accompagné cette construction, il est temps de se pencher sur notre deuxième cas d'étude : l'Espagne. Comme nous l'avons déjà dit assez brièvement, c'est un pays assez proche de la France culturellement et historiquement même, mais qui a connu une histoire différente quant à l'intégration européenne. En effet, celle-ci est bien plus récente que celle de la France.

4.2.1 Une histoire européenne récente

4.2.1.1. Une Espagne en retrait de la construction européenne

En étudiant l'histoire, il est visible qu'entre 1945 et 1975 l'Espagne a été totalement absente des principales étapes de la construction européenne. En effet, elle n'a participé ni à la CECA, ni aux communautés européennes, ni au Conseil de l'Europe, ni à l'AELE. Mais faut-il donc en conclure qu'il n'y avait aucun lien entre eux ? Contrairement à ce que l'on pourrait penser, il n'y avait pas d'ignorance totale entre l'Espagne et la Communauté européenne. On a pu remarquer beaucoup de relations diplomatiques, qui ont abouti entre autres à un premier accord en 1970. Closa et Heywood décrivent ainsi le statut de l'Espagne au sein de l'Europe pendant le siècle dernier: « Spain's relationship with Europe over the last

¹⁷⁷ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm, consulté le 25 juin 2012.

century can best be described as one of aloofness (réserve), although the country's entire history has been conditioned by links with its European neighbours »¹⁷⁸.

À la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, le pays est isolé et exclu des relations internationales. En 1946, l'ONU condamne le régime de Franco et interdit sa participation aux organisations internationales. En effet, la guerre civile de 1936 avait signé le « début d'une longue parenthèse dans l'histoire de l'Espagne »¹⁷⁹.

« European rejection, together with international pressures, helped crystallize the regime's predominant ideological characteristics between 1939 and the mid-1960s : a pronounced nationalism, scorn for European democracies (and for democracy itself) and a rhetorical appeal to pan-hispanism, but with distinctly imperial flavor »¹⁸⁰. Le pays est donc marginalisé jusque dans les années 1950, où l'on commence à discerner un apaisement des relations. L'ONU lève son interdiction, et l'Espagne est reconnue par la plupart des pays. Matthieu Trouvé explique le parcours du pays pendant ces années : « marginalisée dans les relations internationales depuis le début du XX^{ème} siècle, mise au ban des nations en 1945, cantonnée à la périphérie de l'Europe, pays économiquement peu développé avant 1959, l'Espagne est absente de la construction européenne des années 1950 et ne rejoint celle-ci qu'après une phase de transition démocratique. [...] Progressivement réintégrée dans les relations internationales au cours des années 1950, l'Espagne franquiste ne pouvait cependant être admise au sein de la construction européenne : tant que le régime ne respectait pas les principes et valeurs démocratiques et les droits de l'homme, aucune association ou adhésion à la CEE n'apparaissait possible »¹⁸¹.

En effet, « même s'il redevient fréquentable au milieu des années 1950, le régime est en effet toujours perçu comme la dernière dictature fasciste en Europe »¹⁸². Dès 1957, se met en place en Espagne une politique européenne ayant pour but d'étudier les effets du marché commun européen dans le pays. Le général Franco n'est en effet pas contre un rapprochement avec l'Europe ou des accords économiques, mais tient à garder la souveraineté et l'indépendance nationales.

Dès l'année 1962, la diplomatie franquiste tente un rapprochement concret avec la CEE. Le 9 février, l'Espagne formule une demande d'association à la communauté européenne qui sera refusée, puis renouvelée en 1964 et de nouveau refusée. C'était une demande ambitieuse car elle se rapprochait beaucoup d'une adhésion et dépassait un simple accord économique. Pour Matthieu Trouvé, « le gouvernement espagnol affiche pour la première fois clairement son choix pour un rapprochement vers la CEE »¹⁸³.

L'Espagne franquiste décide de ne pas rester en dehors du marché européen et relance la communauté européenne, ce qui mène le 29 juin 1970 à la signature d'un accord commercial préférentiel qui se révèle très avantageux pour l'Espagne et qui lui permet d'être intégrée économiquement au marché commun. « L'accord est considéré comme un premier pas vers l'adhésion et, en tout État de cause, comme une tentative de sortir de l'isolement politique »¹⁸⁴ et « la presse espagnole est unanime pour saluer la signature de l'accord »¹⁸⁵.

Les années qui vont suivre, et ce, jusqu'en 1975, vont mettre en lumière les incompatibilités du régime franquiste avec les institutions européennes. Cependant, les relations commerciales se poursuivent. En effet, il n'est pas question d'abandonner l'Europe. D'ailleurs, « il est un domaine où l'opposition antifranquiste est unanime : la question des relations avec l'Europe. Tous les partis et associations politiques se sont prononcés bien avant la mort de Franco pour l'entrée d'une Espagne démocratique dans

¹⁷⁸ Carlos CLOSA, Paul HEYWOOD, *Spain and the European Union, op. cit.*, p. 6.

¹⁷⁹ Matthieu TROUVÉ, *L'Espagne et l'Europe, de la dictature de Franco à l'Union européenne*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2008, p. 55.

¹⁸⁰ Carlos CLOSA, Paul HEYWOOD, *Spain and the European Union, op. cit.*, p. 8.

¹⁸¹ Matthieu TROUVÉ, *L'Espagne et l'Europe, de la dictature de Franco à l'Union européenne, op. cit.*, p. 16.

¹⁸² *Ibid.*, p. 60.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 97.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 139.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 130.

la CEE, y compris le PCE »¹⁸⁶. Le « caudillo » meurt en 1975 en laissant sa place au prince Juan Carlos, et en laissant ouverte la voie à la démocratisation. Matthieu Trouvé explique : « L'Europe est ainsi un élément fondamental de la culture gouvernementale et démocratique espagnole des années 1970. Les leaders politiques espagnols ne conçoivent pas le retour de la démocratie sans une entrée dans la communauté européenne, symbole de légitimité démocratique, et ils ne conçoivent pas non plus la construction européenne sans la présence de l'Espagne »¹⁸⁷. En 1975, le prince s'exclame : « L'Europe devra compter avec l'Espagne »¹⁸⁸. L'année 1977 marque l'entrée du pays au Conseil de l'Europe et 1978, la nouvelle constitution espagnole.

C'est d'ailleurs en 1977 que l'Espagne frappe à la porte de l'Europe communautaire. Cette fois-ci, contrairement aux tentatives du régime franquiste, le pays est démocratisé, industrialisé, l'agriculture s'est nettement améliorée et les objectifs de politique étrangère redéfinis. Cependant, les négociations se révèlent nettement plus difficiles et longues que prévues. On évoque les problèmes de concurrence agricole avec la France et l'Italie et la crise économique de 1973.

4.2.1.2. Une adhésion tardive mais convaincue

Malgré toutes ces difficultés, l'Espagne finit par adhérer à la communauté européenne, trente-cinq ans après la France. Lors des négociations d'adhésion, l'Espagne se rend bien compte que « projet démocratique et projet européen sont indissolublement liés »¹⁸⁹ et ne relâche pas ses efforts. D'autre part, les années 1982-1986 constituent un environnement de relance favorable pour la construction européenne et « ce climat favorable a des retombées positives sur les négociations d'adhésion de l'Espagne »¹⁹⁰.

De plus, on remarque une attitude assez incroyable des Espagnols devant cette adhésion. « L'Espagne a souffert d'être absente de la construction européenne et a recherché le plus vite possible à s'associer puis à s'intégrer à la communauté. [...] Un large consensus – inédit et dépassant tous les clivages – s'est formé à la fois dans la classe politique, dans la société et dans les milieux économiques espagnols en faveur de l'entrée dans la CEE, celle-ci étant perçue à la fois comme la possibilité de prouver au monde entier que l'Espagne, retrouvant la démocratie, cessait d'être une nation à part, comme la possibilité de renforcer le processus de développement économique commencé en 1959, avec un plan de stabilisation, enfin, comme la possibilité de retrouver un certain poids dans les relations internationales »¹⁹¹. Matthieu Trouvé, en reprenant Berta Alvarez-Miranda nous parle même d'un « consensus politique complet »¹⁹².

Même avant l'adhésion officielle, « la culture du consensus s'exprime de façon remarquable à propos de l'entrée dans l'Europe communautaire »¹⁹³. En effet, « les Espagnols ont conscience que l'entrée dans l'Europe et la participation à la construction européenne représentent une garantie politique incontestable, une « promotion pour la démocratie » »¹⁹⁴. « D'autre part, l'Europe représente un aboutissement économique pour l'ensemble de la société espagnole qui voit l'entrée dans le marché commun le signe d'un renouveau »¹⁹⁵ et un « moyen de sortir de l'isolement »¹⁹⁶.

Ceci permet aux Espagnols de considérer l'entrée dans l'Europe communautaire, non seulement « comme la fin des obstacles tarifaires et douaniers, mais aussi et surtout comme la fin de l'anormalité et de l'ostracisme qui frappent le pays depuis l'époque franquiste. C'est à la fois le retour à l'Europe pour l'Espagne et la redécouverte de l'Espagne pour l'Europe »¹⁹⁷.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 167.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 363.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 183.

¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 390.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 421.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 19.

¹⁹² *Ibid.*, p. 19.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 271.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 278.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 279.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 280.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 467.

En effet, à l'aube de l'adhésion, tous sont convaincus que la communauté européenne contribue à renforcer et légitimer la démocratie espagnole naissante. Dans les années qui suivent l'adhésion de l'Espagne, et jusqu'en 1996, « la politique européenne de l'Espagne est marquée par un « euro-enthousiasme » et un optimisme économique »¹⁹⁸. C'est ce que nous confirment Closa et Heywood : « indeed, during the first years of membership, Spain adopted an openly pro-integrationist attitude, as evidenced through such initiatives as the statute of European citizenship »¹⁹⁹.

4.2.1.3. Un peuple qui dit oui à l'Europe

Au long de cette construction européenne, et même avant l'entrée officielle de l'Espagne dans la communauté européenne, on peut distinguer chez le peuple espagnol une tendance très européiste et un enthousiasme pour l'unité et l'intégration européenne. Matthieu Trouvé explique que « pour les Espagnols, l'Europe n'est donc pas une « idée neuve » dans les années 1960. Bien au contraire, les associations et mouvements européistes ont entretenu de nombreux contacts avec les fondateurs et précurseurs de l'idée européenne. L'européisme espagnol est donc présent et la construction européenne séduit de nombreuses personnalités politiques de l'intérieur comme de l'extérieur »²⁰⁰. Ainsi, même pendant la période franquiste, il existe des mouvements européistes, des personnalités pro-Europe et un État d'esprit européen.

Cette attitude est d'ailleurs prouvée par les sondages. « L'opinion publique espagnole globalement favorable à l'ouverture vers l'Europe a également joué un rôle. Un sondage réalisé en octobre 1968 fait apparaître que pour 74 % des personnes interrogées, l'Espagne « fait bien » de tenter d'entrer dans le marché commun, contre 2 % pour lesquels elle « fait mal » et 24 % qui ne répondent pas »²⁰¹.

Cependant, il semble que plus récemment cette attitude toute-positive se soit atténuée. Selon Closa et Heywood « Spanish public opinion has moved from a wholehearted acceptance of the integration process towards a more questioning attitude which reflects considered evaluation of the potential costs »²⁰². Ainsi, même si on constate au fil de l'histoire espagnole un fort penchant européen et européiste, il est peut-être plus réaliste aujourd'hui de le nuancer un peu.

4.2.2. L'année 2005

Si 2005 est une année marquante pour la France, parce qu'elle démontre un certain rejet de l'intégration européenne, c'est au contraire une année qui marque le triomphe de l'Europe en Espagne.

4.2.2.1. Un référendum européen en Espagne

Le référendum constitutionnel du 20 février 2005 est la première consultation populaire en Espagne portant sur l'Europe elle-même. Le peuple n'avait pas été consulté pour l'adhésion du pays à la CEE en 1986, ni pour les traités de Maastricht, Amsterdam et Nice, ni pour l'adoption de la monnaie unique, l'euro, ni pour les différents élargissements de la Communauté.

D'autre part, ce référendum espagnol est le premier de toute la série des référendums qui seront lancés dans différents pays européens. Il laisse présager un résultat positif dans les pays qui suivront cet exemple.

Cependant, malgré « l'événement » de ce premier référendum, l'engouement des Espagnols n'était pas au rendez-vous. « En Espagne, cependant, la campagne qui se réalisa fut courte, eut un profil bas et ne traita en profondeur ni les éléments du contenu ni ceux du fond. Elle ressemble d'avantage à une campagne plébiscitaire au sujet de l'Europe qu'au sujet de « quelle » Europe »²⁰³. En effet le débat fut pauvre et rapide, et le peuple espagnol ne chercha pas à s'intéresser au fond de la question ni au débat profond sur la constitution.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 487.

¹⁹⁹ Carlos CLOSA, Paul HEYWOOD, *Spain and the European union*, *op. cit.*, p. 28.

²⁰⁰ Matthieu TROUVÉ, *L'Espagne et l'Europe, de la dictature de Franco à l'Union européenne*, *op. cit.*, p. 63.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 117.

²⁰² Carlos CLOSA, Paul HEYWOOD, *Spain and the European union*, *op. cit.*, p. 40.

²⁰³ Joan MARCET (Ed.), *La constitution européenne à référendum. Espagne et France 2005*. Barcelona, Institut de Cències Polítiques i Socials, 2006, p. 15.

4.2.2.2. Un vote favorable

Le résultat du vote espagnol au référendum de 2005 était favorable au traité constitutionnel à 76,9% des citoyens votants. Pour Joan Marcet, « il s'agit donc d'un « oui » clair, bien que si l'on tient compte de la basse participation, le vote favorable ne représente que 31,8% du corps électoral »²⁰⁴. En effet, le vote a été favorable, mais seulement 42% de la population espagnole votante s'est déplacée aux urnes. C'est la plus faible participation citoyenne dans une convocation électorale depuis l'instauration de la démocratie en Espagne.

Mais parmi les électeurs qui se sont effectivement déplacés pour cette votation, on peut remarquer une adhésion assumée au projet européen. Joan Marcet donne le résultat d'une étude du CIS (centre d'investigation sociologique) qui « montre que 65% des interviewés considèrent que cette constitution suppose un progrès dans le processus de construction européenne et 52,7% croient qu'elle garantit la paix et la prospérité des Européens. Au contraire, seuls 15,2% considèrent qu'avec la Constitution l'Espagne perd de l'influence en Europe »²⁰⁵. Notons donc qu'à l'inverse de la France, ce référendum est passé tout en douceur, n'a pas provoqué de remous politique ou de traumatisme dans le processus d'intégration européenne de l'Espagne.

Nous avons ci-dessous un tableau récapitulatif des référendums espagnols et français au sujet du Traité établissant une constitution pour l'Europe, rédigé par Sauger, Brouard et Grossman²⁰⁶.

Pays	Date du référendum	Type de référendum	Résultat en pourcentages	Participation
Espagne	20/02/2005	Référendum d'initiative gouvernementale Consultatif	OUI 76,7%	42,3%
France	29/05/2005	Référendum d'initiative gouvernementale Contraignant	NON 54.7 %	69,3 %

4.2.2.3. Quelle conclusion pour la suite ?

L'année 2005 marque en Espagne le souhait de la population d'aller plus avant dans la construction européenne, ou en tous les cas de ne pas la freiner. C'est ce que confirme Joan Marcet, « les résultats favorables au référendum ainsi que la composition socio-politique de ce vote favorable répondent à une image positive de l'Europe, de ses institutions et à une valorisation aussi favorable de l'appartenance de l'Espagne à l'Union européenne »²⁰⁷. Ce même auteur explique que « l'appréciation des citoyens espagnols au sujet des bénéfices de l'appartenance de l'Espagne à l'Union européenne, se maintient, vingt ans après l'incorporation de l'Espagne à la CEE, à des niveaux d'acceptation très importants »²⁰⁸.

En effet, il semble que les Espagnols soient plutôt positifs par rapport au projet européen. Cependant le faible taux de participation au référendum, malgré le résultat favorable, nous invite à poser la question de savoir si les Espagnols ne sont pas plutôt dans une attitude « d'adhésion molle » à l'Union européenne, ou « d'adhésion passive ». Leur pensée ne serait-elle pas celle-ci : « tant que tout va bien dans mon pays, le projet européen peut continuer son chemin » plutôt qu'une vraie conviction par rapport à l'intégration

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 73.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 17.

²⁰⁶ Nicolas SAUGER (et al.), *Les Français contre l'Europe ? Le sens du référendum du 29 mai 2005*, *op. cit.*, p. 148.

²⁰⁷ Joan MARCET (Ed.), *La constitution européenne à référendum. Espagne et France 2005*, *op. cit.*, p. 82.

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 83.

européenne ? Ceci n'est pas le sujet de notre étude présentement mais nous conduit à poser tout de même la question par rapport à l'euro. Tant que l'économie va bien en Espagne, le projet européen et l'euro peuvent subsister...mais s'il survient une crise due à l'euro, alors ne serons-nous pas tentés de rejeter toute appartenance à l'Union européenne ?

Il est cependant évident que lors de cette votation, les Espagnols ont montré un esprit plus européen que les Français. Même pour les partisans du « non », Jesus Maestro explique que cela ne révèle pas forcément un rejet du projet européen : « le vote négatif dans ce référendum ne répondait pas majoritairement à un euroscepticisme mais plutôt à la volonté de construire une autre Europe, plus sociale, qui respecterait davantage l'existence des peuples et au besoin d'un approfondissement démocratique »²⁰⁹.

4.2.3. Quelques statistiques de l'opinion publique espagnole

Tout comme pour le cas de la France, il est intéressant de se pencher sur quelques sondages pour évaluer tant bien que mal l'opinion de la population espagnole quant au projet européen, ce qui nous permettra d'étudier ensuite plus précisément notre hypothèse de travail sur l'appartenance à l'Union, malgré la crise de la zone euro. Nous avons choisi pour ces graphiques d'utiliser les mêmes sources Eurobaromètres que pour la France, afin d'éviter les biais.

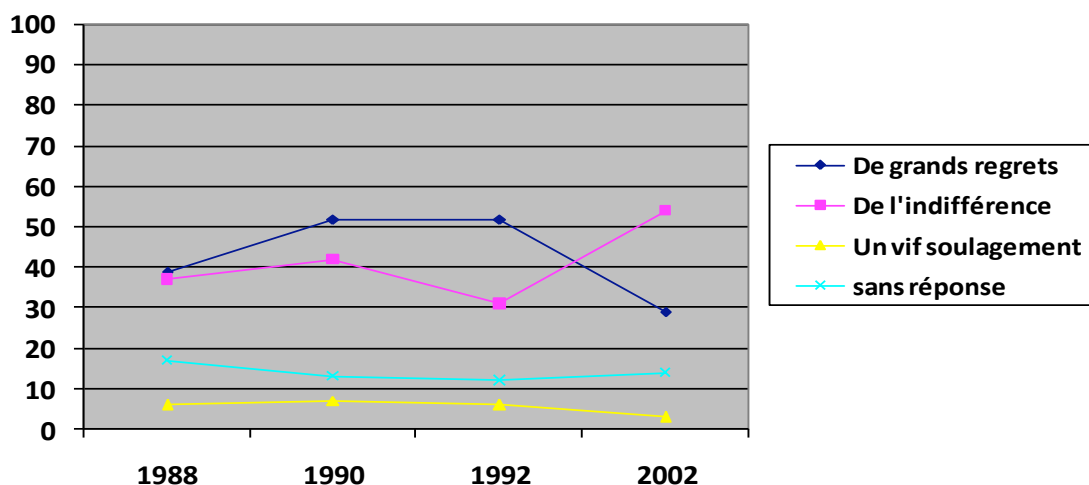


Figure 4. Attitude en cas d'abandon ou de dissolution de la communauté européenne ou de l'Union européenne. Cas de l'Espagne. En pourcentages²¹⁰.

Ce graphique reprend les mêmes questions que celui concernant la France quant à l'abandon éventuel ou la dissolution de la communauté européenne. Cette fois-ci, étudions le cas de l'Espagne. La réponse « de grands regrets » a été majoritaire, et assez importante jusqu'en 1996, moment où elle se fait dépasser par la réponse « de l'indifférence ». Cependant, la courbe des réponses « un vif soulagement » est assez basse et ce qui est plutôt étonnant est que le nombre de « sans réponse » est plus important. Ainsi, la population espagnole semble avoir perdu un peu foi dans la construction européenne, puisque sa disparition ne semble pas très importante, mais les Espagnols ne sont pas non plus anti-européens, au vu du peu de réponses « un vif soulagement » qui est d'ailleurs en baisse depuis 1990.

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 117.

²¹⁰ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm, consulté le 25 juin 2012.

Étudions donc un deuxième graphique.

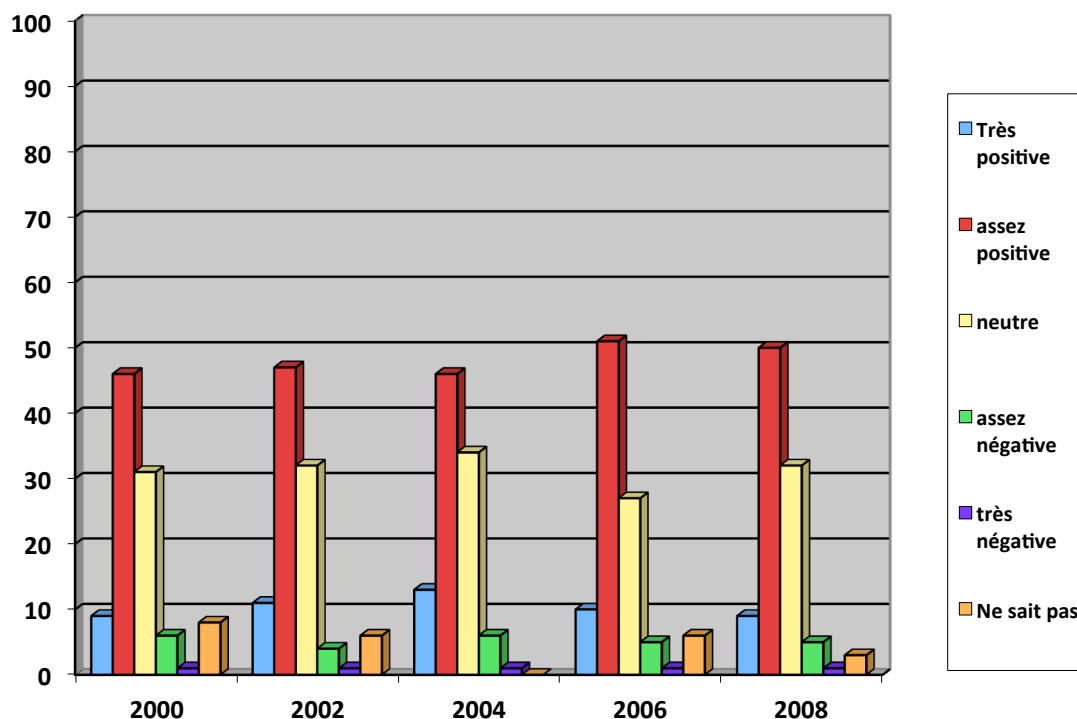


Figure 5. Image de l'Union européenne. Cas de l'Espagne. En pourcentages²¹¹.

Ce graphique répond à la question « Quelle image l'Union européenne vous renvoie-t-elle ? », entre 2000 et 2008. On observe très nettement la prééminence de la réponse « assez positive », d'ailleurs en augmentation depuis l'année 2000. Au contraire, la réponse « très positive » est assez discrète et en diminution depuis 2004. Le deuxième pourcentage le plus important correspond à la réponse « neutre », relativement stable depuis 2000. Observons que la réponse « très négative » est assez infime, et la réponse « assez négative » peu importante, et même en diminution depuis 2004. Ainsi, on peut remarquer que les Espagnols, depuis 2008 sont assez positifs quant à l'image de l'Union européenne, et ne rejettent pas celle-ci. Les visions négatives sont très pauvres, ce qui peut nous faire penser que les Espagnols sont plutôt pro-européens.

²¹¹ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm, consulté le 25 juin 2012.

Observons maintenant un troisième et dernier graphique.

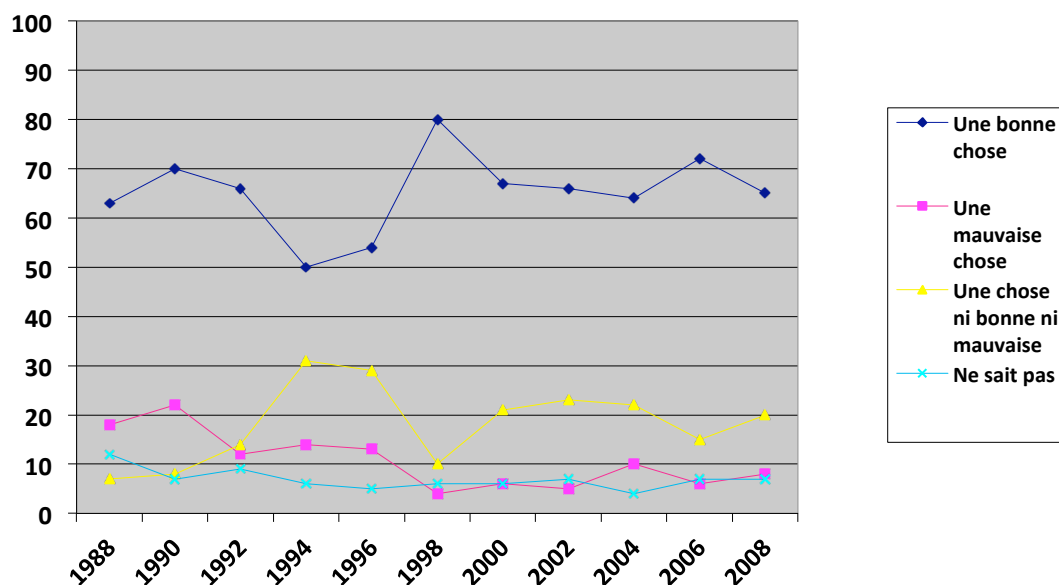


Figure 6. Appartenance de l'Espagne à la communauté européenne. En pourcentages²¹².

Ce graphique recense les réponses à la question « pensez-vous que l'appartenance de votre pays à la communauté européenne est ... ? ». Pour l'Espagne bien sûr, les données commencent dès 1988, puisque son adhésion ne date que de 1986. La réponse « une bonne chose » est nettement en position phare. Elle a visiblement connu des hauts et des bas avec une grosse variation entre 1992 et 1998, mais elle est globalement restée positionnée autour des 62%. La réponse « une mauvaise chose » a très visiblement diminué depuis 1988. Les personnes neutres sont en augmentation, avec parfois quelques pics d'augmentation ou de diminution. Entre 2006 et 2008, on remarque que l'appartenance de l'Espagne à la communauté européenne est moins vue comme une bonne chose, mais que le taux des réponses « mauvaise chose » a un peu diminué –ceci à cause peut-être de la crise économique qui s'annonçait. Ce que l'on peut en tous cas conclure, c'est que la majorité des Espagnols pensent qu'appartenir à l'Union européenne est globalement bon pour l'Espagne. Rares sont ceux qui s'y opposent. Nous pouvons donc confirmer que les Espagnols sont plutôt pro-européens.

4.3. Ce que les médias prévoient suite à la crise. Des révoltes, des révolutions dans ces pays ?

4.3.1. La réaction attendue de ces deux pays ?

Devant la crise qui s'amorçait en 2008, les médias étaient partagés quant à la réaction qu'elle pourrait provoquer. Cependant, beaucoup d'observateurs avaient déclaré que certains pays allaient sûrement rejeter l'Union européenne, en la blâmant pour la crise économique et les conséquences provoquées par celle-ci.

Dans les pays fortement visés par cette expectative, se trouvait bien évidemment l'Espagne. Connaissant le niveau de vie assez bas du pays, beaucoup s'attendaient à des manifestations en grand nombre ou un vrai rejet d'une part de la monnaie unique, l'euro, et d'autre part de l'Union européenne, c'est-à-dire du projet européen en général. La France était aussi visée par cette révolte potentielle contre l'Union européenne. On s'attendait à ce que les Français se rebellent contre ce qu'ils pourraient estimer responsable de la crise, de la hausse des prix, de la dette colossale et des plans de rigueurs.

²¹² Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm, consulté le 25 juin 2012.

Mais pourquoi s'attendre à une telle réaction ? D'une part, avant 2007, l'Espagne n'était déjà pas en très bonne situation économique. Une telle crise comme celle de la zone euro en 2008 allait donc très probablement contribuer à alimenter le malaise et provoquer chez les Espagnols une attitude de rejet envers l'Union européenne. D'un autre côté, les Français sont connus pour leur attitude assez changeante envers l'Union européenne selon la conjoncture. Ainsi, la crise de l'euro allait sûrement provoquer un fort sentiment de rejet.

Nous allons à présent nous pencher sur des extraits d'articles ou d'essais qui prévoyaient ce rejet de l'Union européenne et nous étudierons en quatrième partie si effectivement cette crise de l'euro a provoqué un rejet de l'Union européenne pour la France et l'Espagne. Notre choix d'articles n'a pas voulu être limité aux grands médias traditionnels et nationaux mais s'étend aux plus petits sites internet, voire des blogs, pour s'intéresser aux réactions autant officielles que populaires.

4.3.2. La France et l'Espagne face à la crise dans les médias

Regardons à présent ce que les médias ont dit de la crise dans ces deux pays et les conclusions que certains en ont tirées. Dans un article du 2 juin 2008²¹³, on peut lire qu'une « vague de grèves et de manifestations (a pris place) dans toute l'Europe ». En effet, on assiste à une grève des marins-pêcheurs en France, au Portugal, en Espagne et en Italie qui protestent tous contre la hausse du prix du pétrole. L'article rappelle que « la pêche emploie quelque 400 000 personnes dans l'Union européenne et est particulièrement importante en Espagne, France, Italie et Portugal ». Ces grèves sont particulièrement un message adressé à l'Union européenne, comme l'explique Javier Garat dans son article : « c'en est trop pour les gens et ils protestent parce que les gouvernements et la Commission européenne ne font rien ». Ce mouvement de grève se situe dans les débuts de la crise économique. Un an après, dans un article du 20 juin 2009²¹⁴ sur www.Tf1.fr, on peut lire qu'une grosse manifestation d'agriculteurs a eu lieu à Bruxelles contre la chute des prix du lait. Ces agriculteurs sont d'origine française, allemande, belge ou néerlandaise en majorité. L'article relève que les producteurs de lait sont « confrontés à une chute brutale des prix du fait notamment de la crise économique ». Cette manifestation se déroule au moyen de tracteurs envahissant les rues de la Bruxelles européenne pour attirer l'attention des dirigeants européens sur les problèmes économiques.

Le 7 mai 2010²¹⁵, un article de www.altermedia.info rapporte les extraits d'un sondage de l'IFOP mené pour la lettre de l'opinion en mai 2010. Ce sondage indique que « quatre Français sur dix souhaitent l'abandon de l'euro et le retour au franc » et que « 38% des personnes interrogées expriment leur rejet de la monnaie unique européenne, malmenée par la crise grecque ». Malgré ce taux de rejet, il semble néanmoins que la majorité n'est pas prête à abandonner l'euro malgré la crise économique que la France traverse. Quelques mois plus tard, on peut lire dans un article du *Monde* du 28 septembre 2010²¹⁶, des réactions d'internautes espagnols décrivant la situation du pays : « la précarité est devenue la norme » ou encore « ici on travaille jusqu'à 65 ans, bientôt 67, 40 heures par semaine et avec bien moins de congés payés (qu'en France). Les licenciements vont être facilités, les retraites gelées, le tout sachant que le chômage avoisine les 20% ». D'ailleurs un article du même journal vient confirmer la donne le 29 avril 2011²¹⁷. Selon ce dernier, le chômage en Espagne a atteint 21,29 %, ce qui est un « taux inédit depuis début 1997 » et « le plus élevé parmi les pays de l'OCDE ». L'Espagne atteint un chiffre record de presque cinq millions de chômeurs.

Suite à cela, on assiste dès le mois de mai 2011 à un mouvement de révolte en Espagne, prenant le nom de « Democracia real ya ». Michel Collon, dans un article du 19 mai 2011²¹⁸ explique que « taux de chômage à 20%, surendettement qui poussent des familles à la rue, profits gigantesques des banques et impossibilité

²¹³ <http://www.wsws.org/francais/News/2008/jun08/prot-j03.shtml> consulté le 27 juin 2012.

²¹⁴ <http://lci.tf1.fr/economie/social/2009-06/l-ue-s-attaque-au-prix-du-lait-4883049.html> consulté le 27 juin 2012.

²¹⁵ http://fr.altermedia.info/general/plus-dun-francais-trois-rejettent-leuro_30183.html consulté le 28 juin 2012.

²¹⁶ http://www.lemonde.fr/Europe/article_interactif/2010/09/28/greve-generale-en-espagne-la-precarite-est-devenue-la-norme_1417249_3214.html#xtor=RSS-3208 consulté le 27 juin 2012.

²¹⁷ http://www.lemonde.fr/Europe/article/2011/04/29/le-chomage-Espagnol-atteint-un-taux-record_1514720_3214.html#xtor=RSS-3208 consulté le 28 juin 2012.

²¹⁸ <http://www.michelcollon.info/Le-printemps-Espagnol-serait-il-en.html> consulté le 28 juin 2012.

de sortir de l'alternance gauche-droite, tout ceci suscite un ras-le-bol général dans la société ». En effet, un article de www.bastamag.net²¹⁹ du 20 mai 2011 explique que « l'impression d'être une génération sacrifiée, condamnée à la précarité perpétuelle, a poussé nombre de jeunes à occuper les rues ». L'article continue en disant : « la crise économique frappe de plein fouet la jeunesse espagnole ».

Le 18 août 2011, un article²²⁰ du www.20minutes.fr rapporte que Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne a déclaré que « l'Euro et l'Union européenne étaient au bord du gouffre ».

Sur www.gaullisme.fr, dans un article du 18 septembre 2011²²¹, l'économiste français Jacques Sapir déclare que « la crise de l'euro est désormais entrée dans sa phase terminale [...]. La crise actuelle est appelée à s'aggraver, rythmée par le défaut de la Grèce (octobre ou novembre), le déclenchement de la crise espagnole et une crise bancaire généralisée dans les pays de la Zone Euro ». Il parle aussi d'« agonie de l'euro ». Sapir prévoit une déliquescence de certains pays dont l'Espagne, pour laquelle il prévoit une « crise sociale grave liée à l'interruption des allocations chômage pour une partie des chômeurs arrivant en fin de droit ». Il explique que « l'euro dans sa forme actuelle est condamnée » et que la meilleure solution serait « une dissolution de la zone qui permettrait de mettre en avant immédiatement les institutions nécessaires à une transition ordonnée ». Dans un article de *l'Express*²²² le 19 octobre 2011, on apprend que l'agence d'évaluation financière Moody's a baissé la note de solvabilité de l'Espagne de A1 à Aa2 car « elle continue d'être vulnérable aux tensions du marché ».

Un article²²³ du 30 novembre 2011 du site www.egaliteetreconciliation.fr rapporte les paroles de l'économiste Paul Krugman qui explique que « si l'Italie et l'Espagne rencontrent aujourd'hui de telles difficultés économiques –dont les sommets atteints par le taux d'intérêt de leur dette sont le symbole- c'est qu'en adoptant l'euro, les deux pays ont abdiqué tout pouvoir en matière de politique monétaire. » Ainsi « l'Espagne et l'Italie se sont réduites au rang de pays du tiers monde, qui doivent emprunter dans une monnaie qui n'est pas la leur. Plus précisément, parce que les pays européens ne peuvent pas imprimer leur propre monnaie, même en cas d'urgence, ils rencontrent des difficultés de financement que les nations qui ont conservé leur propre devise ne connaissent –avec les résultats que nous voyons maintenant- pas ».

En janvier 2012, c'est au tour de la France de voir sa note se dégrader, nous rapporte le journal *La Tribune*²²⁴. L'agence de notation financière Standard & Poor's a choisi de baisser la note de la France en lui retirant son excellent AAA. La France est ainsi descendue à AA+. Mais pour l'Espagne, la situation n'est pas meilleure. www.Latinreporters.com²²⁵ explique dans un article du 28 janvier dernier que l'Espagne est à présent dotée « d'une véritable armée de 5.3 millions de chômeurs », la plus imposante de l'Union européenne. L'article parle de « chiffre record historique » : « parmi les jeunes de moins de 25 ans, le taux de chômage explose à près de 50% ». Le 30 janvier, c'est www.rtb.be²²⁶ qui annonce que la zone euro atteint un nouveau record avec un chômage à 10.4%. On peut lire que « l'Espagne est toujours le pays où le taux de chômage est le plus élevé, à 22.9% » et que « le taux de chômage de la France, à 9,9% progresse par rapport à novembre (9.8%) ».

Le 10 mai 2012, c'est www.slate.fr²²⁷ qui explique que « l'Espagne est dans la crise jusqu'au cou » et que malgré son essor d'il y a quelques années, elle « semble aujourd'hui courir à sa perte ». L'article suggère

²¹⁹ <http://www.bastamag.net/article1555.html> consulté le 26 juin 2012.

²²⁰ <http://www.20minutes.fr/economie/771858-euro-comme-Europe-bord-gouffre-selon-jacques-delors> le 28 juin 2012.

²²¹ <http://www.gaullisme.fr/2011/09/16/lagonie-de-l-euro/> consulté le 28 juin 2012.

²²² <http://www.express.be/business/fr/economy/cf473856dc462e3cd9ac20c008f5b442-7c1/154558.htm> consulté le 28 juin 2012.

²²³ <http://www.egaliteetreconciliation.fr/Comment-l-euro-a-transforme-l-Espagne-et-l-Italie-en-pays-du-tiers-monde-9325.html> consulté le 28 juin 2012.

²²⁴ <http://www.latribune.fr/actualites/economie/union-Europeenne/20120113trib000677897/sp-degrade-la-note-de-la-france-et-de-plusieurs-pays-de-la-zone-euro.html> consulté le 29 juin 2012.

²²⁵ <http://www.latinreporters.com/espagnepol28012012fg.html> consulté le 28 juin 2012.

²²⁶ http://www.rtb.be/info/economie/detail_zone-euro-le-taux-de-chomage-bat-un-nouveau-record-a-10-4?id=7487653&category=economie consulté le 28 juin 2012.

²²⁷ <http://www.slate.fr:81/story/54787/euro-mort-sud-Europe> consulté le 28 juin 2012.

comme solution « la possibilité de quitter la zone euro » puisque un pays « économiquement souverain a au moins la chance de pouvoir essayer de remettre les choses en ordre, tandis qu'un pays dépendant des choix macroéconomiques d'une autre nation ne peut qu'espérer qu'on lui fasse l'aumône ».

Un article²²⁸ du 3 juin 2012, rédigé par Jacques Sapir et paru sur fr.rian.ru explique que « la crise bancaire espagnole a en effet atteint un seuil critique ». L'économiste explique que cette crise se répand dans les autres pays et que « cette dégradation [...] est très corrosive pour la confiance en l'Euro, qui est abandonné par de nombreux agents dans et hors de la zone euro ». Jacques Sapir en conclut que « la fin de l'Euro se profile à l'horizon ».

4.3.3. Conclusion et spéculation sur nos deux cas d'étude

Face à cette courte étude de la réaction des médias devant la crise en France et en Espagne, il est à présent temps de se demander quelle réaction on attendait des populations touchées par la crise de l'euro. Un rejet de l'Union européenne ? Un rejet de la zone euro ? Ni l'un, ni l'autre ?

À la lumière des études que nous avons faites sur ces pays, et au travers des différents articles que nous avons évoqués, nous pouvons à présent spéculer un peu sur le sujet, et mettre au grand jour les idées de certains observateurs. Nous étudierons empiriquement l'euro comme facteur ou non d'identification à l'Union européenne dans la quatrième et dernière partie qui suivra.

Parlons d'abord de la France. Nous avons remarqué grâce aux sondages que les Français avaient une image plutôt positive de l'Union européenne, en tous cas jusqu'en 2008. En effet, même si on ne distingue pas un enthousiasme débordant, l'attitude est assez positive en majorité. Sur le graphique rapportant l'attitude des Français en cas d'abandon ou de dissolution de la communauté européenne, on peut tirer la même conclusion : pas d'enthousiasme frappant, plutôt même de l'indifférence, mais en tous cas pas de souhait d'abandon ou de soulagement devant une telle éventualité. En ce qui concerne l'évaluation des Français de l'appartenance de leur pays à la communauté européenne, l'attitude majoritaire était de dire que l'appartenance est une bonne chose, ou qu'en tous cas elle ne nuit pas à la France. On peut donc s'attendre de la part des Français à une attitude plutôt pro-européenne, mais sans toutefois conclure à un européisme effréné. Peut-être cette attitude positive est-elle liée à la réussite économique de l'Union européenne ? Peut-être changera-t-elle dès la crise économique de 2008 ?

Les sondages montrent que la France a été touchée, comme les autres pays européens, par la crise économique de la zone euro en 2008. La note financière a été dégradée, on a pu voir quelques manifestations de la part des Français dans le pays ou ailleurs et noter que 40% des Français en 2010 souhaitaient abandonner l'euro. Malgré certaines affirmations de journalistes ou d'économistes, qui voient la fin de l'euro arriver, les Français ne semblent pas rejeter en bloc l'Union européenne ou même l'euro. Mais en toute logique on pourrait quand même prévoir un rejet à cause de la conjoncture économique.

On pourrait donc s'attendre à ce que la crise de l'euro ait entaché l'appartenance des Français au projet européen. Il ne faudrait peut-être pas s'attendre à un rejet total, puisque les Français semblent être plutôt pro-Europe, mais peut-être à un détachement ou un doute quant à cette Union européenne.

Quant à l'Espagne nous avons pu voir dans les sondages que la population était plutôt européiste. Nous remarquons quant à l'abandon de la communauté européenne que si l'indifférence est de plus en plus marquée, le soulagement n'est pas à l'ordre du jour. Pour ce qui est de l'image de l'Union, elle est largement positive, bien que beaucoup se prononcent pour un avis « neutre ». En ce qui concerne l'appartenance de l'Espagne à l'Union européenne, celle-ci semble presque faire l'unanimité puisqu'une imposante majorité s'accorde à dire que c'est une bonne chose. L'Espagne semble donc être un pays très européen et très attaché à son appartenance communautaire.

Cependant, les articles que nous avons consultés parlent d'une Espagne ravagée par la crise économique avec une note financière là aussi dégradée, des mesures de rigueur très serrées, des conditions de vie de plus en plus difficiles et un chômage important, le plus élevé des pays de l'OCDE et de la zone euro.

²²⁸ <http://fr.rian.ru/tribune/20120603/194909670.html> consulté le 28 juin 2012.

Devant ces difficultés économiques, on pourrait s'attendre à ce que les Espagnols commencent à rejeter l'Union européenne, et surtout la zone euro. En effet, on peut penser que tant que tout va bien au niveau économique, l'appartenance et l'identification des Espagnols au projet européen continuera à augmenter mais que dans une situation comme celle où ils se trouvent depuis 2008, ils auront tendance à rejeter l'Union européenne en la blâmant.

Beaucoup d'observateurs, et particulièrement les eurosceptiques, avaient annoncé un fort rejet de l'Union européenne suite à la crise en France, mais plus particulièrement en Espagne. Nous verrons dans la partie suivante si cela s'est véritablement passé.

5. Etude empirique des cas d'étude. Test de l'hypothèse

Dans cette cinquième et dernière partie, nous allons nous attaquer, comme annoncé précédemment à l'étude empirique de nos deux cas d'étude, et au test de nos hypothèses. Nous allons voir si dans les faits, les Français et les Espagnols ont rejeté l'euro et le projet européen suite à la crise économique qui frappe la zone euro depuis 2008. Si tel n'est pas le cas, nous verrons en quoi l'euro reste un facteur d'identification malgré la crise. Nous verrons également si l'euro avant la crise a bien joué son rôle de symbole. En bref nous allons nous pencher de manière très précise sur l'attachement de ces peuples au projet européen.

Rappelons nos hypothèses:

H1. L'euro a un effet positif sur l'identification au projet européen.

H2. La crise de la zone euro a un effet négatif sur l'identification au projet européen.

Nous étudierons dans un premier temps le cas de la France et dans un deuxième temps le cas de l'Espagne. Nous étayerons notre étude avec l'examen de quelques sondages et articles.

Pour les sondages, nous nous appuyons principalement sur des données de l'Eurobaromètre. Celui-ci est un outil mis en place par la Commission européenne et créé en 1973. Son but était de pouvoir suivre régulièrement l'opinion publique afin d'évaluer le ressenti sur la construction européenne, et la vie européenne. L'Eurobaromètre est ainsi devenu une source incontournable de données. Mais attention, comme tous les sondages, l'Eurobaromètre souffre évidemment de certains biais. Ce n'est pas le sujet de notre étude aujourd'hui, mais il est important de le garder en mémoire. Comment le dit²²⁹ Philippe Aldrin, « un instrument tel que l'Eurobaromètre, occupant un magistère d'expertise quasi exclusif sur l'analyse des opinions des Européens et servant aussi assidûment à la fois le projet d'intégration européenne et la voie supranationale – tous deux portés par l'institution qui en est le commanditaire – devrait attiser la curiosité sociologique ». Soyons donc attentifs à relativiser les sondages. Comme le disait Mark Twain : « Les faits sont têtus. Il est plus facile de s'arranger avec les statistiques ».

Pour notre étude de cas, nous allons nous concentrer sur un tronçon d'histoire, la période 2002-2011, voire 2012, lorsque les données sont accessibles. Nous avons choisi ces dates pour notre étude car, d'une part, 2002 correspond à la mise en circulation des euros pour les pays membres de la zone euro à l'époque et, d'autre part, 2011, voire 2012, car c'est un vrai sujet d'actualité.

5.1. La France

5.1.1. Les sondages

Dans cette partie nous allons tester nos hypothèses au moyen de sondages. L'euro a-t-il contribué à un attachement à l'Union européenne ? Les Français se sentent-ils moins européens avec la crise de l'euro ? Rejetent-ils l'Europe ou la monnaie européenne ? Peut-on observer un refus de continuation d'intégration européenne ?

Nous verrons dans un premier temps les sondages qui pourraient confirmer nos hypothèses, puis ceux qui les réfutent. Nous étudierons ces données à partir des sondages de l'Eurobaromètre ou de l'IFOP principalement.

²²⁹ http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/58/61/56/PDF/ALDRIN-Les_EurobaromA_tres_entre_sciences_et_politique_2010_.pdf p. 2. Consulté le 11 juillet 2012.

5.1.1.1. Les sondages confirmant une partie de nos hypothèses

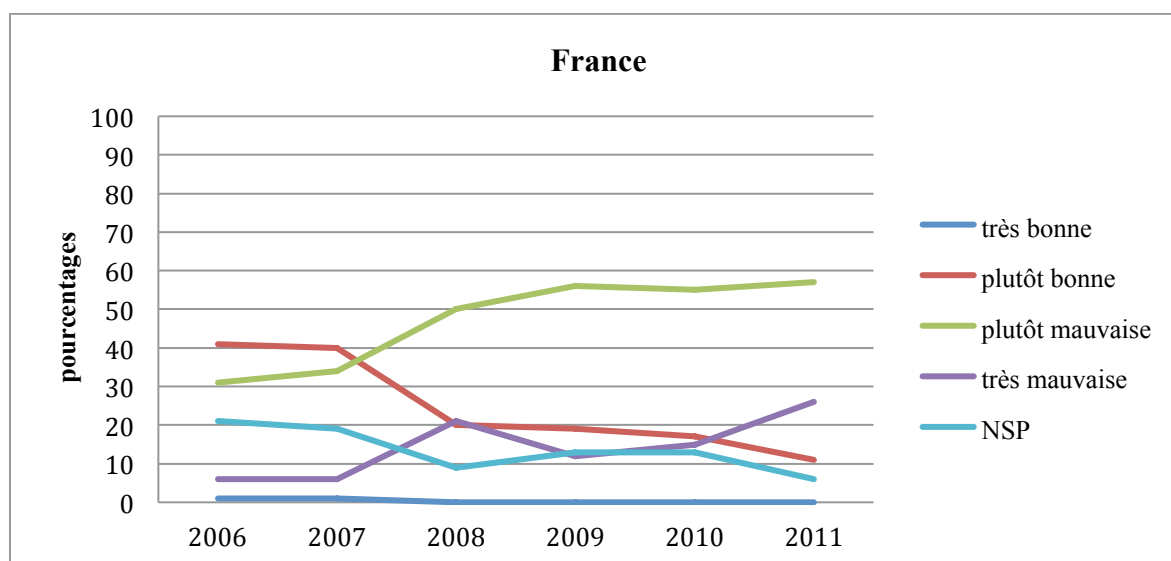


Figure 1. Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants : la situation de l'économie européenne ?

Ce premier graphique²³⁰ répond à la question de l'Eurobaromètre « Comment jugez-vous la situation actuelle de l'économie européenne ? ». Nous étudions ici les réponses de la population française. Nous pouvons constater une dégradation de l'évaluation de la situation économique. En effet, depuis 2006, (la question n'était pas posée dans les Eurobaromètres précédents) on peut remarquer que les Français ont constaté une détérioration de l'économie européenne car la part des réponses « plutôt mauvaise » est en forte hausse sur la période étudiée. Alors qu'elle était à 31% en 2006, elle est à 57% en 2011. De plus, le taux de réponse « très mauvaise », qui a connu une forte augmentation entre 2007 et 2008 est plus élevé en 2011 qu'en 2006, avec un écart de 20%. L'année charnière est visiblement l'année 2007 puisque l'on remarque une forte diminution des réponses positives. Ce graphique nous explique donc que les Français sont conscients que l'Europe traverse une crise économique et qu'elle est très touchée depuis 2007-2008. On peut donc s'attendre à un rejet de l'Union européenne qui peut être tenue comme responsable.

²³⁰ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

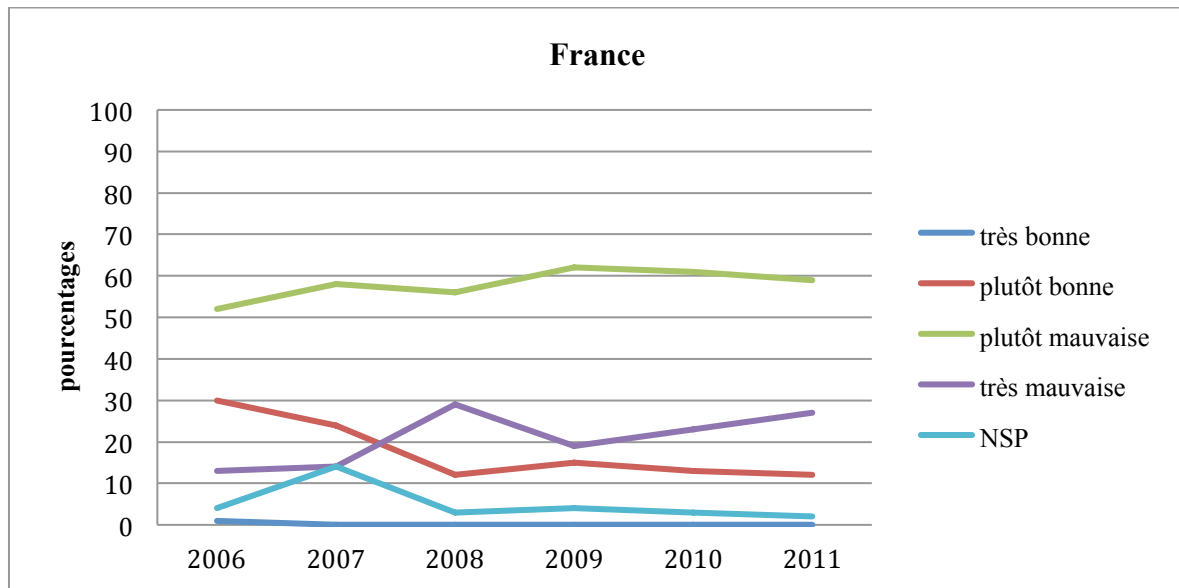


Figure 2. Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants : la situation de l'économie nationale ?

Ce second graphique²³¹ répond à la question : « comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? » en l'occurrence, « l'économie nationale » pour la France entre 2006 et 2011. Ce qui frappe au premier abord est que la réponse « plutôt mauvaise » est toujours en pôle position. En effet, le taux oscille entre 52% au minimum et 62% au maximum. D'un autre côté, la réponse « très mauvaise » est en nette augmentation entre 2007 et 2008 puisqu'elle passe de 14% à 29%. La réponse « très bonne » n'est presque pas visible puisqu'elle est de 0% à partir de 2007. La conclusion que l'on peut tirer de ce graphique est que la population française estime que son économie nationale est plutôt mauvaise posture. Cela rejoint l'analyse précédente de l'économie européenne même si on remarque un avis beaucoup plus tranché sur l'économie nationale.

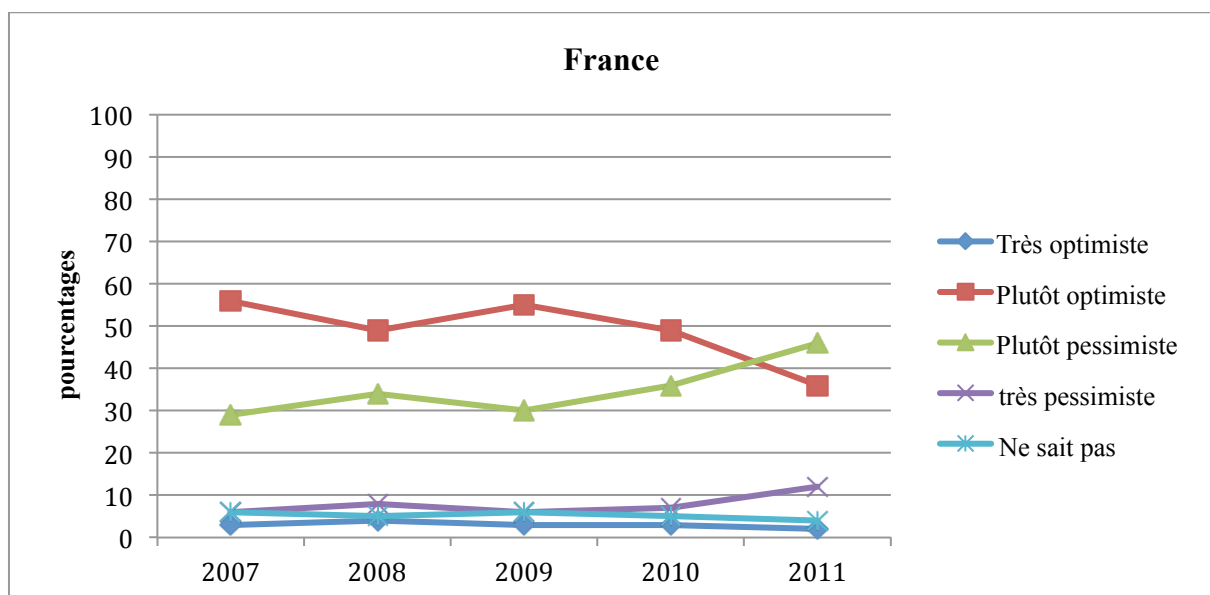


Figure 3. Attitude par rapport au futur de l'Union européenne.

²³¹ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

Ce troisième graphique²³², qui nous vient aussi des enquêtes Eurobaromètres de la Commission européenne met en évidence l'attitude de la population française par rapport au futur de l'Union européenne. Les données commencent en 2007 car la question n'était pas posée avant cette date. Nous pouvons relever plusieurs éléments. Tout d'abord l'attitude « plutôt optimiste » est dominante jusqu'en 2010, où elle est dépassée par l'attitude « plutôt pessimiste ». Les extrêmes (très optimiste ou très pessimiste) restent à des taux assez faibles même si les très pessimistes sont plus nombreux. On remarque quand même que de manière générale, on assiste depuis 2009 à une augmentation du pessimisme quant au futur de l'Europe. Nous pouvons en tirer comme conclusion que les Français ont de plus en plus de mal à garder une vision optimiste de l'Europe mais que celle-ci n'est pas non plus catastrophique. La crise économique semble effectivement avoir atteint un peu le moral des Français par rapport à la construction européenne mais ne l'a pas complètement démoli.

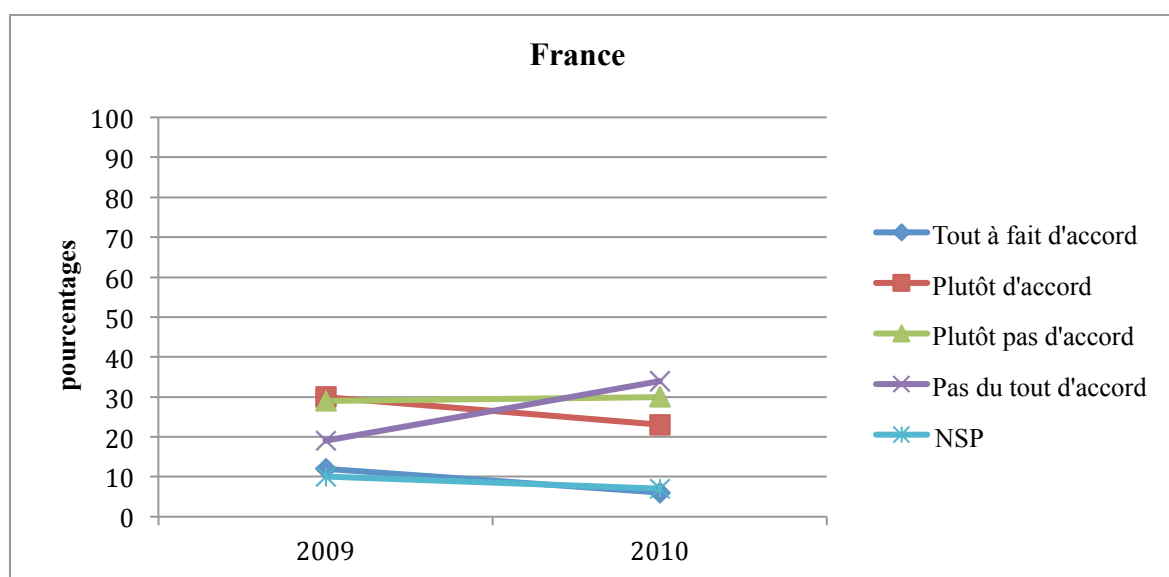


Figure 4. D'accord ou pas d'accord: l'euro a globalement atténué les effets de la crise ?

Ce quatrième graphique²³³ tiré de l'Eurobaromètre nous intéresse particulièrement dans le cas de notre étude. La question posée aux interrogés est la suivante : « êtes-vous d'accord ou pas d'accord de dire que l'euro a globalement atténué les effets de la crise ? ». Comme la crise a frappé en 2008, cette question n'a été posée que depuis l'Eurobaromètre de 2009, mais il est toujours intéressant d'étudier ces deux années. En 2009, 30% sont plutôt d'accord avec cette affirmation et 29% ne sont plutôt pas d'accord. Les Français semblent donc divisés sur la question. Mais en 2010, c'est l'avis « pas du tout d'accord » qui l'emporte à 34%, ce qui est un chiffre non négligeable. Ce que nous constatons au travers de ce graphique, c'est que suite à la crise, les Français ont commencé à douter du pouvoir de l'euro à régler la crise économique. Cela conduirait-il les Français à rejeter la monnaie unique ?

²³² Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

²³³ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

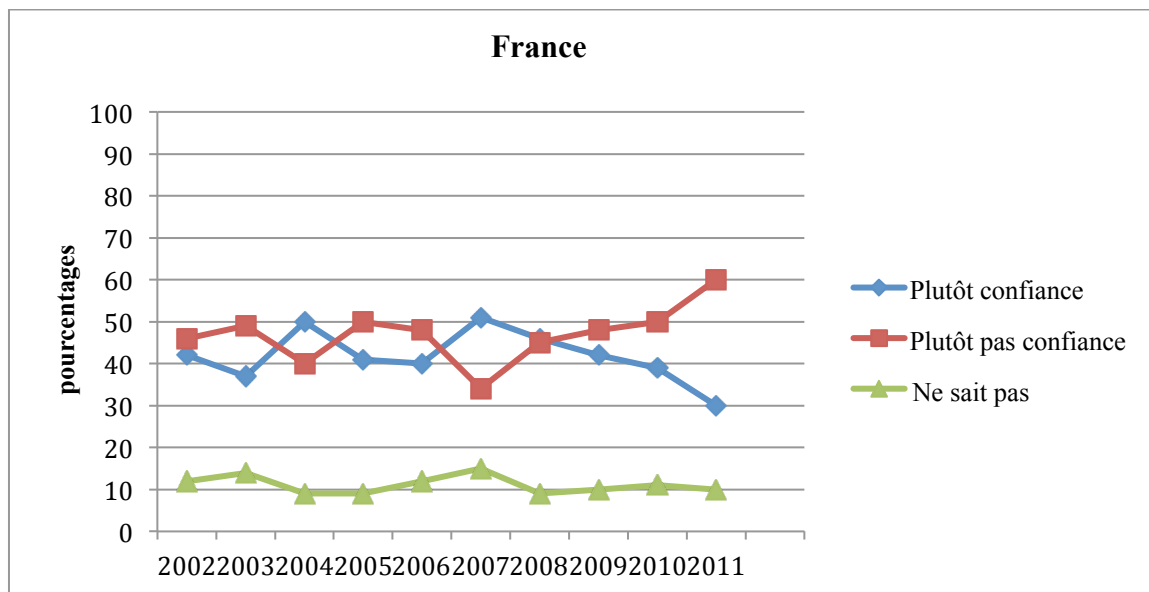


Figure 5. Confiance ou pas confiance en l'Union européenne ?

Ce cinquième graphique²³⁴ de l'Eurobaromètre indique le taux de confiance des Français envers l'Union européenne entre 2002 et 2011. On remarque entre 2002 et 2007 que les Français hésitent entre confiance et rejet mais que dès 2007, leur avis devient plus tranché. En effet, à cette date, qui marque le début de la crise économique, la part des gens faisant confiance à l'Union européenne diminue nettement alors que la part des sceptiques augmente visiblement puisque qu'elle passe de 34% à 60%. Les années charnières de la confiance ou non-confiance envers l'Union sont, au vu du graphique, 2007-2008 et 2010-2011 (variation plus importante), ces dernières marquant sans doute une période de crise plus dure pour l'Union européenne, avec entre autre la crise grecque. Il semble donc que la majorité des Français ont, depuis la crise, perdu confiance en l'Union européenne même si 30% des interrogés déclarent avoir toujours confiance.

²³⁴ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

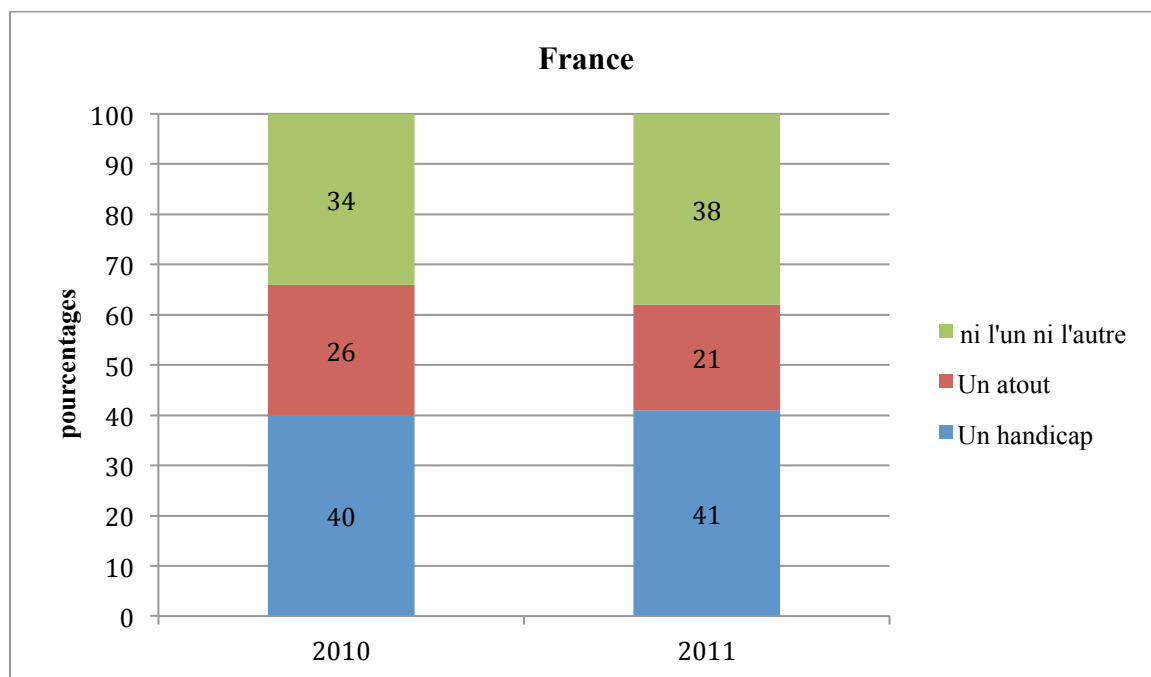


Figure 6. Au cours de ces deux dernières années de crise économique et financière, diriez-vous que l'euro a été...?

L'IFOP a posé aux Français un assez grand nombre de questions relatives à l'euro, suite à la crise économique, dont celle-ci²³⁵ : « au cours des deux dernières années de crise économique et financière, diriez-vous que l'euro a été un atout, un handicap ou ni l'un ni l'autre ? ». Sur les deux années où la question a été posée, c'est la réponse « un handicap » qui est majoritaire, suivi par « ni l'un ni l'autre ». Ainsi, les Français ont jugés que l'euro était plutôt handicapant dans les dernières années de crise économique. Les Français semblent attachés à la monnaie unique mais ne sont ni satisfaits de son utilisation ni persuadés de son efficacité.

²³⁵ http://www.ifop.com/media/poll/1654-1-study_file.pdf p. 35. Consulté le 05 juillet 2012.

5.1.1.2. Les sondages réfutant une partie de nos hypothèses

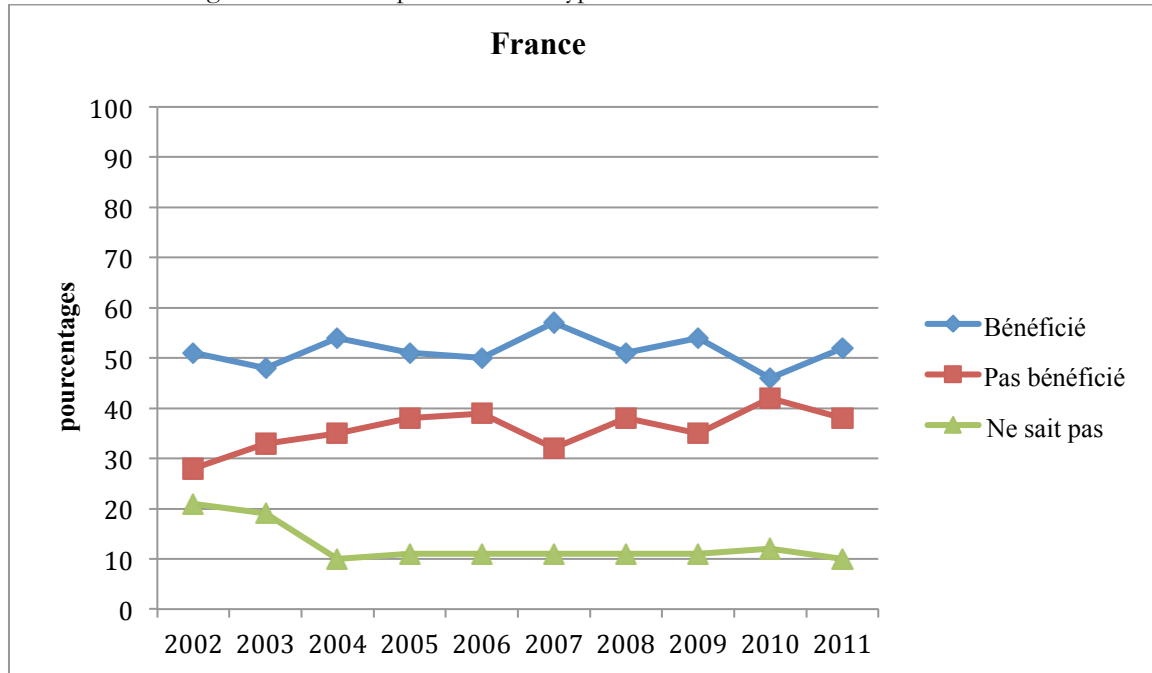


Figure 7. Estimez-vous que le pays a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne ?

Ce graphique²³⁶ rassemble les réponses données à la question de l'Eurobaromètre « pensez-vous que votre pays a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne ? » pour la France de 2002 à 2011. On observe une prédominance de la part « bénéficié » tout au long de ces années. Ceci montre que la majorité des Français reconnaît que la France bénéficie de son appartenance à l'Europe. Cependant, on remarque quand même une augmentation de la part des avis négatifs, assez régulière entre 2002 et 2006 puis un peu plus inégale jusqu'en 2011. Le bilan est donc mitigé. Même si la majorité des Français pensent que la France a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne, le taux des sceptiques augmente légèrement, ce qui n'est pas le cas de la courbe de la majorité.

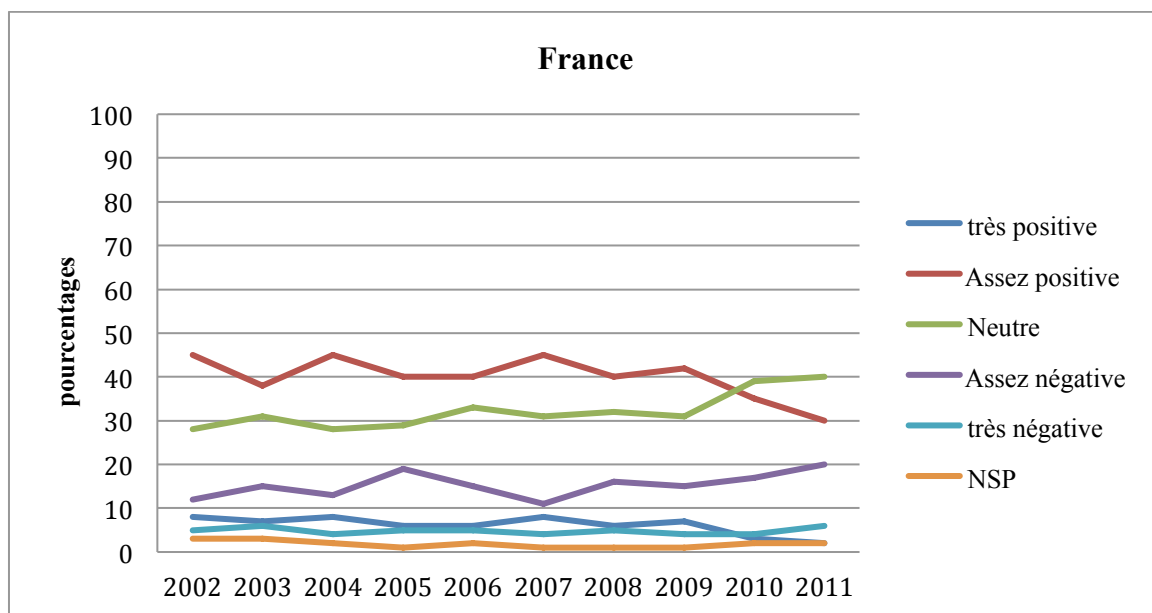


Figure 8. Image de l'Union européenne en général.

²³⁶ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

Ce graphique²³⁷ constitué à partir des données Eurobaromètres présente l'image de l'Union européenne en général parmi la population française. La vision « assez positive » de l'Union européenne est majoritaire jusqu'en 2009 et laisse ensuite la place à la vision « neutre ». La vision « assez négative » n'est pas négligeable non plus même si elle oscille entre 12 et 19%. Elle est en augmentation assez régulière dès 2009. Ceci nous montre que malgré la crise de 2008, les Français n'ont pas rejeté l'Union européenne, puisqu'ils en gardent une vision neutre ou assez positive en général.

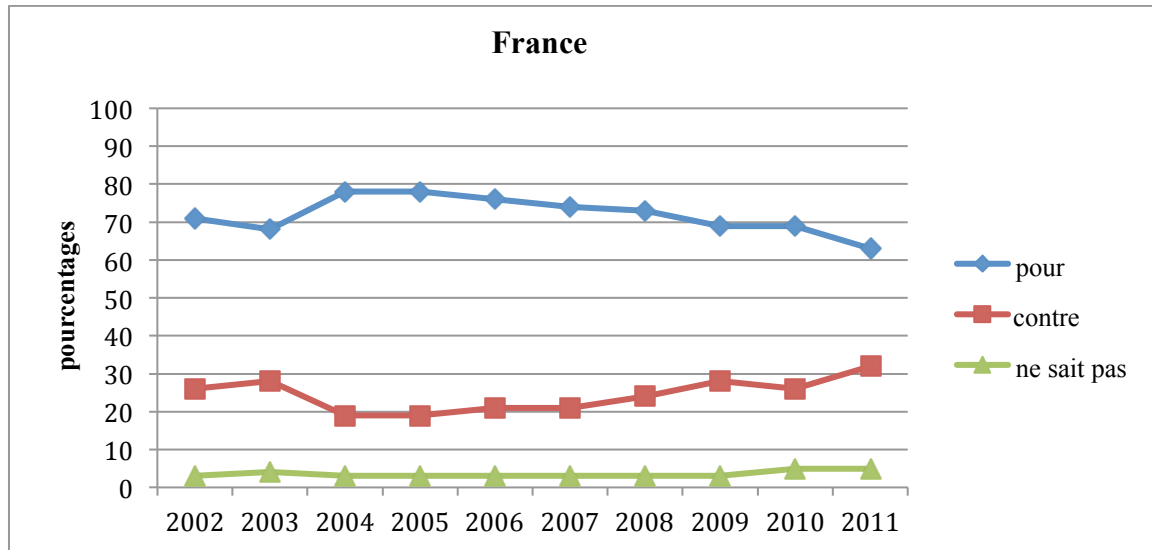


Figure 9. Pour ou contre une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro ?

La question posée²³⁸ est la suivante : « êtes-vous pour ou contre une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro ? ». L'Eurobaromètre révèle que les partisans du « pour » en France sont indéniablement majoritaires. En effet, ils oscillent entre un taux allant de 63 et 78%, ce qui est énorme. Les partisans du « contre » ne franchissent le seuil des 30% qu'en 2011. Cependant, on peut remarquer que même si la population française est majoritairement pour une union économique et monétaire et pour l'euro, son pourcentage connaît une régression continue alors que les opposants à cette union et à l'euro sont en augmentation régulière depuis 2004. Il est intéressant de remarquer que malgré la crise de la zone euro, très peu sont prêts à renoncer à l'union économique et monétaire ou à l'euro, même si ces instruments économiques sont souvent montrés du doigt. La majorité des Français veut garder l'euro.

²³⁷ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

²³⁸ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

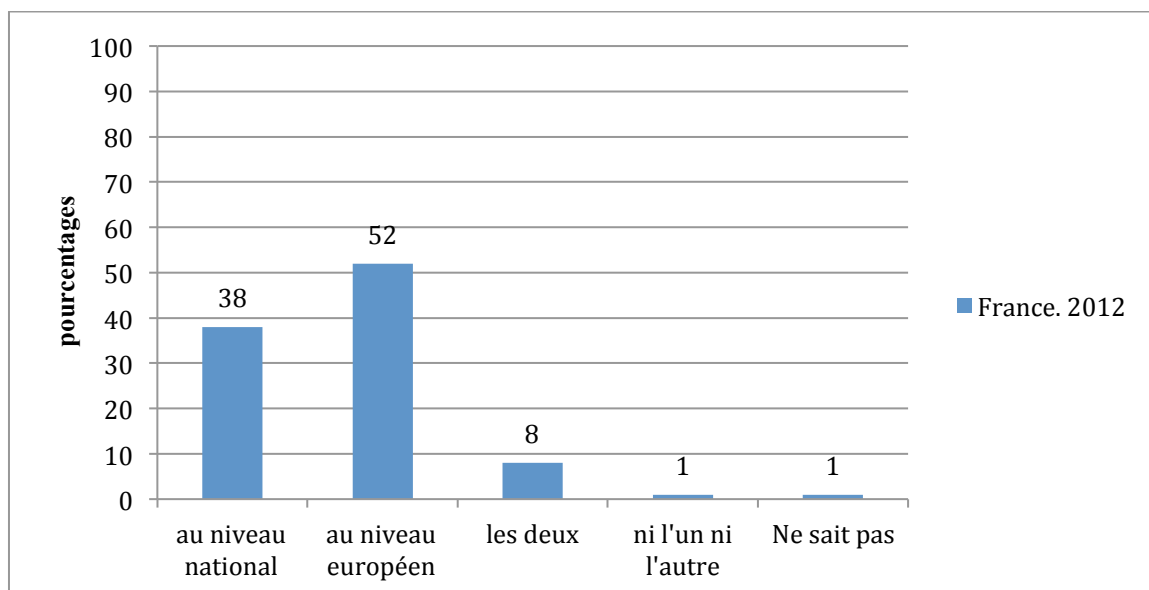


Figure 10. Face à la crise économique actuelle, pensez-vous que les réponses devraient surtout être apportées...?

Dans une enquête Eurobaromètre flash spéciale²³⁹ sur « Les Français et l'Europe » faite en 2012, on trouve les réponses à la question : « face à la crise économique actuelle, pensez-vous que les réponses devraient surtout être apportées... ? ». En 2012, soit quatre ans après le début de la crise économique, il est visible que la majorité des Français souhaitent que des décisions soient prises au niveau européen d'abord (pour 52% d'entre eux). Cependant 38% estiment que les réponses devraient être apportées par leur gouvernement national. Ce que nous pouvons tirer comme conclusion de ce graphique est, bien que la crise soit européenne, les Français souhaitent des réponses européennes. On ne peut pas parler de « repli nationaliste » en France car ceux qui souhaitent voir leur propre pays proposer des solutions ne sont pas majoritaires.

²³⁹ http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/flash_arch_360_345_fr.htm consulté le 02 juillet 2012.

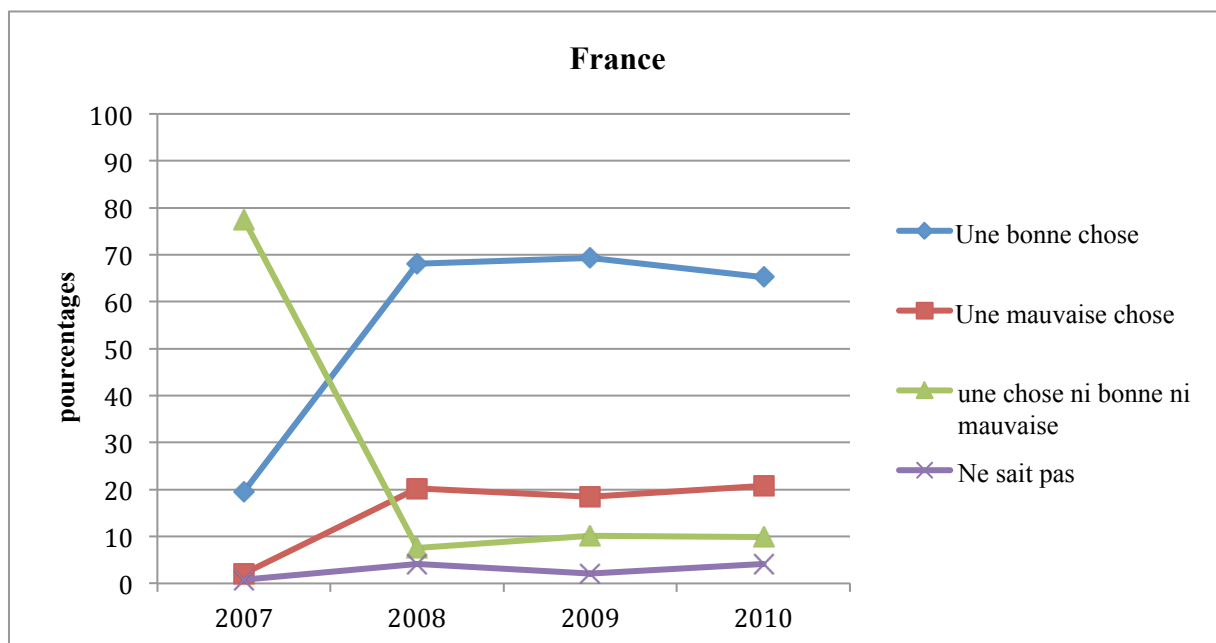


Figure 11. De façon générale, pensez-vous que l'euro est une bonne chose pour l'Europe ?

Ce graphique²⁴⁰ constitué à partir de données de l'Eurobaromètre répond à la question « pensez-vous que l'euro est une bonne chose pour l'Europe ? » posée aux Français entre 2007 et 2010. Ce qui est frappant sur ce graphique est la variation entre 2007 et 2008 des avis des Français. En effet, en 2007, une grande majorité de la population se prononce de façon plutôt neutre au sujet de l'euro, en disant qu'il est « une chose ni bonne ni mauvaise ». Seuls 20% affirment qu'il est une « bonne chose ». Mais dès 2008, la tendance s'inverse et la majorité des Français s'accordent à dire que l'euro est une bonne chose. Seulement 20% environ de la population pensent que l'euro est une mauvaise chose, ce qui n'est pas très significatif mais on remarque quand même que cette courbe a évolué car elle n'était qu'à 2,1% en 2007. Le mécontentement a donc augmenté. Ce graphique prouve toutefois que malgré la crise économique, les Français pensent majoritairement que l'euro est une bonne chose, ce qui met à mal notre deuxième hypothèse.

²⁴⁰ http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/flash_arch_fr.htm consulté le 02 juillet 2012.

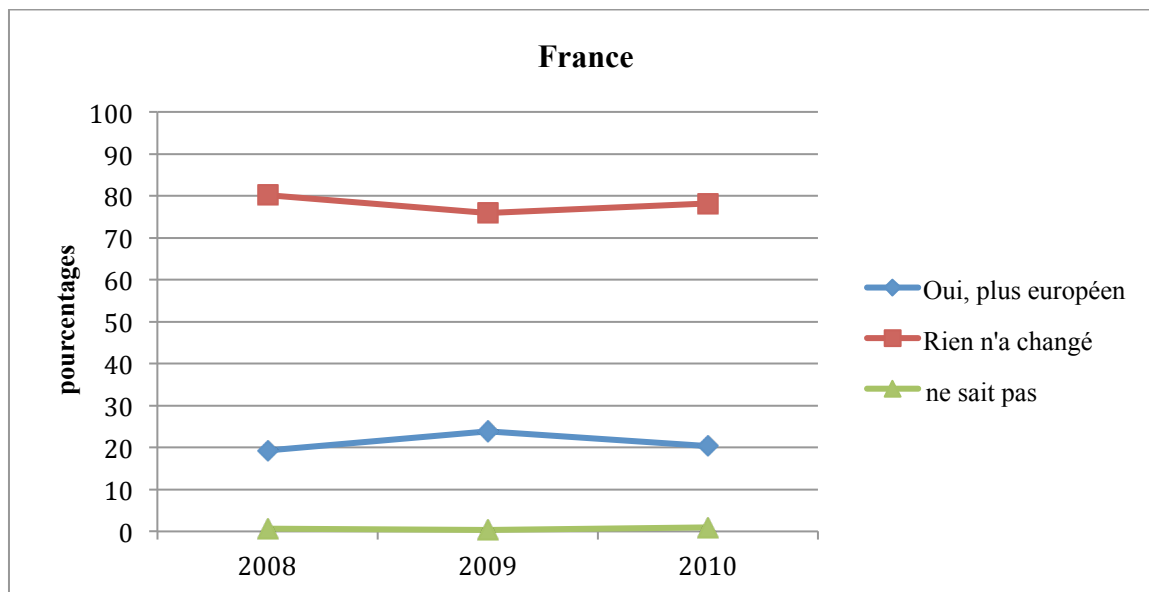


Figure 12. L'euro vous fait-il vous sentir plus européen qu'avant ou diriez-vous que votre sentiment d'être européen n'a pas changé ?

Ce graphique²⁴¹ s'intéresse à l'attitude des Français par rapport à l'euro. La question posée consiste à savoir si l'euro les a fait se sentir plus européens qu'avant ou non. Les données sont inexistantes avant 2008. Ce que l'on peut remarquer dans le cas de la France, c'est que pour une très grande majorité de Français, l'euro n'a rien changé dans leur perception de l'identité européenne. Entre 2008 et 2009, à peu près 23% de Français se sont sentis plus européens grâce à l'euro mais dès 2009, le « rien n'a changé » remonte. Peut-être la prédominance du thème de la crise de la zone euro dans les médias dès 2008 a-t-elle facilité un rapprochement entre euro et identité européenne pour certains mais ce qui est sûr c'est qu'elle n'a rien bouleversé. L'euro n'est pas peut être pas ressenti comme un élément fondateur d'une appartenance européenne, mais peut-être comme un symbole de plus.

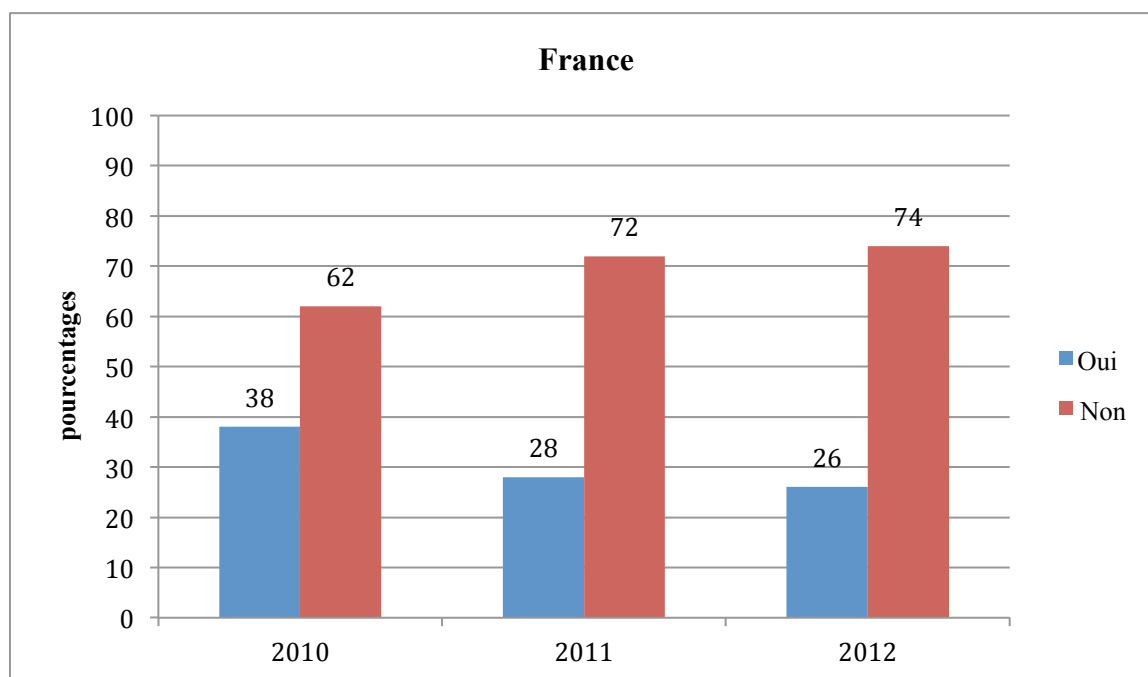


Figure 13. Souhaitez-vous que la France abandonne l'euro et revienne au franc ?

²⁴¹ http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/flash_arch_fr.htm consulté le 02 juillet 2012.

L'IFOP fait principalement des études en France mais peut parfois interroger d'autres pays. C'est le cas de la question suivante qui a été posée à la France et l'Espagne. Voyons d'abord le cas de la France²⁴² : « souhaitez-vous que la France abandonne l'euro et revienne au franc ? ». Les données sont inexistantes avant 2010 car la question n'était pas posée aux interrogés avant cette date. Nous remarquons sur le graphique que la réponse « non » est dominante sur les trois années étudiées. Le taux de ces réponses est plutôt important puisqu'il varie entre 62 et 74% de la population. Ce qui est aussi surprenant est que ce taux de « non » va en augmentant alors que la part des « oui » va en descendant pour atteindre 26% contre 74% en 2012. Ce graphique montre donc clairement que les Français souhaitent, en grande majorité, garder la monnaie européenne, et ne souhaitent pas un retour à leur monnaie nationale. On avait pu penser qu'avec la crise de la zone euro, on assisterait à un sursaut nationaliste et une demande de retour au franc de la part des Français, mais il semble que seule une partie très minoritaire de la population française ait un tel souhait.

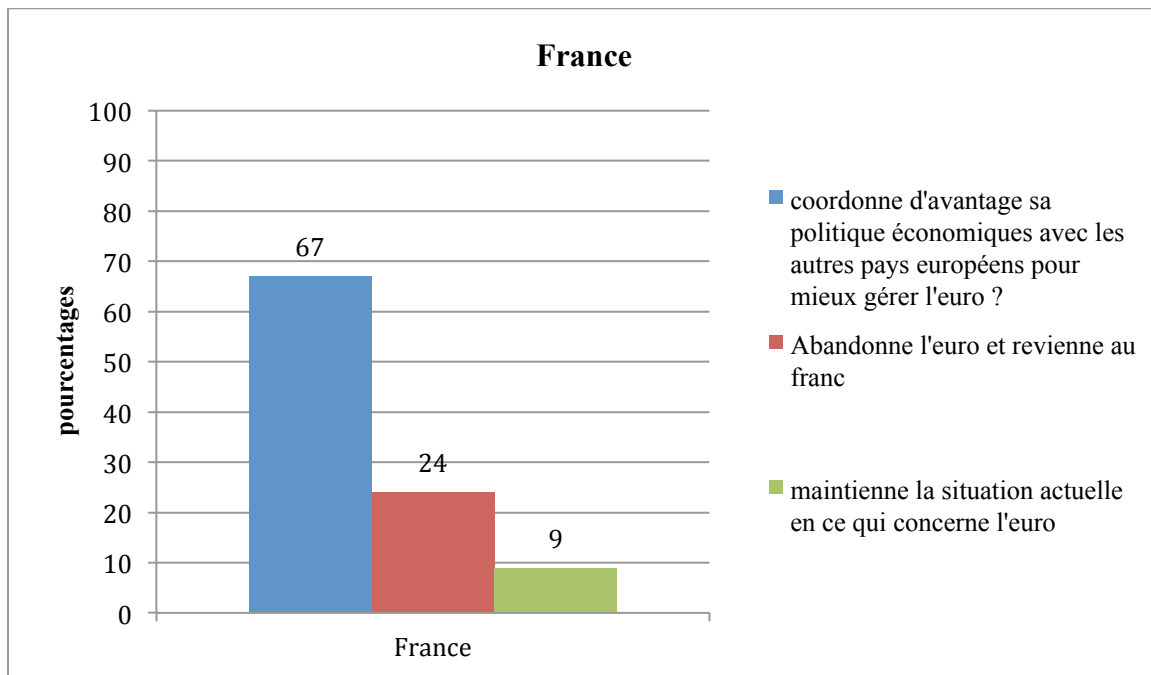


Figure 14. Souhaitez-vous que la France...?

Durant l'année 2011, l'IFOP a posé cette question²⁴³ aux Français : « souhaitez-vous que la France coordonne davantage sa politique économique avec les autres pays européens pour mieux gérer l'euro, abandonne l'euro et revienne au franc ou maintienne la situation actuelle en ce qui concerne l'euro ? ». Nous voyons que parmi ces trois propositions, la première est la plus plébiscitée par les interrogés. Le souhait d'abandonner l'euro ne concerne que 24% des Français. Cependant il est intéressant de voir que le maintien de la situation actuelle représente la plus petite part (9%). Les Français sont donc partagés sur la question : soit la France et l'Union européenne avancent dans la coordination des politiques économiques, soit on abandonne l'euro, mais en tout cas on ne reste pas dans la situation actuelle. Sur ce graphique on peut donc voir que notre deuxième hypothèse est mise à mal, car malgré la crise, les Français en majorité souhaitent « plus d'Europe » et non une diminution ou une disparition de l'euro. Attention cependant, le taux de Français souhaitant retourner au franc n'est pas négligeable, mais il n'est certes pas du tout majoritaire.

D'autre part, et toujours durant l'année 2011, l'IFOP a posé la question suivante²⁴⁴ aux Français : « pouvez-vous nous dire si vous avez confiance en l'euro ? ». 52% des interrogés ont répondu « plutôt confiance » et 48% ont répondu « plutôt pas confiance ». Ainsi, la majorité a gardé confiance en l'euro malgré la crise. Mais cependant, ce n'est pas une majorité écrasante. Pourtant, si l'on étudie ce résultat en

²⁴² http://www.ifop.com/media/poll/1919-1-study_file.pdf p. 27. Consulté le 03 juillet 2012.

²⁴³ http://www.ifop.com/media/poll/1687-1-study_file.pdf p. 18. Consulté le 05 juillet 2012.

²⁴⁴ http://www.ifop.com/media/poll/1655-1-study_file.pdf p. 17. Consulté le 05 juillet 2012.

parallèle avec ceux du graphique sur le souhait de garder ou non l'euro, on remarque qu'il y a une grande différence. En 2011, 72% des Français sont contre un retour au franc, mais ils ne sont que 52% à faire confiance à l'euro. Nous pouvons donc dire que malgré la conjoncture économique, les Français souhaitent conserver l'euro, même s'ils n'ont pas en lui une confiance absolue. Ils sont tout de même attachés à la monnaie unique.

5.1.2. L'observation des médias

Dans cette partie, nous allons nous pencher sur l'avis des médias, les journaux et internet pour étudier notre cas d'étude empiriquement. Nous verrons s'il y a eu beaucoup de manifestations en France à l'encontre de l'Union européenne ou de l'euro, et nous pourrions estimer si les Français semblent généralement rejeter le projet européen, en s'appuyant sur les données des différents articles.

Un article²⁴⁵ de Marc Touati du 5 mars 2010 publié sur www.leblogalupus.com s'intéresse au rapport des Français à l'euro : « Toujours est-il qu'après dix ans de croissance molle et une récession historique, les Français ont franchi une nouvelle étape dans leur relation avec la monnaie unique : celle des regrets et peut-être même du divorce ». L'auteur cite un sondage IFOP qui révèle que 69% des Français regrettent le franc : « Après le poids des mots et le choc des photos, voici donc la claque des chiffres. S'il ne s'agit évidemment que d'un sondage, dont la valeur scientifique est par définition limitée, ce rejet de l'euro atteint désormais un sommet historique et doit donc par là même être pris au sérieux ». Devant cette constatation, l'auteur explique que le challenge est déterminant. Il s'agit de sauver la zone euro et de « restaurer son image auprès des citoyens ». Cependant, si rien n'est fait ou si rien ne réussit, « la réticence de leur population à l'égard de la monnaie unique ira croissante, les crises du type de celle de la Grèce se multiplieront et la zone euro finira par disparaître avant 2020 ». Ceci montre que certains journalistes parlent effectivement d'une sorte de rejet du projet européen, voire d'un éventuel abandon de la zone euro. Le 5 janvier 2011, un article²⁴⁶ paru sur legrandsoir.info dénonce les mensonges des sondages officiels et la réalité des sondages cachés : « Les classes dirigeantes sont affolées par la montée du mécontentement populaire contre le système de Bruxelles et pour la sortie de l'euro. Elles ont raison ! Car les quelques sondages qui parviennent à filtrer montrent une montée générale, dans toute l'Europe, de la volonté de sortir de l'euro ». Encore une fois, il semble que les Français veuillent quitter l'euro, mais ceci ne serait pas visible dans les sondages officiels.

Le 9 mai 2011, un article²⁴⁷ de www.TF1.fr relate les résultats d'un sondage TNS Sofres. Une majorité de Français veulent garder l'euro « même s'ils le rendent encore responsable de la hausse du coût de la vie ». L'article explique qu'après dix ans d'utilisation, « l'euro est désormais ancré dans les comportements quotidiens » et que « les rêves de retour au franc se sont estompés ». Selon un article²⁴⁸ de l'ambassade de France du 29 mai 2012 rapportant un sondage de la Fondation pour l'innovation politique de mai 2011, les Français soutiennent en majorité les choix européens de la France. Selon ce même sondage, 67% des Français veulent conserver la monnaie unique et seulement 9% jugent « souhaitable et possible » un retour au franc. Cet article vient réfuter notre deuxième hypothèse, puisqu'il semble que les Français soient toujours attachés à l'euro et à l'Union européenne. Dans un article²⁴⁹ du 3 novembre 2011 sur le site de www.Lepoint.fr, on peut lire que selon un sondage BVA, « une nette majorité des Français est favorable à la monnaie unique européenne ». En effet, 77% des Français pensent que la France a intérêt à conserver l'euro malgré la crise économique. C'est un taux très important qui ne laisse pas place au doute.

Le 6 décembre 2011, sur le site www.observatoiredeleurope.com, un article²⁵⁰ explique que 36% des Français souhaitent que leur pays sorte de la zone euro pour revenir au franc et que c'est une « tendance

²⁴⁵ <http://leblogalupus.com/2010/03/05/marc-touati-les-francais-et-leuro-le-divorce/> consulté le 09 juillet 2012.

²⁴⁶ <http://www.legrandsoir.info/LES-SONDAGES-QUE-L-ON-NOUS-CACHE-SUR-L-EURO.html> consulté le 06 juillet 2012.

²⁴⁷ <http://lci.tf1.fr/economie/conjoncture/deux-francais-sur-trois-preferent-l-euro-au-franc-6443520.html> consulté le 06 juillet 2012.

²⁴⁸ <http://www.ambafrance-de.org/Sondage-67-des-Francais-souhaitent> consulté le 06 juillet 2012.

²⁴⁹ http://www.lepoint.fr/economie/sondage-une-majorite-de-francais-reste-favorable-a-l-euro-03-11-2011-1392105_28.php consulté le 06 juillet 2012.

²⁵⁰ http://www.observatoiredeleurope.com/Pour-44-des-Francais-l-euro-empeche-d-affronter-la-crise_a1681.html consulté le 09 juillet 2012.

en hausse de 10% au cours des huit dernières semaines ». L'article relève cependant un paradoxe intéressant : « cette défiance croissante des Français vis-à-vis de l'euro semble épargner les institutions : 49% des sondés souhaitent un renforcement des pouvoirs de l'UE, contre 37% prônant un renforcement des États ». Voilà toute l'ambiguïté que nous avons pu relever dans cette étude. La défiance envers la monnaie unique se fait de plus en plus grande mais sans rejet ou remise en question de l'union européenne telle quelle existe actuellement. L'attachement des Français au projet européen est bien réel.

Dans un article²⁵¹ du www.Figaro.fr du 13 février 2012 nous pouvons lire que selon les résultats d'un sondage Harris Interactive, huit Français sur dix (81%) « souhaitent que la France se maintienne dans la zone euro » et qu'un tiers estiment que certains pays devraient abandonner la monnaie unique. Seuls 14% des Français souhaitent que leur pays abandonne l'euro pour revenir au franc. Dans un article²⁵² du 15 février 2012 paru sur www.opinionpublique.fr, le même sondage est qualifié comme venant « battre en brèche cette idée et démontre l'attachement des Français à la monnaie unique » malgré l'idée reçue d'un euroscepticisme grandissant. Dans un article de www.TF1.fr du 5 février 2012, on peut constater qu'environ 72% de Français (donc plus de 7 Français sur 10) souhaitent conserver l'euro, selon un sondage Csa pour Capital et M6²⁵³. Dans les derniers mois, il semble donc que les Français soient en faveur de l'euro et souhaitent le garder encore.

Un article²⁵⁴ du 19 juin 2012, relatant un entretien de Jean-Pierre Chevènement, homme politique français de gauche, à l'hebdomadaire *Marianne* et paru sur www.manifestepourundebatsurlelibreéchange.eu rapporte les paroles de cet homme politique : « La monnaie unique a une force symbolique que je ne sous-estime pas, même si je ne crois pas que, comme disait Nicolas Sarkozy, « l'Europe, c'est l'euro ». L'Europe devrait être un projet de civilisation. » M. Chevènement continue son discours en expliquant que « l'ardoise de la monnaie unique est déjà de plus de 500 milliards » et explique qu'il doute de la solidarité des peuples. Selon lui, « Les Français ne sont pas vraiment conscients qu'on leur demande de payer un peu plus de 100 milliards pour sauver non pas la Grèce ou l'Espagne mais la monnaie unique, véritable tonneau des Danaïdes ». Ainsi, même si plusieurs voix s'élèvent pour exprimer un mécontentement des Français face à la monnaie unique ou à l'Union européenne elle-même, il semble que pour l'instant en tous cas, les Français soient encore attachés à l'euro et au projet européen malgré la crise économique qui frappe de plein fouet la zone euro.

On ne remarque pas dans les différents médias de grandes manifestations anti-Union européenne ou anti-euro. En tous cas, il ne semble pas qu'il y en ait plus qu'avant la crise économique. Certes, des voix s'élèvent mais elles restent encore minoritaires au sein de la population française.

5.1.3. Conclusion sur la France, l'euro et l'Union européenne dans la crise économique

Nos hypothèses d'étude cherchaient à montrer que l'euro avait eu un impact positif sur l'identification au projet européen entre 2002 et 2007-2008 mais que, dès le début de la crise de la zone euro, il a eu un impact négatif.

Nous avons pu constater la mise à mal de notre deuxième hypothèse dans le cas de la France. En effet, beaucoup d'éléments nous poussaient à penser que les Français allaient effectivement rejeter l'Union européenne suite à la crise de la zone euro. Nous avions fait un postulat qui corrélait réussite économique et attachement à l'Union européenne.

Cependant, notre étude empirique semble avoir prouvé le contraire. Certes les Français sont conscients de la crise économique, de la situation de leur pays et des difficultés existantes, mais ils ne semblent pas avoir rejeté pour autant l'Union européenne.

²⁵¹ <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/02/13/97001-20120213FILWWW00461-81-des-francais-pour-l-euro-sondage.php> consulté le 06 juillet 2012.

²⁵² <http://opinionpublique.wordpress.com/tag/zone-euro/> consulté le 06 juillet 2012.

²⁵³ <http://lci.tf1.fr/filnews/economie/sondage-72-des-francais-souhaitent-conserver-l-euro-6970802.html> consulté le 06 juillet 2012.

²⁵⁴ <http://www.manifestepourundebatsurlelibreéchange.eu/cest-une-erreur-davoir-reduit-lEurope-a-une-monnaie/> consulté le 09 juillet 2012.

Il semble au contraire que l'euro ait permis, dès sa création, et malgré les difficultés économiques, un attachement croissant des Français au projet européen.

Nous pouvons donc tirer une première conclusion après notre étude de cas sur la France. Il semble que notre première hypothèse postulant une identification au projet européen au travers de l'euro soit vérifiée mais que notre seconde hypothèse d'un rejet de l'Union européenne ne soit pas confirmée. L'attachement des Français au projet européen, même en temps de grave crise économique, ne fait aucun doute.

5.2. L'Espagne

Dans le cas de l'Espagne, nous utiliserons les mêmes moyens pour tester nos hypothèses que pour la France. Nous pourrions ainsi vérifier si nos précédentes conclusions se confirment, s'infirment ou se nuancent.

5.2.1. Les sondages

Dans cette première partie sur notre deuxième cas d'étude, l'Espagne, nous étudierons d'abord quelques sondages qui nous permettront de voir, d'une part si l'euro a contribué à un attachement à l'Union européenne, et si d'autre part, les Espagnols ont effectivement rejeté l'Union européenne à cause de la crise de la zone euro en refusant de continuer dans la voie de l'intégration européenne, ou si au contraire notre seconde hypothèse est mise à mal, voire infirmée en découvrant que les Espagnols sont toujours aussi positifs sur le projet européen, résultat qui rejoindrait la position française.

Les sondages sont aussi tirés principalement de l'Eurobaromètre de la Commission européenne, mais aussi du *Centro de Investigaciones sociológicas* (Centre de recherches sociologiques) en Espagne. Tout comme pour la France, nous verrons d'abord les sondages confirmant nos hypothèses, puis ceux qui l'infirment.

5.2.1.1. Les sondages confirmant une partie de nos hypothèses

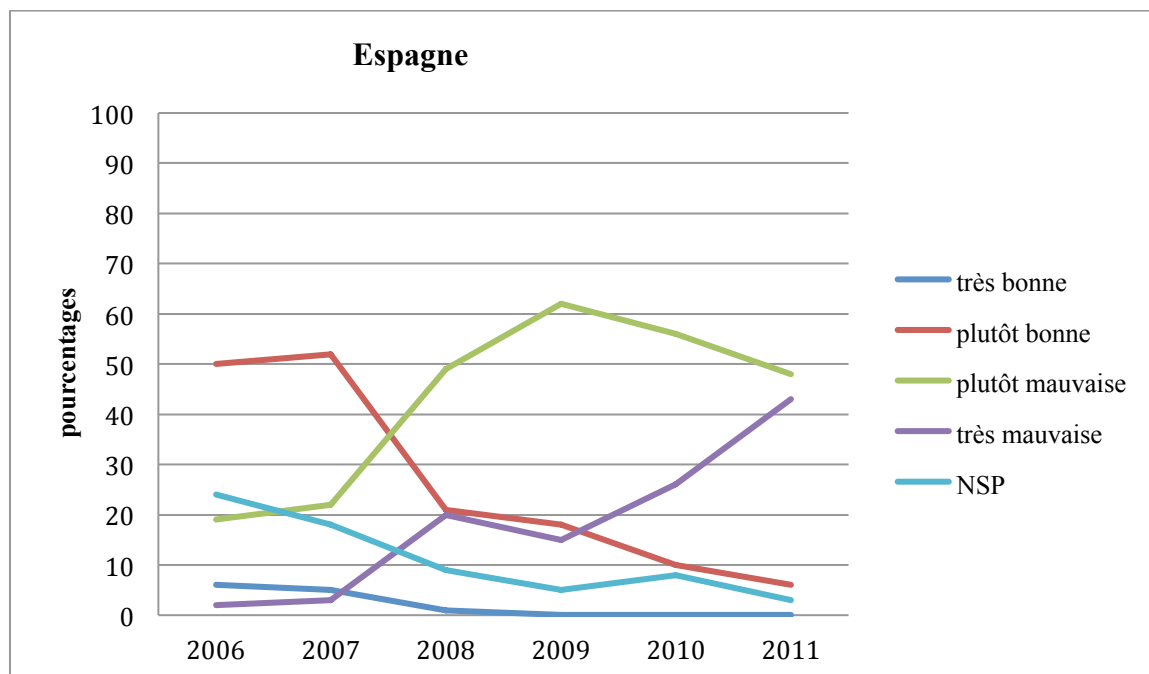


Figure 15. Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants : la situation de l'économie européenne ?

Ce graphique²⁵⁵ est tiré de l'Eurobaromètre et met en évidence les réponses à la question « que pensez-vous de la situation actuelle de l'économie européenne ? ». Nous avons pu voir le même graphique pour la France, intéressons nous maintenant à l'Espagne. Ce graphique diffère des réponses françaises dans la mesure où en 2006 on remarque que le pourcentage de gens qui répondent que l'économie est plutôt bonne est de 50% alors que celui estimant l'économie comme « plutôt mauvaise » est de 19% seulement. Pourtant, on remarque là aussi une année charnière, l'année 2007-2008 qui marque une augmentation du pessimisme (le « plutôt mauvaise » passe de 22% à 49%) et une diminution de l'optimisme (le « plutôt bonne » chute de 52% à 20%). De plus on peut noter une augmentation quasi ininterrompue de la part des « très mauvaise » dès 2007 et ceci jusqu'en 2011. Cependant, et contrairement à la France, une partie des personnes interrogées continuent à penser que la situation de l'économie européenne est très bonne (même si ce taux est bas, il est supérieur à 0). Ce graphique démontre bien que les Espagnols, bien qu'assez positifs il y a quelques années, ont eux aussi pris conscience de la situation économique européenne, qu'ils estiment aller en s'aggravant.

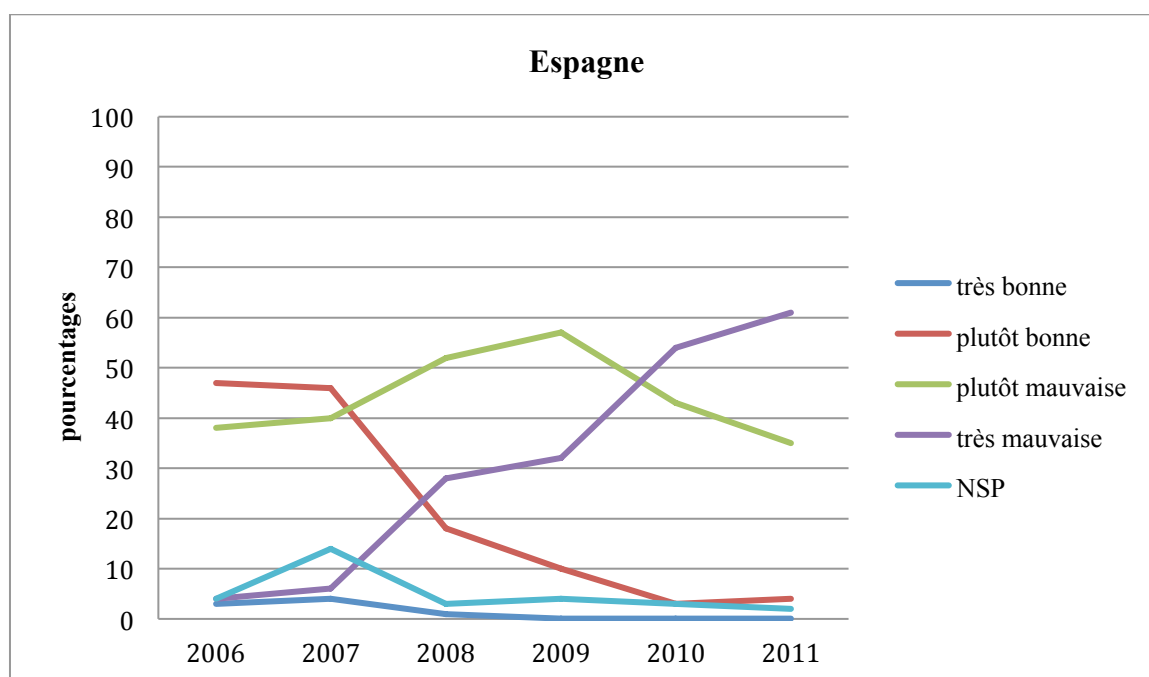


Figure 16. Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants: la situation de l'économie nationale ?

Ce graphique²⁵⁶ est le même que nous avons étudié dans le cas de la France ; il répond à la question « comment jugez-vous la situation actuelle de votre économie nationale ? ». Les résultats là aussi sont clairement différents de ceux de la population française. On remarque un certain optimisme en 2006 puisque l'avis positif est supérieur à l'avis négatif. Mais, comme dans le cas de la question sur l'économie européenne, on observe un changement important de l'opinion entre 2007 et 2008. On peut voir particulièrement l'extraordinaire augmentation de la part des « très mauvaise » dès 2006. Celle-ci passe en effet de 4% à 61% des réponses données en 5 ans seulement. La part des réponses « plutôt bonne » est elle aussi en chute libre dès 2007 puisqu'elle se situe à 4% en 2011. Ce graphique met en évidence encore une fois très clairement que la population espagnole est très négative quant à la perception de sa situation économique. Elle ressent particulièrement la crise économique de 2007-2008 dans son économie nationale.

²⁵⁵ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

²⁵⁶ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

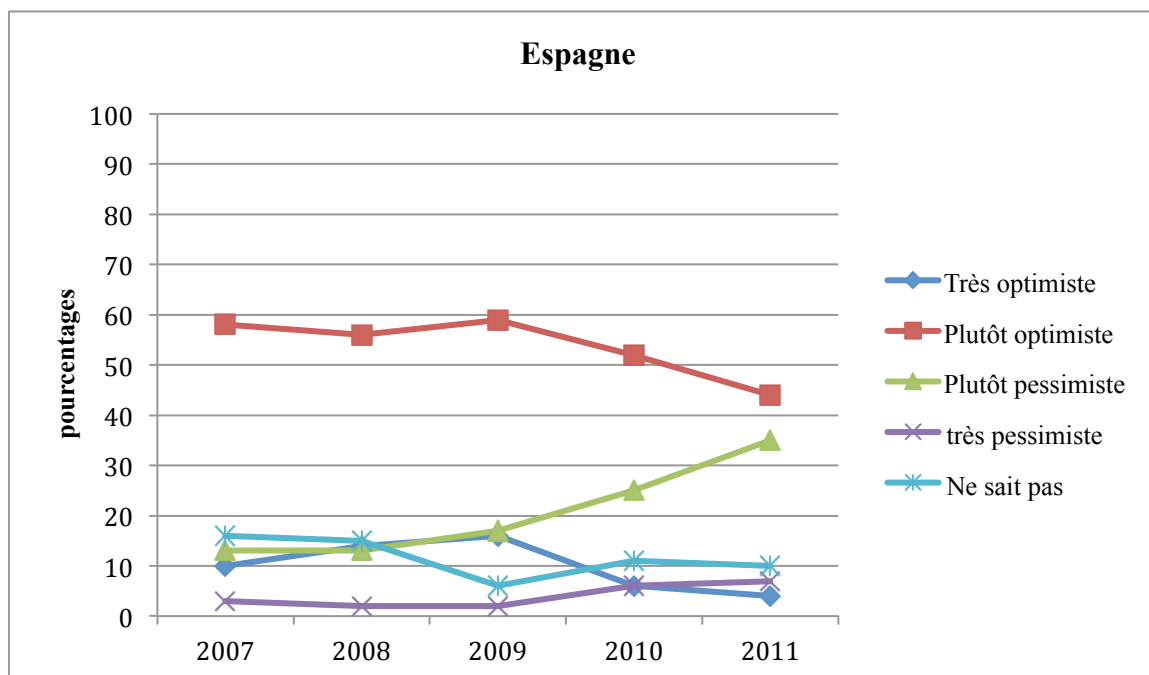


Figure 17. Attitude par rapport au futur de l'Union européenne ?

Ce graphique²⁵⁷ de l'Eurobaromètre s'intéresse à l'attitude des Espagnols devant le futur de l'Union européenne. Nous avons pu étudier tout à l'heure l'attitude des Français devant cette même question. Pour ce qui est des Espagnols, nous remarquons que c'est l'attitude « plutôt optimiste » qui domine tout au long de ces années. Cependant, elle est en nette diminution dès l'année 2009, année qui marque l'augmentation de l'attitude « plutôt pessimiste ». La part des « très optimistes », qui sont plus nombreux qu'en France, est aussi en diminution dès 2009, et les « très pessimistes » sont en augmentation, bien que leur nombre ne soit pas considérable. Ce graphique montre que malgré la crise économique qui touche de plein fouet l'Europe dès 2008, les Espagnols sont plutôt pour l'instant confiants par rapport au futur de l'Union. Même si le pessimisme augmente, il ne semble pas l'emporter sur l'optimisme caractéristique des Espagnols pour le projet européen. Cependant, ce graphique paraît confirmer notre deuxième hypothèse dans la mesure où le pessimisme semblerait, si cela continue ainsi, prendre le dessus dès 2012.

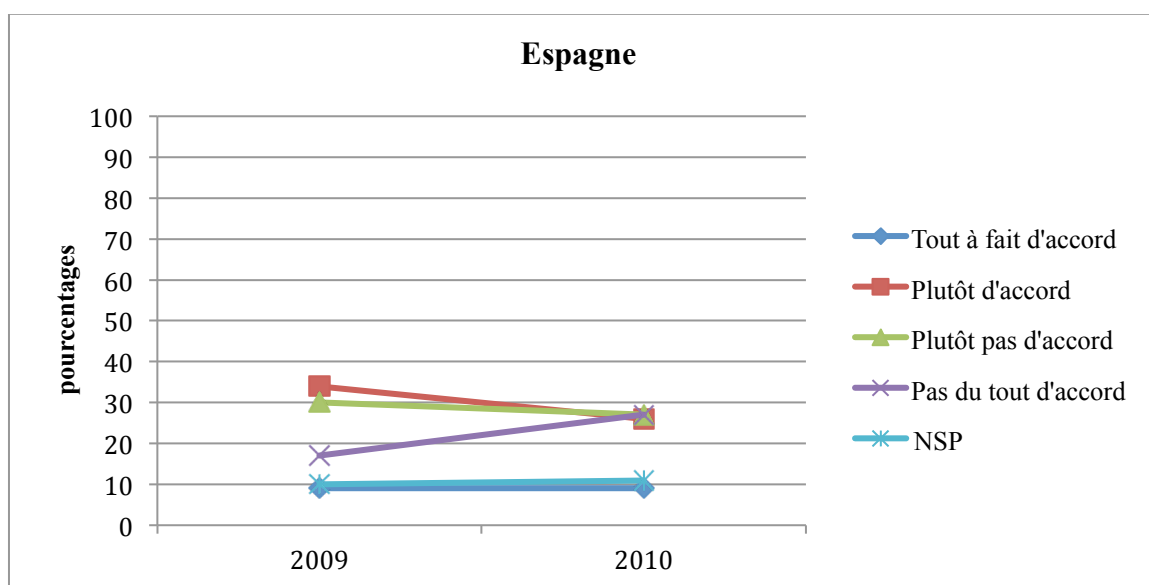


Figure 18. D'accord ou pas d'accord : l'euro a globalement atténué les effets de la crise ?

²⁵⁷ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

Le graphique²⁵⁸ ci-dessus répond à la question « êtes-vous d'accord de dire que l'euro a globalement atténué les effets de la crise ? ». Ce graphique est relativement semblable à celui de la France. En 2009, c'est la part des « plutôt d'accord » qui est majoritaire mais l'année suivante, c'est l'avis « pas du tout d'accord » qui l'emporte avec 27%. Tout comme en France, il semble que la population espagnole commence à avoir des doutes sur la capacité de l'euro à résorber les effets de la crise. On pourrait donc aussi se demander si ces doutes sur l'euro vont avoir raison de l'attachement ou du rejet de l'Union européenne par les Espagnols.

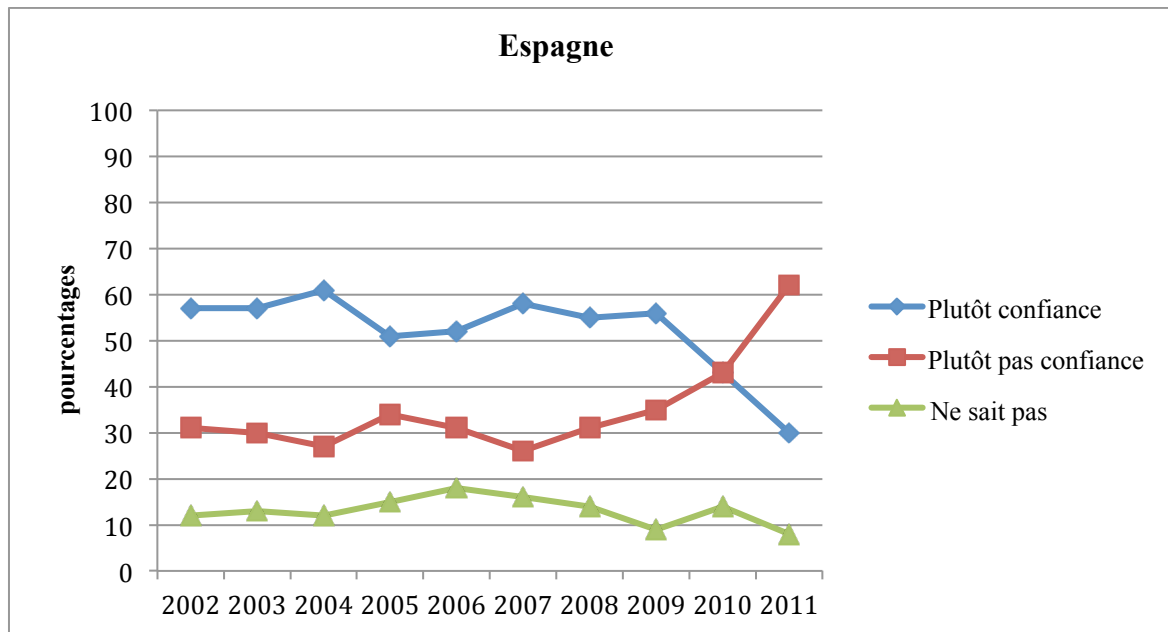


Figure 19. Confiance ou pas confiance en l'Union européenne ?

Tout comme nous l'avons vu dans le cas de la France, voilà le graphique²⁵⁹ de l'Eurobaromètre qui recense la confiance des Espagnols en l'Union européenne. Sur le graphique, nous distinguons très nettement une grande confiance accordée à l'Union européenne jusqu'en 2009, puisque les réponses en sa faveur se situent au-dessus des 50%. Même si une partie de la population a du mal à se prononcer sur l'Union européenne, ceux qui n'ont pas confiance en celle-ci oscillent entre 27 et 35% jusqu'en 2009. En effet, dès 2009, on remarque une diminution importante de la confiance des Espagnols puisque le pourcentage des réponses de confiance chute à 30% en 2011 alors que les sceptiques voient leur part augmenter jusqu'à 62%. Le manque de confiance des Espagnols envers l'Union européenne est-il symptomatique d'un rejet de celle-ci ?

5.2.1.2. Les sondages réfutant une partie de nos hypothèses

²⁵⁸ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

²⁵⁹ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

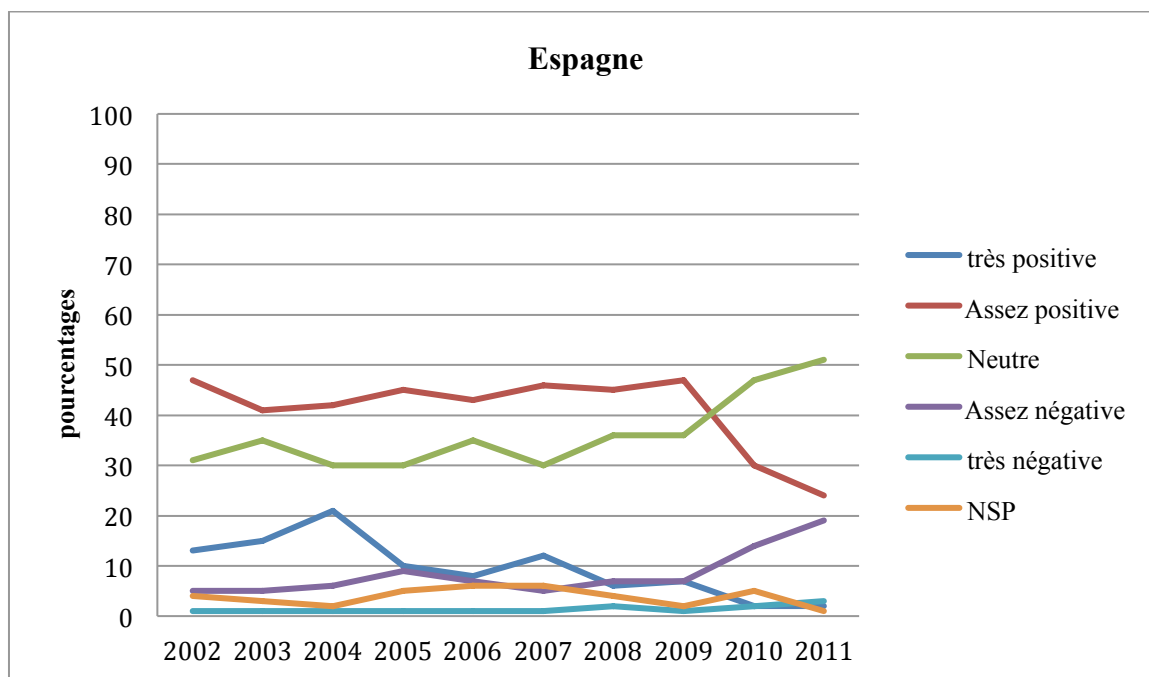


Figure 20. Image de l'Union européenne en général.

Ce graphique²⁶⁰ constitué à partir de données de l'Eurobaromètre présente l'image de l'Union européenne en général parmi la population espagnole entre 2002 et 2011. Tout comme pour les Français, c'est l'image « assez positive » qui domine jusqu'en 2009. À partir de là elle cède la place à une image « neutre » qui dépasse les 50% de la population. La vision « très positive » qui n'était pas sans importance dans les années 2002-2004 est en baisse continue. Au contraire, l'image « assez négative » est en augmentation assez régulière pour atteindre 19% en 2011. La crise de 2008 semble un peu avoir bousculé l'image de l'Union européenne pour les Espagnols. Cependant, les résultats ne sont pas alarmants, puisque c'est le neutre qui l'emporte. Ce n'est donc pas une image complètement négative que renvoie l'Union européenne pour la majorité des Espagnols.

²⁶⁰ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

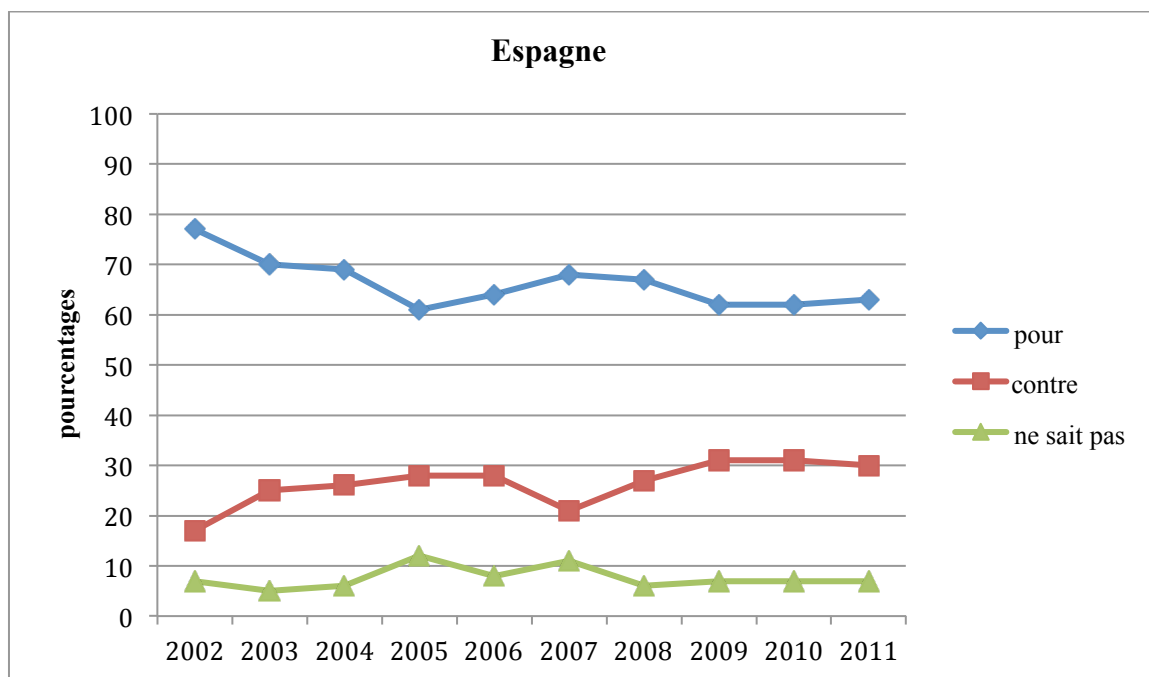


Figure 21. Pour ou contre une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro ?

Le graphique²⁶¹ci-dessus montre les réponses de l'Espagne à la question : « êtes-vous pour ou contre une union économique et monétaire avec une seule monnaie, l'euro ? ». On remarque que les partisans du « pour » sont largement majoritaires, tout comme dans le cas de la France. Cependant la part des « contre » est plus importante que sur le graphique de la France. On remarque aussi que la courbe des « pour » va en diminuant (même si elle reste majoritaire) alors que celle des « contre » augmente pour atteindre 30% en 2011. Nous pouvons donc faire le même constat qu'en France, c'est-à-dire que l'Espagne, malgré la crise économique, croit toujours en une union monétaire et en l'euro.

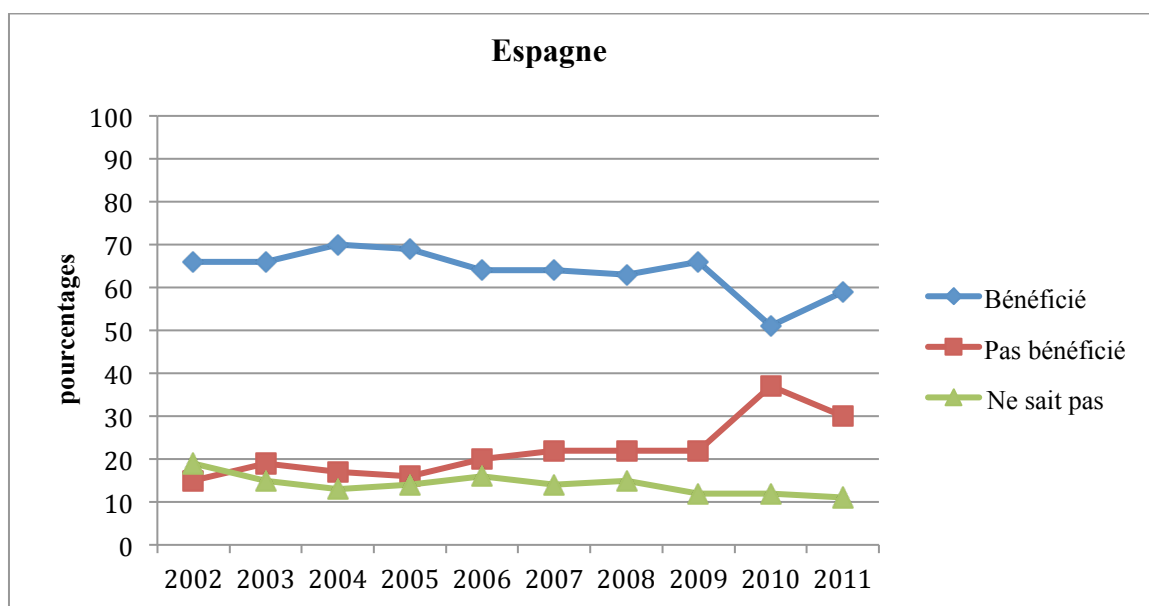


Figure 22. Estimez-vous que le pays a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne ?

²⁶¹ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

Comme dans le cas de la France, nous étudions à présent un graphique²⁶² tiré de l'Eurobaromètre répondant à la question « pensez-vous que votre pays a bénéficié de l'appartenance à l'Union européenne ? » mais cette fois-ci adressé à l'Espagne. Nous remarquons très nettement sur ce graphique une majorité écrasante d'opinions positives quant à l'appartenance de l'Espagne à l'Union européenne. Les partisans de l'opinion « pas bénéficié » représentent une faible partie de la population, sauf dès l'année 2010 où le taux grimpe à 37% alors que le taux des « bénéficié » chute à 51%. Tout comme pour la France, le bilan est mitigé puisque d'un côté le positif l'emporte mais que d'un autre il est visible que sur la longueur, il va en diminuant au contraire des avis négatifs qui augmentent. L'année 2009 suit la crise économique et révèle probablement une peur ou un rejet passager de l'Union européenne, puisque l'année suivante les courbes s'inversent.

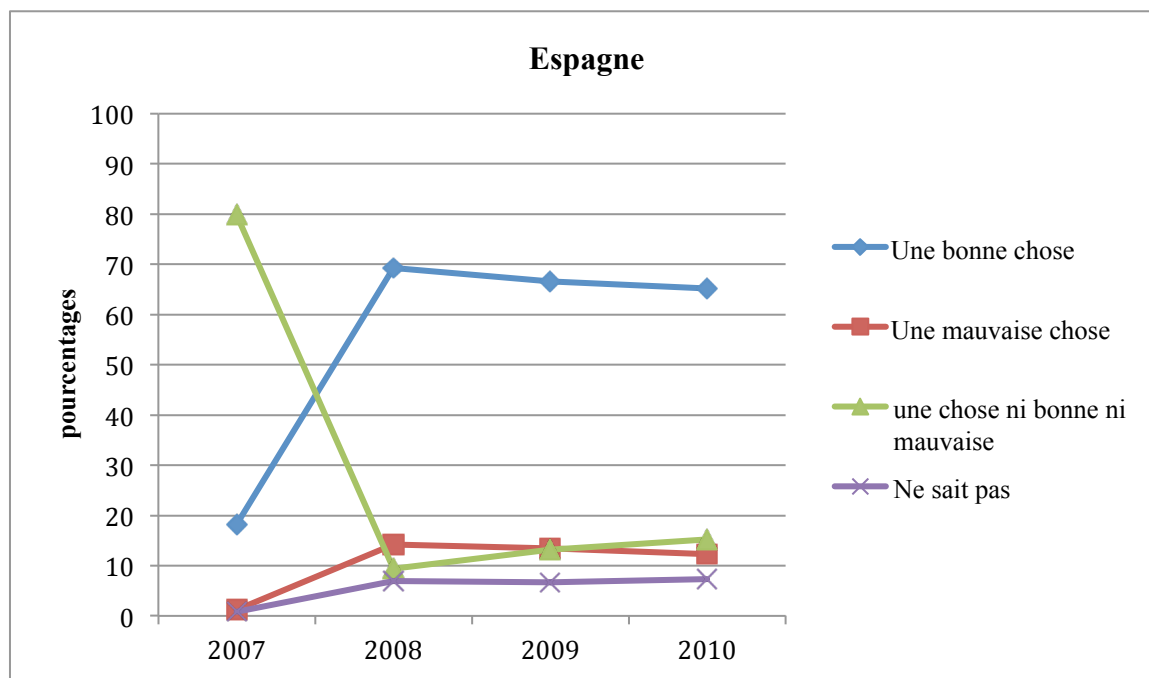


Figure 23. De façon générale, pensez-vous que l'euro est une bonne chose pour l'Europe ?

Ce graphique²⁶³ de l'Eurobaromètre montre aussi les réponses des Espagnols données à la question de savoir si l'euro est une bonne chose pour l'Europe. Tout comme pour la France, ce graphique est étonnant dans la mesure où on remarque une variation très importante entre 2007 et 2008. Les Espagnols, qui étaient plutôt neutres par rapport à l'euro, sont soudain majoritairement favorables en disant qu'il est « une bonne chose ». Le taux de mécontents est plus faible en Espagne qu'en France, il n'atteint jamais les 20% et il est même en baisse depuis 2008, date du déclenchement de la crise. Ce graphique met en évidence le fait que malgré la crise qui frappe l'Espagne, les Espagnols sont toujours en faveur de la monnaie unique, à une grande majorité.

²⁶² Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

²⁶³ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/flash_arch_fr.htm consulté le 02 juillet 2012.

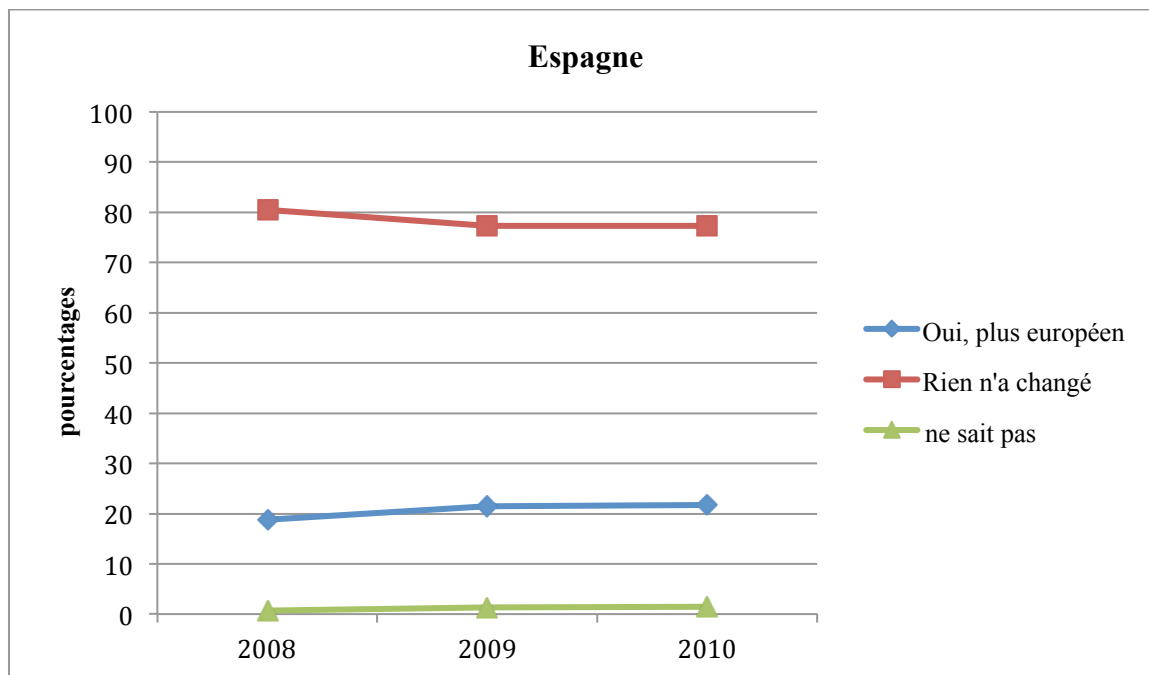


Figure 24. L'euro vous fait-il vous sentir plus européen qu'avant ou diriez-vous que votre sentiment d'être européen n'a pas changé ?

Tout comme nous l'avons étudié dans le cas de la France, l'Espagne a répondu à la question : « L'euro vous fait-il vous sentir plus européen qu'avant ou diriez-vous que votre sentiment d'être européen n'a pas changé ? ». Le graphique²⁶⁴ est très semblable à celui de la France puisque c'est le sentiment « rien n'a changé » qui est très largement majoritaire. Le sentiment de se sentir plus européen grâce à l'euro avoisine les 20% mais contrairement à la France, il est en augmentation, même faiblement, entre 2008 et 2010. Tout comme pour la France, la prédominance du sujet de l'euro dans les médias, sans cesse relié à Bruxelles, semble permettre une augmentation de l'identification à l'Europe.

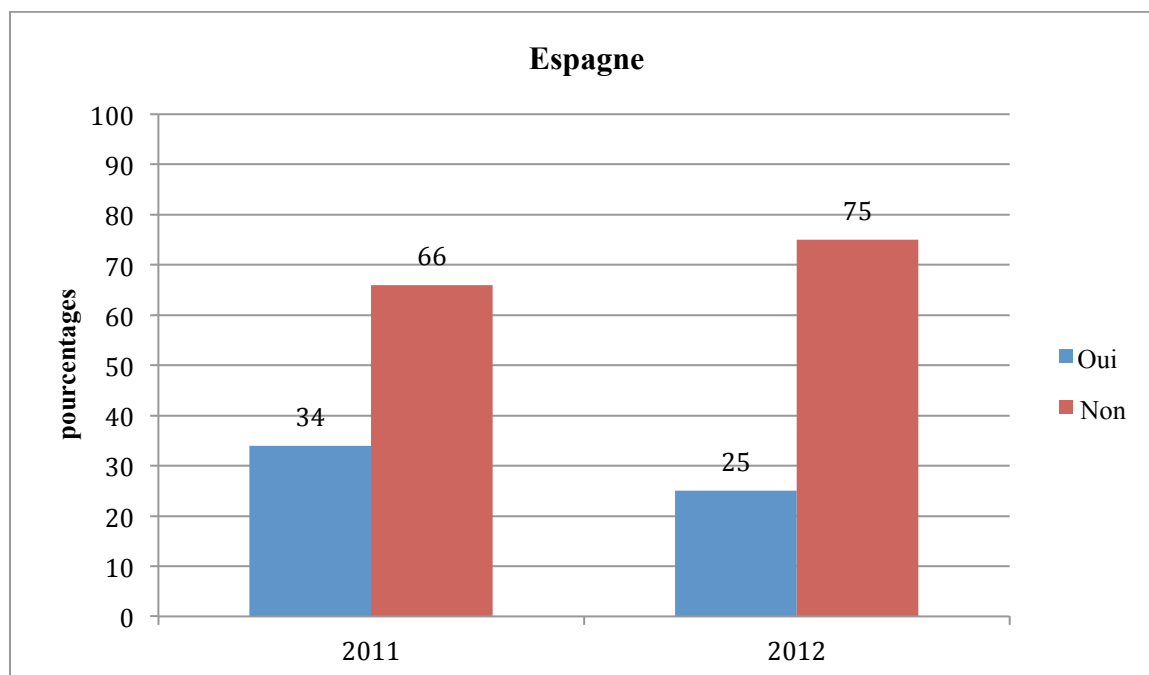


Figure 25. Souhaitez-vous que l'Espagne abandonne l'euro et revienne à la peseta ?

²⁶⁴ http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/flash_arch_fr.htm consulté le 02 juillet 2012.

L'IFOP a donc interrogé l'Espagne sur la question suivante²⁶⁵ : « souhaitez-vous que l'Espagne abandonne l'euro et revienne à la peseta ? » en 2011 et 2012. Nous remarquons que le « non » domine largement à 66% en 2011 et 75% en 2012. Comme dans le cas de la France on note que la part du « non » a augmenté alors que la part du « oui » a diminué (il a perdu 9% en un an). Nous pouvons donc en conclure que malgré la crise de la zone euro, les Espagnols ne sont pas prêts à revenir à la peseta, et qu'ils souhaitent garder la monnaie unique. Il est assez étonnant de découvrir ce haut taux d'attachement envers l'euro puisque tout poussait à dire que les Espagnols allaient potentiellement rejeter l'Union européenne et sa monnaie, à cause de la crise qui les frappe très durement. Pourtant cette hypothèse ne se vérifie pas, au contraire !

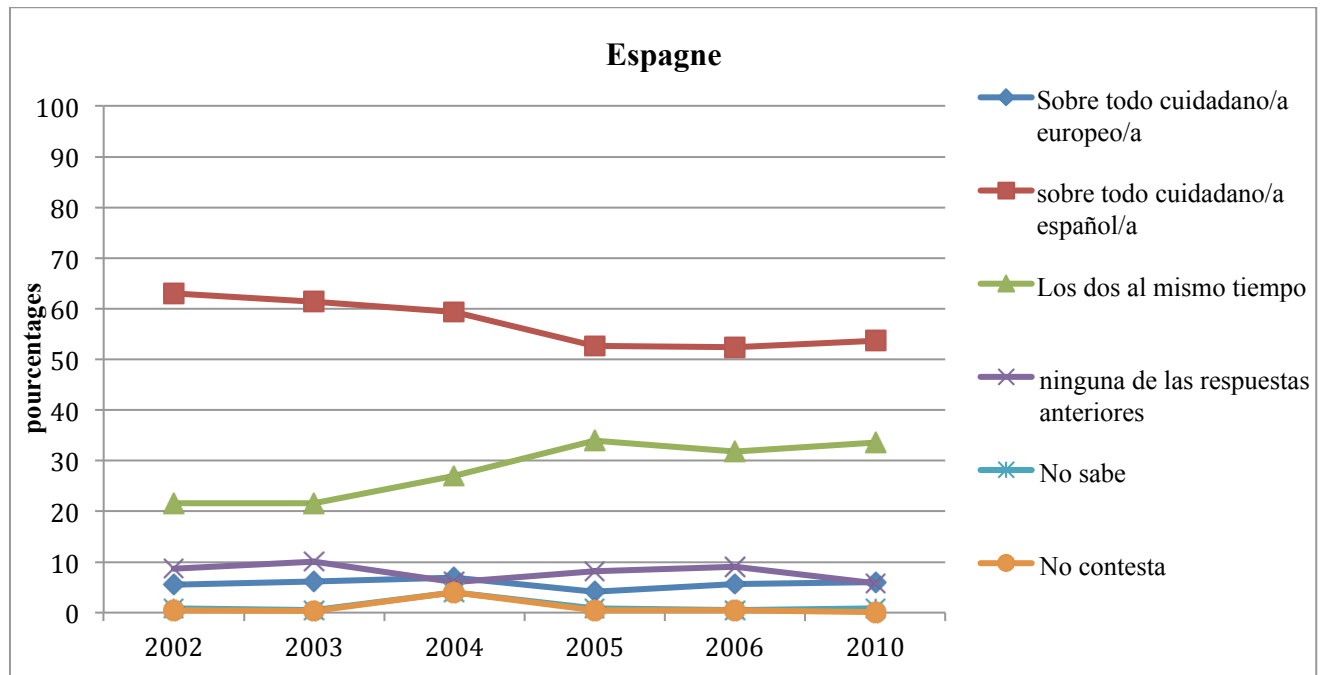


Figure 26. Actuellement, vous sentez-vous...?

Le *Centro de investigaciones sociológicas* a effectué différents sondages en Espagne au sujet de l'Union européenne. Dans le graphique²⁶⁶ ci-dessus, on peut étudier les réponses à la question : « actuellement, vous sentez-vous, surtout citoyen européen, surtout citoyen espagnol, les deux en même temps, aucune des propositions antérieures, ne sait pas ou ne répond pas ? » sur la période 2002 et 2010. On remarque tout d'abord que c'est le sentiment d'être surtout citoyen espagnol qui domine toute la période. En effet, le sentiment d'être surtout citoyen européen est toujours en dessous du seuil des 10%. Cependant on peut voir une augmentation du sentiment « les deux en même temps » et une certaine baisse du sentiment « surtout citoyen espagnol ». On peut donc en conclure que malgré la crise économique, les Espagnols ont tendance à mixer leur identité nationale avec l'identité européenne pour une « identité hybride ». En tout cas, la crise économique n'a visiblement pas érodé leur attachement à une entité européenne.

²⁶⁵ http://www.ifop.com/media/poll/1919-1-study_file.pdf p. 27. Consulté le 03 juillet 2012.

²⁶⁶Élaboré à partir de <http://www.cis.es/cis/export/sites/default/-Archivos/Marginales/> consulté le 07 juillet 2012.

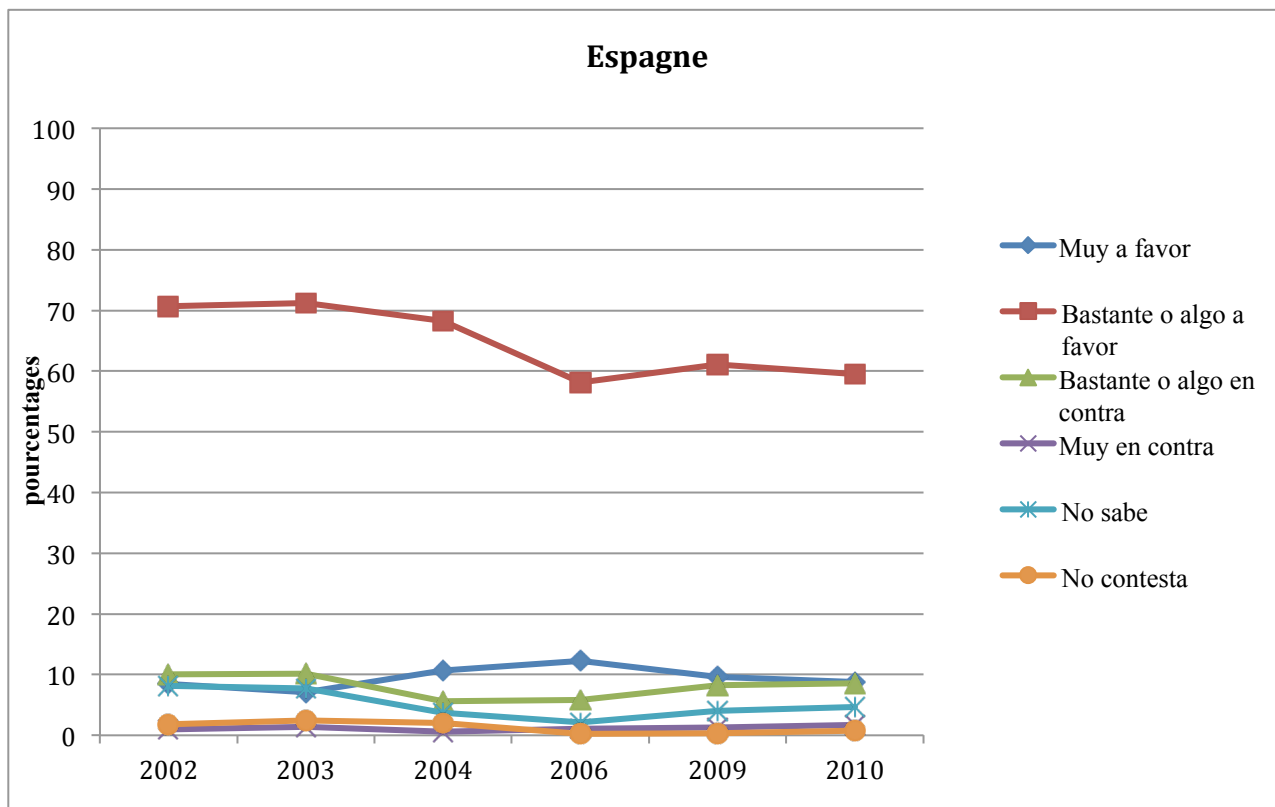


Figure 27. Actuellement, quelle est votre attitude envers l'Union européenne ?

Ce graphique²⁶⁷ du *Centro de investigaciones sociológicas* répond à la question « Actuellement, quelle est votre attitude envers l'Union européenne ? Très favorable, plutôt ou un peu favorable, plutôt ou un peu défavorable, très défavorable, ne sait pas ou ne répond pas ». Nous remarquons que pour la période allant de 2002 à 2010 c'est l'attitude « plutôt ou un peu favorable » qui domine. En effet, le taux dépasse toujours 50% et atteint même 71.2% en 2003. Les Espagnols sont donc très majoritairement favorables à l'Union européenne mais sans être non plus convaincus. Le taux des « très favorable » n'est pas négligeable non plus, ainsi que la courbe des « plutôt ou un peu défavorable » qui augmente dès l'année 2004. Ainsi, on remarque que même si des voix négatives se font entendre de plus en plus, c'est un sentiment plutôt favorable qui l'emporte, malgré la crise de la zone euro.

²⁶⁷ Élaboré à partir de <http://www.cis.es/cis/export/sites/default/-Archivos/Marginales/> consulté le 07 juillet 2012.

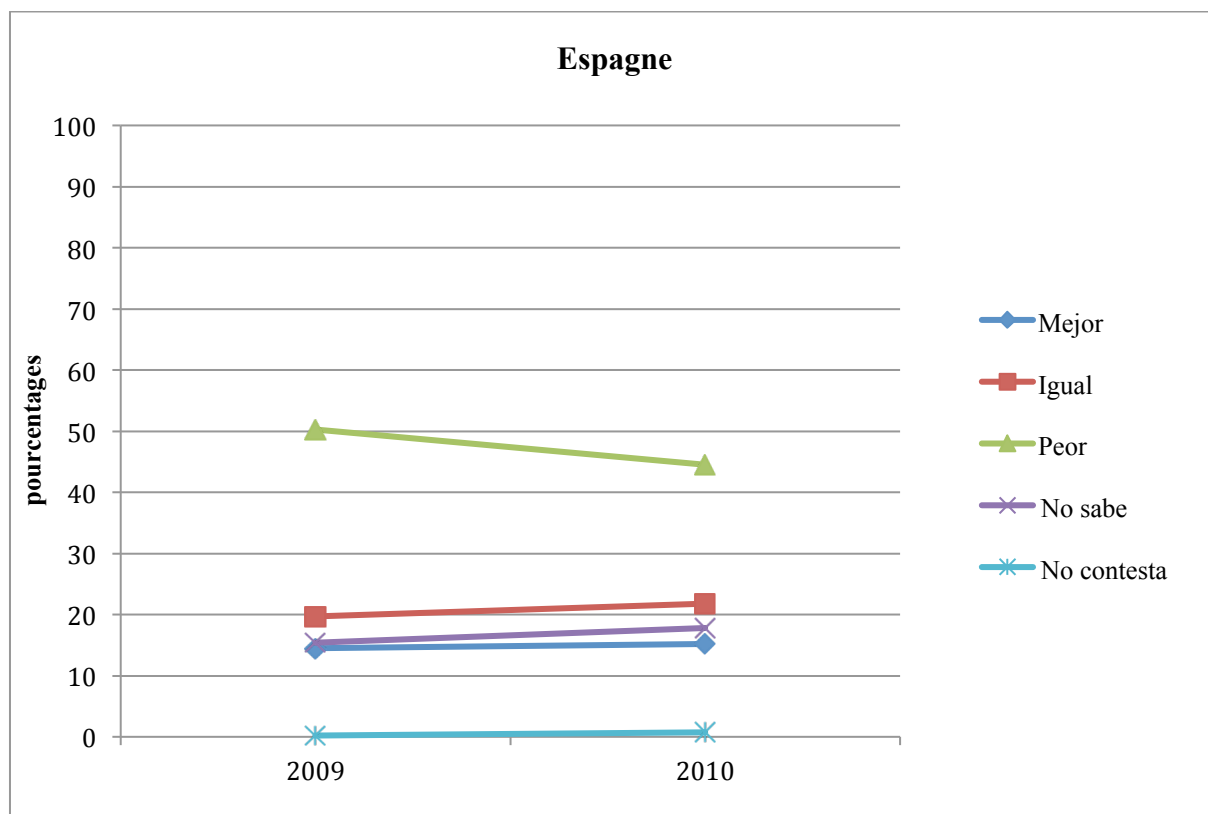


Figure 28. Si l'Espagne ne faisait pas partie de l'Union européenne, comment pensez-vous qu'iraient les choses actuellement ?

Ce graphique²⁶⁸ recense les réponses données à la question posée en 2009 et 2010 par le *Centro de Investigaciones sociológicas* « Si l'Espagne ne faisait pas partie de l'Union européenne, comment pensez-vous qu'iraient les choses actuellement : mieux, pareillement ou pire que maintenant ? ». Nous remarquons que les Espagnols répondent en majorité que les choses seraient pires sans une appartenance à l'Union européenne. Certes les courbes « pareillement (igual) » et « mieux (mejor) » ont augmenté entre 2009 et 2010 mais de manière infime. Avec la crise de la zone euro, beaucoup d'observateurs avaient prédit un rejet massif de l'Union européenne par les Espagnols, mais nous constatons encore une fois que cela n'a pas été le cas puisque les Espagnols valorisent plutôt l'appartenance de leur pays au projet européen.

²⁶⁸ Élaboré à partir de <http://www.cis.es/cis/export/sites/default/-Archivos/Marginales/> consulté le 07 juillet 2012.

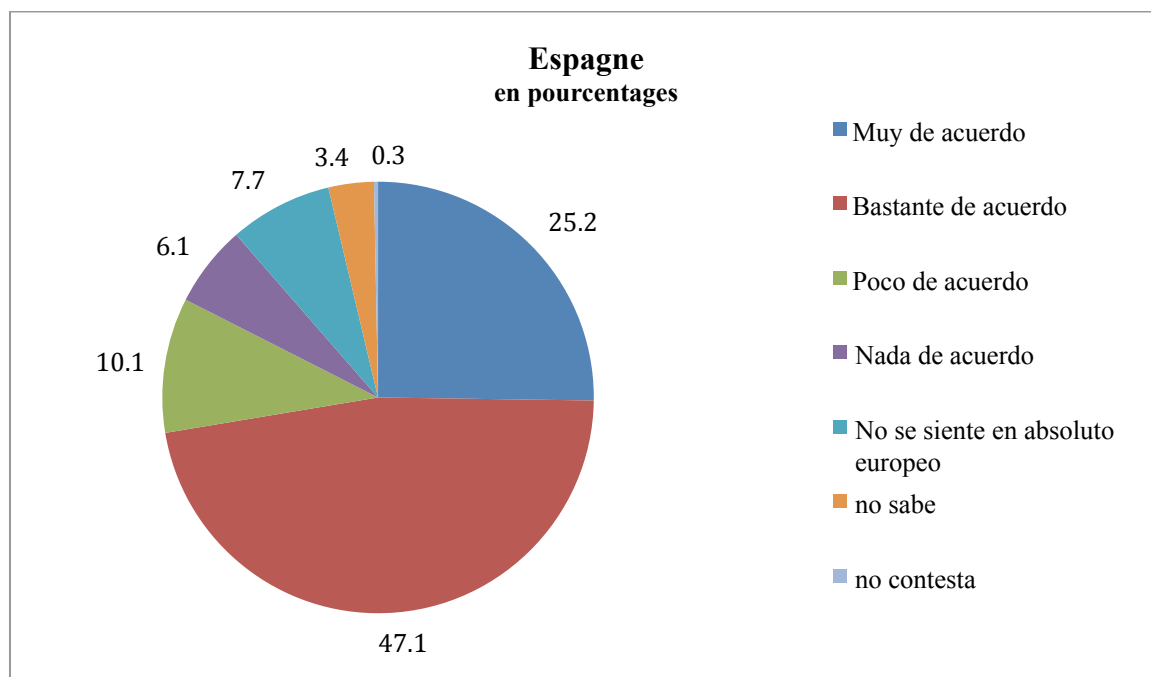


Figure 29. D'accord ou pas d'accord: Je me sens européen parce que je partage une monnaie unique avec les autres Européens ?

En 2006, le *Centro de investigaciones sociológicas* a posé une question aux Espagnols afin de savoir s'ils étaient d'accord avec la phrase suivante « je me sens européen parce que je partage une monnaie unique avec les autres Européens ». Les Espagnols avaient le choix entre les réponses « tout à fait d'accord, plutôt d'accord, peu d'accord, pas du tout d'accord, je ne me sens en rien européen, ou je ne sais pas ». On voit sur le graphique²⁶⁹ que la réponse qui domine sans conteste est « plutôt d'accord » suivie de près par le « tout à fait d'accord ». Si on cumule ces deux taux de réponses positives on obtient 72.3%. Cela représente une part très importante de la population espagnole. Moins de 15% sont très négatifs vis-à-vis de cette affirmation. On peut donc en conclure que les Espagnols considèrent en majorité que l'euro est un moyen de sentir européen parce qu'il est partagé par un grand nombre de pays. Pour la majorité donc, monnaie unique = européen.

5.2.2. L'observation des médias

Tout comme dans le cas de la France, nous étudierons maintenant notre deuxième cas d'étude, l'Espagne, au travers de différents articles de journaux ou d'internet pour tester à nouveau nos hypothèses. L'on verra donc si les Espagnols se sont effectivement rebellés contre l'Union européenne suite à la crise de la zone euro, ou si l'euro a permis un attachement à l'Union européenne malgré ses difficultés.

Sur le site www.elimparcial.es, on trouve trois articles de l'avocat économiste espagnol Manuel Balmaseda datant des premiers mois de l'année 2012. Il explique²⁷⁰ qu'il y a eu dans l'Histoire beaucoup de tentatives d'unions monétaires. En simplifiant les choses, il démontre que celles qui ont eu du succès sont celles qui ont été accompagnées d'une unification politique pleine et entière avec un État souverain, un gouvernement, un pouvoir législatif et un budget²⁷¹. Pour sortir de la crise²⁷², Balmaseda explique que la

²⁶⁹ Élaboré à partir de http://www.cis.es/cis/export/sites/default/-Archivos/Marginales/2640_2659/2641/e264100.html consulté le 08 juillet 2012.

²⁷⁰ <http://www.elimparcial.es/economia/por-que-espana-debe-salirse-de-la-zona-euro-i-98760.html> consulté le 09 juillet 2012.

²⁷¹ Traduction personnelle. «Ha habido en la Historia muchos intentos de uniones monetarias. Simplificando, se puede decir que han tenido éxito las que han ido acompañadas de la unificación política plena en un solo estado soberano, con un gobierno central, un poder legislativo y un presupuesto».

seule solution se trouve dans l'abandon de l'euro, la dévaluation de la monnaie nationale et le « default » d'une partie de la dette. Pour lui, c'est la seule façon de ne pas soumettre l'Espagne au long calvaire de la déflation interne²⁷³. En effet, c'est pour lui²⁷⁴ « la forme la plus expéditive, bien que coûteuse pour retrouver la productivité perdue ». Cependant, il explique que « la dissolution de la zone euro n'implique pas celle de l'Union européenne »²⁷⁵. Certains Espagnols pensent donc à un abandon de la zone euro, mais pas forcément de l'Union européenne.

Un article²⁷⁶ de mai 2012, paru sur www.principiamarsupia.wordpress.com explique que « l'euro n'est pas une fin en soi » mais un instrument qui a été « créé dans l'espoir d'améliorer les économies des pays européens et de renforcer notre sentiment d'unité »²⁷⁷. L'article continue en expliquant que l'Espagne est dans une situation très complexe car « continuer avec l'euro semble assurer une continuation de la crise pendant des années et sortir de l'euro peut entraîner des événements que personne ne peut prédire avec certitude »²⁷⁸. Cet article met en évidence la complexité du problème. Il semble que les Espagnols soient indécis sur la suite des événements. Entre la crise sans fin ou l'avenir incertain, il semble difficile de choisir.

Sur www.es.finance.yahoo.com est paru un article²⁷⁹ le 31 mai 2012. Le journaliste explique que l'Espagne est dans « l'œil de l'ouragan » et pas seulement en Europe. En effet, l'Espagne est devenue le centre des toutes les attentions et pas pour la meilleure des raisons. Le journaliste continue : « avec la crise, la prime de risque, le désastre de Bankia et la recapitalisation du secteur bancaire, nous avons réussi à dérober la place de protagoniste de la Grèce dans tous les esprits. Maintenant, les analystes nous « gâtent » de plus en plus. Leur prédiction ? Nous serons les premiers à sortir de l'euro »²⁸⁰. Dans une interview²⁸¹ pour www.elpais.com le 8 juin 2012, l'économiste Loretta Napoleoni s'exprime en ces termes : « si la Grèce quitte l'euro, ce qui est très probable, l'Espagne aussi se retrouvera sous la menace »²⁸². En effet, la récente demande de financement a braqué les yeux de la planète sur l'Espagne. Les observateurs sont de plus en plus nombreux à prédire un abandon de l'euro... mais est-ce vraiment ce qui est en train de se passer ?

Sur le site www.contretemps.eu du 12 juin 2012, on peut lire²⁸³ que « la zone euro est aujourd'hui au bord de l'explosion en raison de son incapacité à surmonter ses contradictions » et que « la panique bancaire s'est étendue à l'Espagne qui a dû demander le 9 juin 2012 un prêt de 100 milliards d'euros pour

²⁷² <http://www.elimparcial.es/economia/porque-espana-debe-salirse-de-la-zona-euro-ii-98824.html#> consulté le 09 juillet 2012.

²⁷³ Traduction personnelle. «Esta alternativa, aunque dura y complicada, es la única posible si no queremos someter a España al largo calvario de la deflación interna.»

²⁷⁴ <http://www.elimparcial.es//por-que-espana-debe-salirse-de-la-zona-euro-iii-99668.html> consulté le 09 juillet 2012.

²⁷⁵ Traduction personnelle. «La salida de la Zona Euro y la devaluación de la moneda nacional es la forma más expeditiva, aunque costosa, de recuperar la productividad perdida. La ruptura de la Zona Euro no implica la de la Unión Europea».

²⁷⁶ <http://principiamarsupia.wordpress.com/2012/05/16/como-seria-la-salida-de-espana-del-euro-guia-paso-a-paso/> consulté le 09 juillet 2012.

²⁷⁷ Traduction personnelle. «El euro no es “un fin en sí mismo”. El euro es un instrumento que se creó con la esperanza de mejorar las economías de los países Europeos y reforzar nuestro sentimiento de unidad».

²⁷⁸ Traduction personnelle. «La situación es muy compleja. Seguir en el euro parece asegurar que la crisis de la periferia se prolongará durante años. Romper el euro puede desencadenar eventos que nadie es capaz de predecir con seguridad».

²⁷⁹ <http://es.finance.yahoo.com/blogs/finyahoofinanzas/seis-razones-espa-salir-euro-111242808.html> consulté le 09 juillet 2012.

²⁸⁰ Traduction personnelle. «Estamos en el ojo del huracán, y no solo en el de Europa. España se ha convertido en el centro de todas las miradas, y no precisamente por algo bueno. Con la crisis, la prima de riesgo, el desastre de Bankia y la recapitalización del sector bancario hemos conseguido quitarle el protagonismo a Grecia de las cabeceras. Ahora, los analistas nos 'miman' mucho más. ¿Su predicción? Seremos los primeros en salir del euro».

²⁸¹ http://economia.elpais.com/economia/2012/06/08/actualidad/1339138307_607018.html consulté le 09 juillet 2012.

²⁸² Traduction personnelle. «Si Grecia sale del euro, lo que es muy muy probable, España también se encontrará bajo amenaza».

²⁸³ <http://www.contretemps.eu/fr/interventions/crise-prisme-cas-Espagnol-0> consulté le 09 juillet 2012.

recapitaliser ses établissements ». Malgré cette panique bancaire, cette crise économique, il ne semble pas y avoir de révolte dans le pays ! C'est assez paradoxal, mais c'est le cas actuellement.

Le 15 juin 2012 est paru sur www.marianne2.fr un article²⁸⁴ traitant de la crise en Espagne et de sa récente demande d'aide financière : « Est-ce que la 9^{ème} crise de la zone euro depuis 2010 est ainsi terminée et est-ce que l'Union européenne est une nouvelle fois «sauvée»? Il n'en est rien évidemment. La crise espagnole est au contraire une nouvelle manifestation, après la Grèce, l'Irlande et le Portugal, de l'accélération de la crise de l'euro. Une crise qui frappe maintenant de plein fouet la quatrième économie de la zone euro, la cinquième de l'Union européenne et la neuvième du monde ». Une révolution citoyenne pourrait-elle suivre pour manifester contre cette crise économique ? Dans un article²⁸⁵ du 24 juin 2012 paru sur www.eluniversal.com, on peut lire que selon un sondage « à mesure que la crise de la dette se réduit en Espagne, le soutien des citoyens à l'euro augmente de plus en plus, puisqu'il passe de 66% en juin 2011 à 75% actuellement »²⁸⁶. Cela nous semble être un grand paradoxe. Malgré la crise qui frappe pleinement l'économie et les ménages espagnols, le soutien à l'euro va grandissant ! Notre seconde hypothèse est ainsi réfutée par ces données qui prouvent qu'alors que la crise est au plus haut, l'Union européenne n'est pas rejetée.

Un journaliste de www.elpais.com, dans un article²⁸⁷ du 30 juin 2012 commence son article en ces termes : « nous allons de déception en déception »²⁸⁸. Il explique que les investisseurs perdent confiance dans le gouvernement espagnol mais aussi européen. Selon lui, ce serait dû aux multiples erreurs commises et à l'impression que donne l'Union européenne d'avoir perdu le rythme, de s'occuper tardivement des problèmes et d'éviter de les attaquer à la racine. Toutefois, la baisse de confiance qui règne au sein des observateurs et investisseurs extérieurs ne semble pas avoir atteint les Espagnols. Malgré la crise, et comme nous l'avons vu, il n'y a apparemment pas de rejet du projet européen.

Les médias ne semblent pas signaler de débordement majeur en Espagne. Il n'y a pas eu de grosses manifestations à l'encontre de l'euro ou de l'Union européenne, ou en faveur d'un retour à la souveraineté nationale et à la monnaie nationale. S'il y a eu quelques manifestations, elles ont été adressées au gouvernement interne et non aux politiques de Bruxelles...

5.2.3. Conclusion sur l'Espagne, l'euro et l'Union européenne dans la crise économique

Nous avons vu le cas de l'Espagne, notre deuxième sujet d'étude. Après avoir étudié en troisième partie l'histoire européenne de l'Espagne, nous avons pensé que les Espagnols allaient sûrement rejeter l'Union européenne à cause de la crise économique intense qu'ils traversent depuis 2008.

Ce que nous avons pu remarquer lors de notre étude empirique est que, si les Espagnols semblent parfois perdre confiance en l'Union européenne, ils ne rejettent pas pour autant la monnaie unique. Il semble que leur éventuelle crise de confiance soit passagère.

Encore une fois, et comme pour la France, nous pouvons vérifier seulement une partie de nos hypothèses. L'euro a effectivement joué un rôle de facteur d'identification au projet européen et de vrai symbole pour les Espagnols. Malgré la crise économique de la zone euro cependant, l'attachement des Espagnols à l'Union européenne ne semble pas avoir été trop détérioré. En tous cas, on ne remarque pas de révolte à l'encontre de Bruxelles ni de la monnaie unique. Pour l'instant donc, notre seconde hypothèse de voir les Espagnols rejeter l'Union européenne n'est pas confirmée.

²⁸⁴ http://www.marianne2.fr/gerardfiloche/Espagne-la-crise-de-la-zone-euro-s-accelere_a57.html consulté le 09 juillet 2012.

²⁸⁵ <http://www.eluniversal.com/internacional/crisis-en-la-eurozona/120624/la-mayoria-de-los-los-espanoles-rechazan-abandonar-el-euro> consulté le 29 juin 2012.

²⁸⁶ Traduction personnelle. «Según un sondeo, a medida que la crisis de la deuda se recrudecía en España aumentaba también el apoyo de sus ciudadanos al euro, que pasó del 66% en junio de 2011 al 75% actual?».

²⁸⁷ http://elpais.com/elpais/2012/06/20/opinion/1340214722_809934.html consulté le 09 juillet 2012.

²⁸⁸ Traduction personnelle. « Vamos de chasco en chasco ».

5.3. Conclusion générale de l'étude. L'euro est-il un facteur d'identification ?

5.3.1. L'euro comme véritable symbole ?

5.3.1.1. Vérification de la première hypothèse

Après les études de cas sur nos deux pays, la France et l'Espagne, nous pouvons affirmer que notre hypothèse première est vérifiée. Voici comment elle était formulée :

H.1 L'euro a un effet positif sur l'identification au projet européen.

Empiriquement donc, par les sondages et l'observation des sociétés espagnole et française dans les médias, nous pouvons affirmer que l'euro a eu effectivement un effet positif sur l'identification au projet européen, à l'Union européenne.

Par exemple, on a pu voir dans les sondages que les Français, tout comme les Espagnols sont depuis 2002 majoritairement contents de l'appartenance de leur pays à l'Union européenne et qu'ils sont plutôt positifs quant à l'Union européenne, et en faveur du projet d'intégration. On a aussi pu remarquer qu'aucun des deux pays n'est prêt à abandonner l'euro pour retrouver sa monnaie nationale.

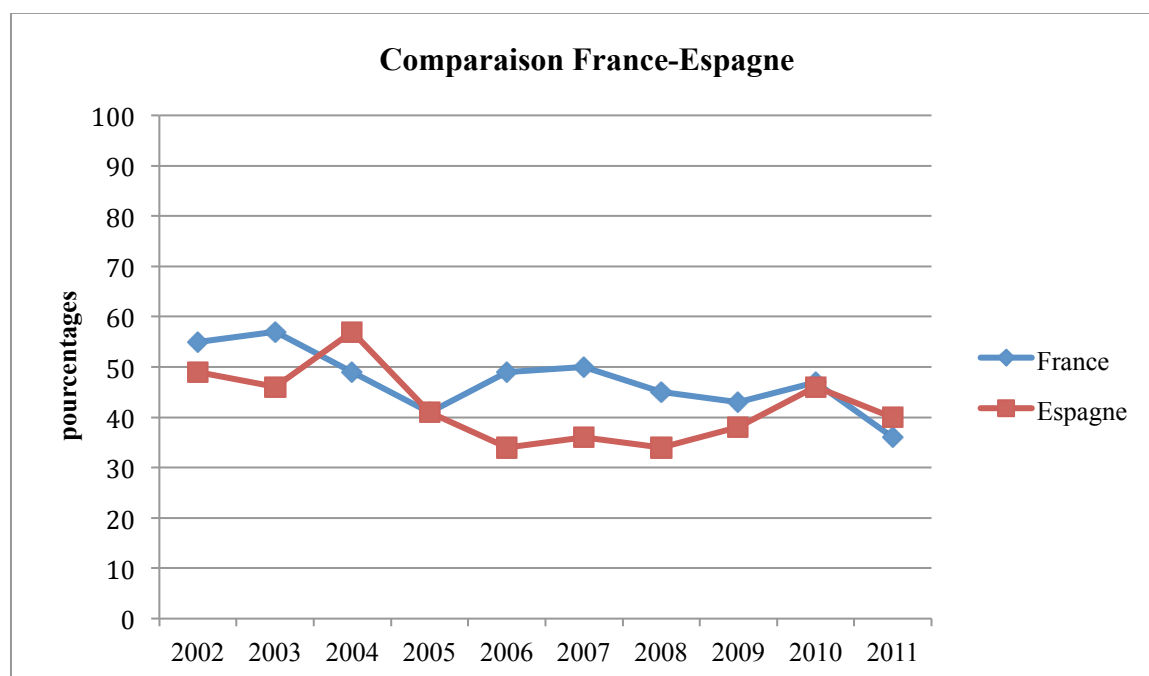


Figure 30. Que représente pour vous l'Union européenne personnellement ? Réponse : l'euro.

Dans l'Eurobaromètre, la question revient souvent : « Que représente pour vous l'Union européenne personnellement ? ». Dans les choix proposés, on y trouve « l'euro ». C'est d'ailleurs la réponse la plus plébiscitée par les personnes interrogées. Nous avons donc relevé²⁸⁹ le pourcentage de la population française et espagnole qui répond « l'euro ». Cette comparaison des deux pays se fait sur la période 2002-2011 pour voir si la crise économique a changé quelque chose. Tout d'abord, nous voyons que le pourcentage de cette réponse est assez élevé pour les deux pays. Il tourne autour des 40% avec des pics à 57% parfois. Dès 2007, date de la crise, nous remarquons que pour la France le taux est en diminution (même s'il remonte en 2010) mais que pour l'Espagne il est en augmentation jusqu'en 2010. L'euro semble donc être un vrai facteur d'identification, encore plus par temps de crise (visible en Espagne), peut-être parce que les médias relient sans cesse l'Union européenne à l'euro. La France, moins touchée par la crise que l'Espagne, ne ressent peut-être pas autant ce lien.

²⁸⁹ Élaboré à partir de http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 29 juin 2012.

Ce graphique confirme donc notre première hypothèse. Les Français et les Espagnols se sentent liés à l'Union européenne par la monnaie unique, l'euro. On peut constater sans aucun doute possible que l'euro a produit un attachement sans conteste à l'Union européenne pour les Français et les Espagnols.

5.3.1.2. Le symbolisme de l'euro vérifié

Les tests empiriques de nos hypothèses ont permis d'affirmer que l'euro possède une vraie dimension symbolique. Rappelons que le rôle du symbole réside dans la communication, la socialisation, l'unification. Il permet de marquer l'appartenance à un groupe, à une communauté. On a pu voir aussi au cours de notre étude que toute monnaie symbolise par nature le lien social. En effet, pour devenir un vrai symbole, la monnaie doit dépasser sa simple fonction d'instrument facilitant l'échange économique. Il doit devenir un vrai élément social.

Sur le site www.observatoiredeleurope.com certains parlent même de la « méthode monnaie » ! Bien que cette expression soit utilisée dans un sens critique et eurosceptique, cela nous montre que l'Europe veut se faire *grâce et par* l'euro. La monnaie unique est devenue un véritable moyen de construire l'Europe. Ainsi, l'euro, au-delà son utilisation économique, rapproche les Européens et les « identifie » à l'Union européenne en leur permettant de partager un élément symbolique : la monnaie.

Au cours de notre étude, nous avons relevé aussi beaucoup de remarques d'observateurs du projet européen qui avaient prédit que l'euro permettrait de forger une identité européenne. Empiriquement, il semble que cela soit le cas. On ne peut pas forcément parler d'identité au sens littéral, mais plutôt d'un attachement, d'une appartenance ou d'une identification. Ceci est indéniable. La France et l'Espagne sont totalement concernées par ce phénomène d'attachement par la monnaie. C'est très intéressant car ce sont deux pays avec une histoire européenne très différente (plus ou moins longue et plus ou moins proche) mais on remarque le même attachement à l'Union européenne grâce à l'euro. L'euro est donc synonyme de symbole pour tous.

5.3.2. Une appartenance européenne non conditionnée à la conjoncture de l'euro

5.3.2.1. Réfutation de la deuxième hypothèse

Notre étude empirique a révélé que la deuxième hypothèse de départ était réfutée. Rappelons ce qu'elle affirmait :

H2. La crise de la zone euro a un effet négatif sur l'identification au projet européen.

En effet, après notre étude théorique sur les deux pays et sur l'attachement à l'Union européenne, nous avons émis l'idée que suite à la crise économique de la zone euro, les Français et les Espagnols en viendraient à rejeter le projet européen. Mais notre affirmation n'a pas été vérifiée.

Nous avons vu que les populations française et espagnole étaient toutes les deux d'accord de dire que leur pays bénéficie de son appartenance à l'Union européenne, et ceci même pendant la crise. D'autre part, l'image de l'Union européenne est toujours restée positive ou neutre, même si elle commence maintenant à se dégrader lentement. De plus, et c'est non négligeable, les Français et les Espagnols sont toujours restés en faveur d'une union économique et monétaire avec une seule monnaie commune, l'euro. Nous avons aussi remarqué que face à la crise, ceux-ci se prononcent pour « plus d'Europe » en demandant plus de décisions venant de Bruxelles et une coordination plus grande entre les pays.

La crise ne semble donc pas avoir eu raison de l'attachement à l'Union européenne. Bien que l'on ne puisse pas dire que l'attachement des populations étudiées soit sans faille, il semble tout de même suffisamment important pour résister malgré une crise économique d'une telle ampleur.

5.3.2.2. Une appartenance non corrélée à la réussite économique

La France et l'Espagne sont deux pays différents dans leur histoire, mais aussi dans leur appréhension de la crise. L'Espagne est grandement touchée (plan de rigueur, économie déficitaire, taux de chômage à 25%) et la France est encore un peu préservée. Cependant, malgré leur différence, les deux pays ne manifestent pas de rejet envers l'Union européenne. C'est très étonnant. Les observateurs prévoient un certain rejet de l'Union, surtout pour l'Espagne, mais cela n'a pas été le cas. Les sondages nous le

confirment, ainsi que l'absence de mouvements de révoltes ou de manifestations. L'identification à l'Union peut être parfois en baisse, mais il n'y a pas de refus ou de rejet catégorique.

Nous pouvons donc tirer une conclusion de cette observation. L'attachement à l'Union européenne n'est pas conditionné à la réussite économique de la monnaie européenne, l'euro. En effet, on émet souvent le postulat que l'intégration européenne est acceptée dans les esprits seulement si elle est accompagnée d'une réussite économique. Pourtant, en testant empiriquement nos hypothèses, nous avons pu voir que ce n'était pas le cas du tout. Malgré la crise économique qui les frappe de plein fouet, les Français et les Espagnols ne rejettent pas l'Union européenne et ne semblent pas moins attachés au projet européen ou à l'euro. Les plaintes ou les voix qui ont pu s'élever dans ces pays au sujet de la crise ont été adressées au gouvernement intérieur, et jamais à l'Union européenne.

Il nous faut donc retenir que l'attachement au projet européen ne dépend pas de la réussite économique.

Le postulat corrélant réussite économique et attachement à l'Union européenne ne se vérifie pas empiriquement. Il est important d'insister sur cet élément, qui vient contredire beaucoup de rumeurs ou d'expectatives non fondées.

5.3.3. L'euro, un facteur d'identification en tant que symbole mais pas en tant qu'instrument économique.

5.3.3.1. Conclusion sur les hypothèses de départ

En conclusion de cette étude, rappelons que l'hypothèse numéro 1, qui postulait un attachement des Français et des Espagnols à l'Union européenne par l'euro a été vérifiée. L'hypothèse numéro 2, qui postulait que la crise économique avait un impact sur l'identification des Français et des Espagnols au projet européen, a été balayée. En effet, l'euro a permis aux Européens de s'identifier à l'Europe, en partageant une monnaie commune symbolique, mais sa crise de 2008, contrairement à ce qu'on pensait, n'a pas empêché un attachement des populations au projet européen.

Notre étude a été menée à bout puisque nous avons pu tester empiriquement chacune des deux hypothèses pour pouvoir tirer des conclusions précises et pertinentes.

5.3.3.2. L'euro, un facteur d'identification

Peut-on donc dire que l'euro est un facteur d'identification ? Et surtout, l'est-il malgré la crise économique qu'il traverse ?

Nous avons pu prouver que l'euro reste un symbole important, qu'il n'est pas refusé ou renié à cause de la crise. Il est considéré comme un facteur d'identification car il rassemble les Européens qui l'acceptent facilement. L'euro est un symbole, une reconnaissance, une monnaie partagée et reconnue. Mais là où notre étude devient plus intéressante c'est de voir qu'il n'est pas facteur d'identification seulement lorsqu'il est économiquement fort et stable et en l'absence de crise. Même lors d'une crise aiguë de la zone euro, les Français et les Espagnols restent majoritairement favorables au projet européen. Comme dit précédemment, la réussite économique de la monnaie unique n'influe pas sur le sentiment européen.

Comme les Français et les Espagnols ne rejettent ni l'Union européenne ni la monnaie européenne malgré la crise de l'euro, cela nous prouve que l'euro est un véritable symbole qui permet une identification, et que son symbolisme ne réside pas dans sa dimension économique. C'est cette dimension de notre étude qui est vraiment intéressante et surprenante.

L'euro a une dimension symbolique *intrinsèque* car l'identification qu'il induit ne dépend pas de sa valeur monétaire. Son « pouvoir » ne dépend pas de la conjoncture économique. L'euro est donc un vrai symbole, par sa nature de monnaie partagée, et un vrai facteur d'identification qui n'est pas corrélé à sa valeur monétaire. Il permet un réel attachement par sa nature même.

Nous pouvons donc répondre affirmativement à notre question : l'euro est bien un facteur d'identification au projet européen. Les Français et les Espagnols en sont un exemple en ne rejetant pas l'euro malgré la crise. Mais qui sait si cette attitude ne va pas changer en cas d'accélération de la crise et en l'absence de solutions efficaces ? Si la Grèce quitte la zone euro, est-ce que les Espagnols ne seront pas tentés de faire de même ?

6. Conclusion

Au terme de cette étude sur l'euro comme facteur d'identification au projet européen, nous pouvons à présent tirer quelques conclusions. Tout d'abord, il ne fait aucun doute que la crise économique de 2008 a frappé très durement les deux pays étudiés, la France et l'Espagne, mais surtout l'Espagne qui atteint actuellement un taux de chômage de 25%. Nous assistons en effet à une phase de grosse récession pour l'ensemble de la zone euro. Cette crise a littéralement passionné les médias et les différents observateurs, qui ont souvent tiré des conclusions sur une potentielle dissolution de la zone euro, un rejet éventuel de la monnaie européenne ou de l'Union européenne par les peuples européens, ou une désolidarisation des pays européens. Cependant, on a noté au cours de notre étude des résultats assez suprenants et qui n'étaient pas tout à fait ceux que l'on attendait.

Nous avons tout d'abord remarqué que l'euro est un symbole incontesté de l'appartenance européenne. Pourquoi ? Parce qu'il est en lui-même un moyen de reconnaissance pour les Européens qui leur permet de se sentir membres de la « même famille ». De plus, l'euro est un instrument monétaire que l'on relie tout de suite à l'Union européenne. On n'imagine plus d'Union européenne sans euro ou d'euro sans Union européenne. Il est devenu un attribut essentiel de l'intégration européenne. En effet, nous avons vu que toute monnaie est un symbole et un lien social. Il est un élément essentiel d'une identité, puisque tout pays a (ou avait, dans le cas des pays de la zone euro) sa propre monnaie nationale. Donc si l'Union européenne a, à son tour, une monnaie, l'identité des Européens devrait se transférer vers l'Union européenne. D'autre part, l'euro permet de former des normes et des utilisations communes et semblables entre tous, ce qui entraîne nécessairement un sentiment d'unité. L'euro est aussi un symbole dans la mesure où il procède d'une légitimité politique et d'une adhésion réelle envers l'entité européenne. Pour finir, une monnaie unique entraîne une solidarité de fait entre les utilisateurs qui la partagent.

En utilisant la théorie constructiviste de l'intégration européenne, nous avons pu voir comment se forment les identités, en l'occurrence grâce à l'interaction sociale, ce qui nous a permis de comprendre un peu mieux le phénomène d'identification à l'Union européenne. En effet, nous avons compris que l'appartenance à l'Union européenne n'est pas donnée mais construite entre autres au travers d'instruments comme la monnaie unique, l'euro.

Nous avons ensuite pu nous pencher sur les deux pays de notre étude, la France et l'Espagne. Choisis parce qu'ils sont culturellement proches mais historiquement différents dans leur approche de l'Europe, leur rapport à l'Union européenne a été intéressant à étudier en période de crise économique, en permettant d'alimenter et d'affiner notre analyse. Ces deux pays sont apparemment plutôt pro-Europe mais l'Espagne semble l'être encore plus que la France. Son enthousiasme est sûrement dû à son isolationnisme franquiste passé. Les Français et les Espagnols ne sont pas foncièrement des européistes convaincus mais ils sont quand même majoritairement favorables à la construction européenne. Ils pensent que leurs pays respectifs ont bénéficié de leur appartenance à l'Union européenne. Le seul passage à vide que l'on peut relever est l'année 2005 pour la France qui marque le refus de la Constitution européenne et donc le rejet populaire momentané des Français du processus d'intégration européenne.

La première hypothèse que nous avons étudiée ensuite consistait à dire que l'euro a un effet positif sur l'identification à l'Union européenne. Il existe en effet un assez large consensus des observateurs autour de cette affirmation. L'euro délimite un espace « européen » et permet de faire prendre conscience aux populations d'une « entité européenne » avec des intérêts communs. Les sondages et les médias ont montré un attachement croissant des Français et des Espagnols à l'Union européenne, jusqu'à la crise en tout cas. La majorité de ceux-ci pensent que leur pays a retiré du bénéfice de son appartenance européenne. De plus, les sondages montrent que l'euro rassemble effectivement les Européens puisqu'il est monnaie commune. Il permet de se « sentir européen ».

Notre deuxième hypothèse d'étude consistait à dire que la crise de la zone euro avait eu un impact négatif sur l'identification au projet européen. Si l'euro allait mal, les Français et les Espagnols allaient rejeter l'Union européenne. Nous avons donc postulé une corrélation entre réussite économique et attachement européen. Plusieurs observateurs s'attendaient d'ailleurs à une telle situation. Si la zone euro continuait à

aller de mal en pis, il en résulterait une chute de l'Union européenne ou une dissolution de la zone euro. Cependant, notre hypothèse n'a pas été confirmée. Les résultats des sondages et l'observation des médias nous ont prouvé le contraire. Certes une majorité de Français et d'Espagnols pensent que l'euro n'a pas bien géré les effets de la crise économique, et qu'il a plutôt été un handicap pendant la crise. On remarque aussi que le manque de confiance en l'Union européenne est grandissant dans ces deux pays mais cela ne suffit pas à confirmer notre hypothèse. En effet, l'image de l'Union européenne est malgré tout restée positive, bien que nuancée. Les Espagnols et les Français n'ont pas rejeté l'idée d'une union monétaire et sont toujours en faveur de celle-ci et de l'euro. Pour eux, les réponses à la crise devraient venir surtout des instances européennes et ils ne manifestent pas d'envie de retourner à leur monnaie nationale d'origine. On remarque même que ces deux pays demandent « plus d'Europe » pendant la crise économique de la zone euro. On n'a pas non plus vu de rejet majeur de l'Union européenne dans les médias, puisqu'il n'y a eu aucune grande manifestation à l'encontre de l'euro ou de l'Europe. Malgré la crise qui les touche de près, l'Espagne et la France se déclarent toujours européennes.

Concluons à présent notre étude : l'euro est-il un facteur d'identification à l'Union européenne ? La réponse qui s'impose est « oui ». En effet, l'euro est un vrai symbole car il est un élément fédérateur de l'Union européenne. Il est un élément partagé entre les habitants de la zone euro et il donne une visibilité à « l'espace européen ». Les sondages et les observateurs confirment aussi que l'euro a permis un attachement en hausse. Pour une majorité de Français et d'Espagnols, c'est l'euro qui représente l'Union européenne, et pas le drapeau, ni le passeport européen, ni la citoyenneté européenne, ni l'hymne. La monnaie est importante d'une part dans la légitimation du projet européen aux yeux des citoyens et d'autre part dans le développement d'un sentiment d'appartenance à l'entité européenne.

L'euro est donc un facteur d'identification par nature, intrinsèquement, et au-delà de sa simple valeur monétaire. Notre étude empirique réfute l'idée associant euro fort et identification réussie. On voit en effet dans notre étude que même en temps de crise aigüe de l'euro, les populations restent attachées à l'Union européenne. L'euro est un facteur indéniable d'identification à l'Union européenne. Le résultat de cette étude est fortement suprenant. Il déjoue un grand nombre d'affirmations de politiciens ou d'observateurs pour qui les Européens allaient rejeter sans aucun doute la monnaie européenne. Il est très important, ainsi, de pouvoir insister sur les résultats de notre étude empirique dans la mesure où, à notre connaissance, pour le moment, personne n'a encore mesuré l'attachement des Français et des Espagnols à l'euro, suite à la crise économique.

Mais cette conclusion n'est-elle pertinente que pour les deux pays étudiés, l'Espagne et la France ? Nous pourrions peut-être extrapoler ces conclusions pour les pays restants de la zone euro, mais rien n'est prouvé. La Grèce pourrait peut-être, vu sa situation, renoncer à sa participation à la zone euro, et peut-être à l'Union européenne même. Mais il est impossible de savoir ce qu'il est en sans étudier la question plus profondément. Comme on l'a vu, notre hypothèse d'un rejet de l'Union a été réfutée. Il pourrait en être de même pour la Grèce. Soyons donc prudents dans nos conclusions théoriques sur l'avenir de l'Union européenne. Comme notre étude l'a prouvé, nous pourrions facilement nous tromper. L'attachement des Français et des Espagnols à leur monnaie européenne et à l'Union ne fait aucun doute malgré la crise économique et présuppose des résultats semblables dans d'autres pays européens.

Mais jusqu'à quand durera cette appartenance ou attachement à l'Union européenne ? Qui sait si, la crise économique continuant et s'empirant, le chômage augmentant en France et en Espagne, les populations ne finiront pas par s'en prendre à un niveau plus élevé que leurs gouvernements nationaux, à savoir les instances européennes ? Et combien de temps durera cette identification en l'absence d'un vrai État européen ? Tous les moyens mis en œuvre ne sont-ils pas voués à l'échec tant que la finalité du projet européen ne sera pas définie ? Les orientations des années à venir joueront un rôle crucial à cet égard.

7. Bibliographie

Monographies

ALLERON, Monique, BON, Philippe, BONNAUD, Jean-Jacques, *Les enjeux de l'euro*, Paris, Economica, 1999.

BARTHALON, Olivier, BIBAC, Ionut, ERNST, Cecile, *L'euro dix ans après, Un premier bilan à l'heure de la crise financière*, Paris, L'Harmattan, 2009.

BOSSUAT, Gérard, *L'Europe des Français 1943-1959*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.

CHECKEL, Jeffrey, KATZENSTEIN, Peter (ed), *European Identity*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

CLOSA, Carlos, HEYWOOD, Paul, *Spain and the European union*, New-York, Palgrave Macmillan, 2004.

CONSTANTINESCO, Vlad, KOVAR, Robert, SIMON, Denys (dir), *Traité sur l'Union européenne, commentaire article par article*, Paris, Economica, 1995.

COURTY, Guillaume, DEVIN, Guillaume, *La construction européenne*, Paris, La Découverte, troisième édition, 2010.

DELCLAUX, François, DE BERGEYCK, Xavier, *L'Euro, la monnaie du troisième millénaire*, Paris, Gualino Éditeur, 1997.

FERNANDEZ, Alexandre, *Les Espagnols, de la guerre civile à l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2008.

FLOUZAT, Denis, *L'euro*, Ligugé, Milan, Les essentiels, 1999.

FOURQUET, Jérôme, CAHUZAC, Jérôme, POß, Joachim, *Crise de l'euro, crise de l'Europe?* Paris, Fondation Jean Jaurès, 2011.

GERBET, Pierre, *La France et l'intégration européenne, essai d'historiographie*, Berne, Peter Lang, 1995.

GUIBOURG, Catherine, *Le OUI européen et le NON français*, Paris, La compagnie littéraire, 2006.

GUILLAUME, Jacques, *La France dans l'Union européenne*, Paris, Belin memento, 2003.

HUG, Simon, *Voices of Europe, Citizens, Referendums, and European integration*, Maryland, Rowman & Littlefield publishers, 2002.

KOENIG, Gilbert (dir), *L'euro, vecteur d'identité européenne*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2002.

LAGER, Carole, *L'Europe en quête de ses symboles*, Berne, Euroclio, Etudes et documents, 1995.

LE MOIGNE, Jean-Louis, *Le constructivisme, Tome 1: Des fondements*, Paris, ESF Éditeur, 1994.

LE MOIGNE, Jean-Louis, *Le constructivisme, Tome 2: Épistémologie de l'interdisciplinarité*, Paris, ESF Éditeur, 1994.

MARCET, Joan (Ed.), *La constitution européenne à référendum. Espagne et France 2005*. Barcelona, Institut

de Cències Polítiques i Socials, 2006.

MOUSSIS, Nicolas, *Accès à l'Union européenne, droit, économie, politique (13ème édition révisée)*, Rixensart, European study service, 2008.

NOTRE EUROPE, DELORS, Jacques, *L'Europe tragique et magnifique, les grands enjeux européens*, Paris, Saint-Simon, 2006.

PARISOT, Françoise (coord), *Citoyennetés nationales et citoyenneté européenne*, Paris, Hachette Éducation, 1998.

PINGEL, Isabelle (dir), *Commentaire article par article des traités UE et CE, de Rome à Lisbonne (deuxième édition)*, Bale, Helbing, 2010.

POCHERON, Sabrina, *La constitution européenne, perspectives française et allemande*, Paris, L'Harmattan, 2004.

PROMEURO, *L'Euro pour l'Europe, des monnaies nationales à la monnaie européenne*, Bruxelles, De Boeck Université, 1998.

ROSAMOND, Ben, *Theories of European integration*, London, Palgrave, 2000.

SAINT-ETIENNE, Christian, *La fin de l'euro*, (2ème édition), Paris, François Bourin, 2011.

SAPIR, Jacques, *Faut-il sortir de l'euro ?* Paris, Éditions du Seuil, 2012.

SAUGER, Nicolas, BROUARD, Sylvain, GROSSMAN, Emiliano, *Les Français contre l'Europe? Le sens du référendum du 29 mai 2005*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2007.

SAURUGGER, Sabine, *Théories et concepts de l'intégration européenne*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2009.

SCHWOK, René, *Théories de l'intégration européenne*, Paris, Montchrestien, 2005.

TANGO, Cristina, *L'Espagne : Franquisme, transition démocratique et intégration européenne 1939-2002*, Genève, Institut Européen de l'Université de Genève, 2006.

TROUVÉ, Matthieu, *L'Espagne et l'Europe, de la dictature de Franco à l'Union européenne*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2008.

VAL, Philippe, *Le référendum des lâches, les arguments tabous du oui et du non à l'Europe*, Paris, Le cherche midi, 2005.

WENDT, Alexander, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

WIENER, Antje, DIEZ, Thomas, *European Integration Theory* (2d edition), Oxford, Oxford University Press, 2009.

WIENER, Antje, KNUD, Erik Jorgensen, *Social Construction of Europe*, London, SAGE, 2001.

Articles et chapitres d'ouvrages

BARRE, Raymond, « L'euro et la construction politique de l'Europe », *Revue Administration*, juillet 1999. No. 182, pp. 17-29.

DAI, Meixing, « L'euro fort et l'identité européenne », in KOENIG, Gilbert (dir), *L'euro, vecteur d'identité européenne*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2002.

DEVOLUY, Michel, « La BCE comme vecteur d'identité européenne », KOENIG, Gilbert (dir), *L'euro, vecteur d'identité européenne*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2002.

FERRON, Julie, « Le citoyen européen entre imitation et invention, comment les citoyennetés nationales en Europe devinrent européennes », in MARON, Fabienne, POZARLIK Grzegorz, *Identités, citoyennetés et démocratie : 20 ans après*, Bruxelles, Bruylant, 2011.

FONTELA, Emilio, « The euro as a symbol of European nationhood », *Finance et bien commun*, Winter 2001/2002, No. 9.

LACROIX, Justine, MAGNETTE, Paul, « Théorie politique », in BELOT, Céline, MAGNETTE, Paul, SAURUGGER, Sabine, *Science politique de l'Union européenne*, Paris, Economica, 2008.

LAGER, Carole, « L'euro, symbole d'identité européenne ? » *Études internationales*, 2005, Vol. 36, No.1, pp. 61-82.

MARASOVA, Jana, HOREHAJOVA, Maria, « Européens ou nationalistes », in MARON, Fabienne, POZARLIK Grzegorz, *Identités, citoyennetés et démocratie : 20 ans après*, Bruxelles, Bruylant, 2011.

ONDRIA, Peter, KOVACIK Branislav, « Les principes du fonctionnement et de l'existence de la société civile européenne » in MARON, Fabienne, POZARLIK Grzegorz, *Identités, citoyennetés et démocratie : 20 ans après*, Bruxelles, Bruylant, 2011.

RISSE, Thomas, « Social constructivism and european integration », in WIENER, Antje, DIEZ, Thomas, *European Integration Theory (2d edition)*, New-York, Oxford University Press, 2009.

ROUET, Gilles, « Identités et citoyennetés en Europe: articulations et enjeux », in MARON, Fabienne, POZARLIK Grzegorz, *Identités, citoyennetés et démocratie : 20 ans après*, Bruxelles, Bruylant, 2011.

SEEL, Stéphane, « L'euro, monnaie internationale comme vecteur d'une identité européenne », in KOENIG, Gilbert (dir), *L'euro, vecteur d'identité européenne*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2002.

STRAUSS-KAHN, Dominique, « Préface », *Revue Administration*, juillet 1999. No. 182.

TRICHET, Jean-Claude, « La symbolique de la monnaie », *Revue Administration*, juillet 1999, No. 182, pp. 25-28.

WOEHLING, Francis, « L'euro et l'approfondissement de l'identité européenne », *Finance et bien commun*, Winter 2001/2002, No. 9.

WRIGHT, Sue, « Démocratie, demos, débat », in MARON, Fabienne, POZARLIK Grzegorz, *Identités, citoyennetés et démocratie : 20 ans après*, Bruxelles, Bruylant, 2011.

Reeves

« L'euro: un dilemme politique », *Revue politique et parlementaire*, Janvier/février 1997, N° 986.

Dictionnaires

Le Petit Robert, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française, Paris, Dictionnaires le Robert, 2004.

Ressources informatiques

Articles

http://economia.elpais.com/economia/2012/06/08/actualidad/1339138307_607018.html consulté le 09 juillet 2012.

http://elpais.com/elpais/2012/06/20/opinion/1340214722_809934.html consulté le 09 juillet 2012.

<http://es.finance.yahoo.com/blogs/finyahoofinanzas/seis-razones-espa-salir-euro-111242808.html> consulté le 09 juillet 2012.

http://europa.eu/about-eu/countries/index_en.htm consulté le 06 juin 2012.

http://fr.altermedia.info/general/plus-dun-francais-trois-rejettent-leuro_30183.html consulté le 28 juin 2012.

<http://fr.rian.ru/tribune/20120603/194909670.html> consulté le 28 juin 2012.

http://french.china.org.cn/news/txt/2011-12/10/content_24120543.htm consulté le 02 mai 2012.

http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/58/61/56/PDF/ALDRIN-Les_EurobaromA_tres_entre_sciences_et_politique_2010_.pdf consulté le 11 juillet 2012.

<http://lci.tf1.fr/economie/social/2009-06/l-ue-s-attaque-au-prix-du-lait-4883049.html> consulté le 27 juin 2012.

<http://lci.tf1.fr/filnews/economie/sondage-72-des-francais-souhaitent-conserver-l-euro-6970802.html> consulté le 06 juillet 2012.

<http://opinionpublique.wordpress.com/tag/zone-euro/> consulté le 06 juillet 2012.

<http://principiamarsupia.wordpress.com/2012/05/16/como-seria-la-salida-de-espana-del-euro-guia-paso-a-paso/> consulté le 09 juillet 2012.

<http://www.20minutes.fr/economie/771858-euro-comme-europe-bord-gouffre-selon-jacques-delors> consulté le 28 juin 2012.

<http://www.bastamag.net/article1555.html> consulté le 26 juin 2012.

<http://www.contretemps.eu/fr/interventions/crise-prisme-cas-espagnol-0> consulté le 09 juillet 2012.

<http://www.diploweb.com/Crise-de-l-euro-ou-crise-de.html> consulté le 03 mai 2012.

<http://www.egaliteetreconciliation.fr/Comment-l-euro-a-transforme-l-Espagne-et-l-Italie-en-pays-du-tiers-monde-9325.html> consulté le 28 juin 2012.

<http://www.elimparcial.es/economia/por-que-espana-debe-salirse-de-la-zona-euro-i-98760.html> consulté le 09 juillet 2012.

<http://www.eluniversal.com/internacional/crisis-en-la-eurozona/120624/la-mayoria-de-los-los-espanoles-rechazan-abandonar-el-euro> consulté le 29 juin 2012.

<http://www.express.be/business/fr/economy/cf473856dc462e3cd9ac20c008f5b442-7c1/154558.htm> consulté le 28 juin 2012.

<http://www.gaullisme.fr/2011/09/16/lagonie-de-l-euro/> consulté le 28 juin 2012.

http://www.huffingtonpost.fr/olivier-harmant/crise-de-leuro-le-grand-malentendu_b_1263131.html consulté le 02 mai 2012.

<http://www.latinreporters.com/espagnepol28012012fg.html> consulté le 28 juin 2012.

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20120113trib000677897/sp-degrade-la-note-de-la-france-et-de-plusieurs-pays-de-la-zone-euro.html> consulté le 29 juin 2012.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/02/13/97001-20120213FILWWW00461-81-des-francais-pour-l-euro-sondage.php> consulté le 06 juillet 2012.

http://www.lemonde.fr/europe/article/2011/04/29/le-chomage-espagnol-atteint-un-taux-record_1514720_3214.html#xtor=RSS-3208 consulté le 28 juin 2012.

http://www.lemonde.fr/europe/article_interactif/2010/09/28/greve-generale-en-espagne-la-precarite-est-devenue-la-norme_1417249_3214.html#xtor=RSS-3208 consulté le 27 juin 2012.

http://www.lepoint.fr/economie/sondage-une-majorite-de-francais-reste-favorable-a-l-euro-03-11-2011-1392105_28.php consulté le 06 juillet 2012.

<http://www.manifestepourundebatsurlelibreechange.eu/cest-une-erreur-davoir-reduit-leurope-a-une-monnaie/> consulté le 09 juillet 2012.

http://www.marianne2.fr/gerardfiloche/Espagne-la-crise-de-la-zone-euro-s-accelere_a57.html consulté le 9 juillet 2012.

<http://www.michelcollon.info/Le-printemps-espagnol-serait-il-en.html> consulté le 28 juin 2012.

http://www.observatoiredeleurope.com/Pour-44-des-Francais-l-euro-empêche-d'affronter-la-crise_a1681.html consulté le 09 juillet 2012.

http://www.rtf.be/info/chroniques/chronique_union-europeenne-l-autre-crise-anne-blanpain?id=7581843 consulté le 02 mai 2012.

http://www.rtf.be/info/economie/detail_zone-euro-le-taux-de-chomage-bat-un-nouveau-record-a-10-4?id=7487653&category=economie consulté le 28 juin 2012.

<http://www.slate.fr:81/story/54787/euro-mort-sud-europe> consulté le 28 juin 2012.

<http://www.wsws.org/francais/News/2008/jun08/prot-j03.shtml> consulté le 27 juin 2012.

www.observatoiredeleurope.com consulté le 10 juillet 2012.

Statistiques

Centro de Investigaciones Sociológicas
<http://www.cis.es/cis/export/sites/default/-Archivos/Marginales/> consulté le 07 juillet 2012.

http://www.cis.es/cis/export/sites/default/-Archivos/Marginales/2640_2659/2641/e264100.html consulté le 08 juillet 2012.

http://www.cis.es/cis/opencm/ES/1_encuestas/estudios/tematico.jsp consulté le 04 juillet 2012.

Eurobaromètre

http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm consulté le 25 juin 2012.

http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/flash_arch_fr.htm consulté le 02 juillet 2012.

http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/flash_arch_360_345_fr.htm consulté le 02 juillet 2012.

IFOP

http://www.ifop.com/?option=com_homepage consulté le 03 juillet 2012.

http://www.ifop.com/media/poll/1654-1-study_file.pdf p. 35. Consulté le 05 juillet 2012.

http://www.ifop.com/media/poll/1655-1-study_file.pdf p. 17. Consulté le 03 juillet 2012.

http://www.ifop.com/media/poll/1687-1-study_file.pdf p. 18. Consulté le 03 juillet 2012.

http://www.ifop.com/media/poll/1919-1-study_file.pdf p. 27. Consulté le 03 juillet 2012.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	2
Sommaire.....	4
1. Introduction.....	5
2. Construction des symboles comme vecteurs d'identification.....	7
2.1. Le symbole.....	7
2.1.1. Une définition.....	7
2.1.2. Le rôle du symbole.....	8
2.1.3. Son importance.....	8
2.2. La création des symboles de l'Union européenne.....	9
2.2.1. Pourquoi des symboles pour l'Union européenne ?.....	9
2.2.2. Les différents symboles.....	10
2.3. L'euro.....	12
2.3.1. La monnaie comme symbole.....	12
2.3.2. La création de l'euro.....	14
2.3.3. Le but de l'euro. L'euro comme symbole.....	16
3. Cadre théorique.....	19
3.1. Le constructivisme.....	19
3.1.1. Pourquoi utiliser le constructivisme ?.....	19
3.1.2. Constructivisme et identité.....	20
3.1.3. Constructivisme et intégration européenne.....	21
3.2. Identité européenne et identification.....	21
3.2.1. Le concept d'identité.....	22
3.2.2. Une identité européenne ?.....	23
3.2.3. Identité ou identification ?.....	24
3.3. L'euro comme vecteur. Hypothèses de travail.....	25
3.3.1. Postulat de l'étude. L'euro comme vecteur d'identification au projet européen.....	25
3.3.2. Hypothèses de travail.....	27
3.3.3. Quels pays pour quelle étude ?.....	27
4. La France et l'Espagne face à l'Union européenne.....	29
4.1. La France.....	29
4.1.1. Une longue histoire européenne.....	29
4.1.2. Le tournant de 2005.....	31
4.1.3. Quelques statistiques de l'opinion publique française.....	33
4.2. L'Espagne.....	36
4.2.1. Une histoire européenne récente.....	36
4.2.2. L'année 2005.....	39
4.2.3. Quelques statistiques de l'opinion publique espagnole.....	41
4.3. Ce que les médias prévoient suite à la crise. Des révoltes, des révolutions dans ces pays ?.....	43
4.3.1. La réaction attendue de ces deux pays ?.....	43
4.3.2. La France et l'Espagne face à la crise dans les médias.....	44
4.3.3. Conclusion et spéculation sur nos deux cas d'étude.....	46

5.	Étude empirique de nos cas d'étude. Test de l'hypothèse.....	48
5.1.	La France.....	48
5.1.1.	<i>Les sondages</i>	48
5.1.2.	<i>L'observation des médias</i>	60
5.1.3.	<i>Conclusion sur la France, l'euro et l'Union européenne dans la crise économique</i>	61
5.2.	L'Espagne.....	62
5.2.1.	<i>Les sondages</i>	62
5.2.2.	<i>L'observation des médias</i>	73
5.2.3.	<i>Conclusion sur l'Espagne, l'euro et l'Union européenne dans la crise économique</i>	75
5.3.	Conclusion générale de l'étude. L'euro est-il un facteur d'identification ?.....	76
5.3.1.	<i>L'euro comme véritable symbole ?</i>	77
5.3.2.	<i>Une appartenance non conditionnée à la conjoncture de l'euro</i>	78
5.3.3.	<i>L'euro, un facteur d'identification en tant que symbole mais pas en tant qu'instrument économique</i>	78
6.	Conclusion.....	79
7.	Bibliographie.....	81
	Table des matières.....	87